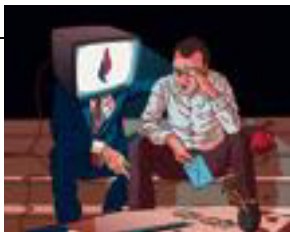




UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

MAGAZINE
DES FAMILLES DIVISÉES
PAR LE VOTE RN

idées



“ Extrême droite, la nouvelle
trahison des clercs

”

Le Monde

WEEK-END

SAMEDI 6 JUILLET 2024 - 80^e ANNÉE - N° 24730 - 5,20 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Les ratés du « plan Matignon » de Bardella

► Après son échec en 2022, le parti de Marine Le Pen avait assuré se préparer à des législatives anticipées, en recrutant et en formant de nouveaux candidats

► Des dizaines d'entre eux présentent un profil raciste, homophobe ou complotiste, infirmant la stratégie de diabolisation du mouvement

► Jordan Bardella y voit de simples « brebis galeuses » et seuls quelques candidats se sont retirés. Le parti dit ne pas être « dans le jugement moral »

► Cet amateurisme atteste de l'impréparation du RN et du manque de maîtrise de ses fédérations locales, chargées des investitures pour les législatives

► Le Parlement européen a refusé de rembourser des dépenses indues effectuées par des entités du parti extrémiste à Bruxelles

PAGES 2-3

ROYAUME-UNI : VICTOIRE HISTORIQUE DU LABOUR

► Emmenés par Keir Starmer, futur premier ministre, les travaillistes ont remporté les législatives du 4 juillet

► Les conservateurs de Rishi Sunak subissent leur plus lourde défaite depuis 1906

PAGES 12-13
ET ÉDITORIAL PAGE 29



Après sa victoire, le chef du Parti travailliste, Keir Starmer, devant ses partisans à la Tate Modern, à Londres, le 5 juillet. KIN CHEUNG/AP

ÉDITORIAL

MAINTENIR LE FIL DE NOTRE HISTOIRE

par JÉRÔME FENOGLIO

A l'orée du second tour des législatives, un seul parti reste en mesure d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale et la possibilité directe, qui en découle, de gouverner la France, sans se livrer à des négociations : le Rassemblement national (RN). Comme dans d'autres pays, l'extrême droite, et son idéologie fondée sur la discrimination, la stigmatisation, le rejet de catégories entières de la po-

pulation, demeure ainsi, plus que jamais, le péril majeur qui surplombe notre paysage politique.

A cette menace, les partis républicains ont opposé, comme par le passé, un front commun dont le premier effet a été une vague massive de désistements des candidats les plus mal placés dans les très nombreuses triangulaires issues du premier tour, afin d'éviter que la dispersion des voix conduise à l'élection d'un représentant du RN.

LIRE LA SUITE PAGE 27

Exécutif
Ce que peut faire
un gouvernement
sans majorité

PAGE 9

Somme
En ballottage
défavorable, Ruffin
rompt avec LFI

PAGE 8

UE Au Parlement européen, les droites radicales tentent de s'unir

Pour peser davantage, les eurodéputés du RN pourraient s'allier à ceux du Hongrois Viktor Orban dans un groupe parlementaire à Strasbourg

PAGE 13

Ukraine

La Russie poursuit son lent mais continu grignotage

Bombardée en permanence par l'aviation ennemie, l'armée de Kiev recule dans plusieurs endroits du Donbass, faute de systèmes antiaériens

PAGE 14

Climat

Vagues de chaleur mortelles au Pakistan et en Inde

La température avoisine les 50 °C dans le nord du sous-continent indien, saturant les hôpitaux et provoquant des centaines de victimes

PAGE 15

Matières premières

Eramet se lance dans l'extraction de lithium en Argentine

PAGE 17

Culture

Les professionnels de la danse à l'épreuve des budgets contraints

PAGE 19



2490€

Portofino 3 places, silhouette 1 ou 2

Un canapé au mieux de ses formes

Design et fabrication italiens. Présentés en tissu Fervor 100% polyester, nombreux revêtements ou choix. Silhouette 1 : L212 x P104 x H90 cm, silhouette 2 : L209 x P101 x H87 cm.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

63 rue de la Convention Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels, 01 45 77 80 40
147 rue St-Charles Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels, 01 45 75 02 81
Canapés, literie, mobilier sur 3 000 m² : nos adresses sur www.topper.fr

Comment le RN s'est retrouvé aux portes du pouvoir

Dédiabolisation, implantation locale, actualité porteuse et émergence de Jordan Bardella... Marine Le Pen surfe depuis deux ans sur une dynamique favorable

RÉCIT

Le 24 avril 2022, au bout d'une soirée de second tour d'élection présidentielle où flottaient davantage la tristesse et l'étouffement que la satisfaction des 13 millions de voix qu'elle avait recueillies, Marine Le Pen, candidate du Rassemblement national (RN), avait appelé le chef de l'Etat tout juste réélu, Emmanuel Macron, lui faisant cette promesse: « Si l'on prend 3 millions d'électeurs tous les cinq ans, la prochaine fois, ce sera nous. » Deux ans ont passé depuis cette déclaration bravache et l'extrême droite frappe à la porte de Matignon.

A l'époque, la phrase ressemble à une promesse prononcée sans trop y croire; Marine Le Pen ne pense pas à 2027, pas pour elle. La finaliste de l'élection présidentielle s'est terrée chez elle, loin de la presse et de ses partisans, quand la gauche capte le récit des législatives à venir. Le parti d'extrême droite, où rien ne se passe quand la patronne se retire, l'accompagne dans ce sommeil prolongé jusqu'aux scrutins législatifs des 12 et 19 juin 2022.

Qu'envisage-t-elle alors pour elle-même? Pas grand-chose. Présidente d'un groupe sans poids, marginal? « J'étais en première ligne en permanence, je ne veux plus l'être », dit-elle à ses proches. La campagne a été rude, perturbée par le phénomène médiatique Eric Zemmour; le soir du premier tour, aussi, elle a tremblé jusque tard, inquiète de la remontée du vote en faveur de l'« insoumis » Jean-Luc Mélenchon, finissant à 400 000 voix derrière elle. Deux hommes qui, de son propre avis, ont joué un rôle dans la situation si favorable du RN deux ans plus tard.

Le 19 juin 2022, la trajectoire lepéniste rebondit comme une balle sauteuse: le front républicain se grippe, l'extrême droite remporte la majorité de ses duels face à la gauche et à la Macronie. « Les Français m'ont rappelé à leur bon souvenir! », lance Mme Le Pen à ceux qui l'entourent, prolongeant la soirée électorale très tard, dans le bureau du maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Steeve Briois, où se succèdent les coups de fil des nouveaux députés du RN, certains inconnus d'elle. Ils sont 89, autant de porte-voix potentiels de son programme xénophobe, immuable sur l'immigration, si fluctuant sur le reste. Les finances du parti, qui vit d'expédients depuis des décennies, vont revenir dans le vert. Le groupe parlementaire du RN, qui eut toujours si peu à distribuer, devient le pôle d'attraction de la jeunesse diplômée de droite radicale.

ENTRÉE DANS LA NOTABILITÉ

Au perchoir, on voit parfois un député lepéniste mener à la baguette un Hémicycle qui ne sait comment s'y prendre, avec ces gens cordiaux, encravatés, discrets, pas ouvertement racistes et qui citent le programme de Marine Le Pen comme on croit à l'Evangile. « Nous ne sommes pas là pour faire une longue carrière parlementaire. Nous sommes là pour conquérir le pouvoir, leur a-t-elle intimé lors de leur première visioconférence. Nous fabriquons en même temps un programme et des équipes de gouvernement. » Deux ans plus tard, peu de ministres potentiels ont émergé et le parti n'a pas de député référent sur des sujets comme la santé ou l'environnement. On les entend peu en commission, où la technicité des débats semble dépasser la plupart.

Mais lorsqu'ils rentrent de circonscription, ils narrent, enchantés, leur entrée progressive dans la notabilité locale – l'une s'entend « très bien avec le consul d'Espagne », l'autre adore

les audiences solennelles des tribunaux, un troisième a découvert le Rotary. Les pages Facebook rapportent les visites aux fêtes patronales, aux vide-greniers et aux vœux des maires. Les corporations amies – agriculteurs, pompiers, gendarmes – sont choyées, les associations des anciens ou des automobilistes invitées à l'Assemblée nationale, déjeuner chic à la questure en prime. Marine Le Pen touche du doigt ce en quoi son père n'a jamais cru et ce qu'elle n'a pas mis en place: une présence sur le terrain, traitant la banalité du quotidien des Français. L'accoutumance tranquille à l'extrême droite, à qui l'on ne demande qu'un sourire et une oreille attentive.

« Les 89 députés changent toute la donne en ce qu'ils institutionnalisent le RN, considère Pierre Gentillet, probable futur député de la 3^e circonscription du Cher sous l'étiquette RN. L'électorat bourgeois et âgé ne vote pour vous que lorsque vous êtes en position de gagner. Avec six députés, jamais le RN n'aurait fait 32 % [31,4 %] aux élections européennes. »

De fait, pour comprendre le changement de statut du parti dans le paysage électoral français, il faut descendre aux lignes « + 70 ans » ou « CSP+ » des enquêtes d'opinion. Ces catégories qui votent le plus à chaque élection et compensaient, à la baisse, l'engouement des actifs et des catégories populaires pour l'extrême droite. Les élections européennes ont marqué une rupture. La « normalisation » du RN, c'est celle de sa structure de vote. Le second tour de l'élection présidentielle, moins bon que prévu pour Marine Le Pen, avait enclenché une dynamique positive dans des territoires orphelins de la droite filloniste. Cette droite bourgeoise, pour qui le vote Zemmour fut, en 2022, le sas de transit vers l'extrémisme. « Les gens n'aiment pas voter pour des forces qui sont à la ramasse, comme Les Républicains. La tentation d'aller au secours de la gauche est un puissant moteur de vote », constate Emmanuel Rivière, professeur à Sciences Po et spécialiste de l'opinion.

« EFFET CLIQUET » ET « TICKET » GAGNANT

Les 13 millions de voix du second tour de la présidentielle, suivies de la surprise des législatives, font du mouvement d'extrême droite un choix naturel dans plusieurs régions du pays. Au parti, on aime dire qu'il y a, dans le vote RN, un « effet cliquet »: ceux qui ont franchi le pas reviennent rarement en arrière. La force du nombre produit l'autolégitimation, comme elle est décrite par le sociologue Félicien Faury, auteur du livre *Des électeurs ordinaires* (Seuil, 240 pages, 21,50 euros): « Le nombre désamorce le stigmate pesant sur le vote RN. Si, autour de vous, ça vote Marine ou Jordan, le vote RN devient respectable et peut être revendiqué. Et cela compte dans les classes moyennes, où la question de la responsabilité sociale est importante. »

Depuis deux ans, Marine Le Pen dispose de dizaines de porte-parole ceints d'une écharpe tricolore. A Paris, elle s'est dotée d'une vitrine et d'un miroir inversé. Jordan Bardella ne s'appelle pas Le Pen, a moins de 30 ans, vient d'un milieu populaire. Il parle comme un libéral formé dans le moule macroniste – ce qu'il n'est pas – et comme un identitaire sous influence du courant de pensée raciste de la Nouvelle Droite – ce qu'il est davantage.

Un député proche souffle à Marine Le Pen cette idée: pourquoi ne pas vendre un « ticket », elle future présidente, lui premier ministre? Et ainsi associer son socle populaire au nouvel électorat de droite que drague son benjamin... tout en maintenant ce dernier à sa place. Le duo marche au-delà des espérances lepénistes. « C'est la première fois qu'une

POUR COMPRENDRE
LE CHANGEMENT
DE STATUT DU PARTI
D'EXTRÊME DROITE,
IL FAUT REGARDER
LE VOTE DES PLUS DE
70 ANS OU DES CSP+



figure émerge avec succès à côté d'elle, relève Emmanuel Rivière. La capacité de Bardella à capter l'attention et à séduire est l'élément-clé des deux années écoulées. » Sur les marchés de leurs circonscriptions rurales, les élus du RN entendent beaucoup le nom de Jordan Bardella depuis six mois. Avant, on leur parlait surtout de La France insoumise (LFI). C'était demandé avec une pointe d'empathie: « Comment vous les supportez? »

Après les législatives, la gauche rassemblée, plus nombreuse à l'Assemblée nationale que le RN, mieux outillée pour la joute parlementaire, apparaissait aux yeux des Français comme la première opposition à Emmanuel Macron. Mais, en trois mois seulement « de bruit et de fureur » dans l'Hémicycle, Marine Le Pen avait récupéré la couronne d'opposant, selon les sondages. Or, « quand le pouvoir s'érode, l'opposant en chef en bénéficie. La composante d'antimacronisme est très importante dans la dynamique du RN », juge le sondeur Jérôme Fourquet, de l'IFOP.

LE TOURNANT DU 7 OCTOBRE 2023

Dédiabolisée par Eric Zemmour durant la campagne présidentielle, Marine Le Pen l'a ensuite été par Jean-Luc Mélenchon, singulièrement depuis les attentats terroristes du Hamas en Israël, le 7 octobre 2023. « En politique comme dans toute compétition, vous n'êtes jugé qu'en comparaison à celui avec qui vous menez la course, juge la dirigeante d'extrême droite. On vous trouve plus ou moins sérieux. Avoir un Eric Zemmour très outrancier, d'un côté, et LFI très outrancière, de l'autre, cela ne fait pas de vous quelqu'un d'autre. Cela permet juste de casser la caricature. »

La réponse des « insoumis » au 7 octobre 2023 ne casse pas une caricature, elle donne une vérité, l'antisémitisme de Jean-Marie Le Pen, celui d'une partie substantielle de l'électorat du RN, d'une partie encore de ses candidats. La présence et la relative acceptation, à la marche contre l'antisémitisme, en novembre 2023, d'une délégation du RN, ont contribué à lever l'un des derniers verrous du vote lepéniste.

Les suites du 7 octobre 2023 constituent un tournant, de l'avis des spécialistes de l'opinion. Mais la leader de l'extrême droite ne croit pas, pour autant, au scénario – longtemps privilégié dans son camp – d'une bascule soudaine, d'un événement déclencheur portant ses idées au pouvoir. « Ce sont des phénomènes qui s'accumulent et, au fur et à mesure du temps, assoient votre lucidité, votre crédibilité, et vous font apparaître comme une solution pour en sortir. » Sortir des

« trois i », comme les appelle Jérôme Fourquet: « inflation, insécurité, immigration. »

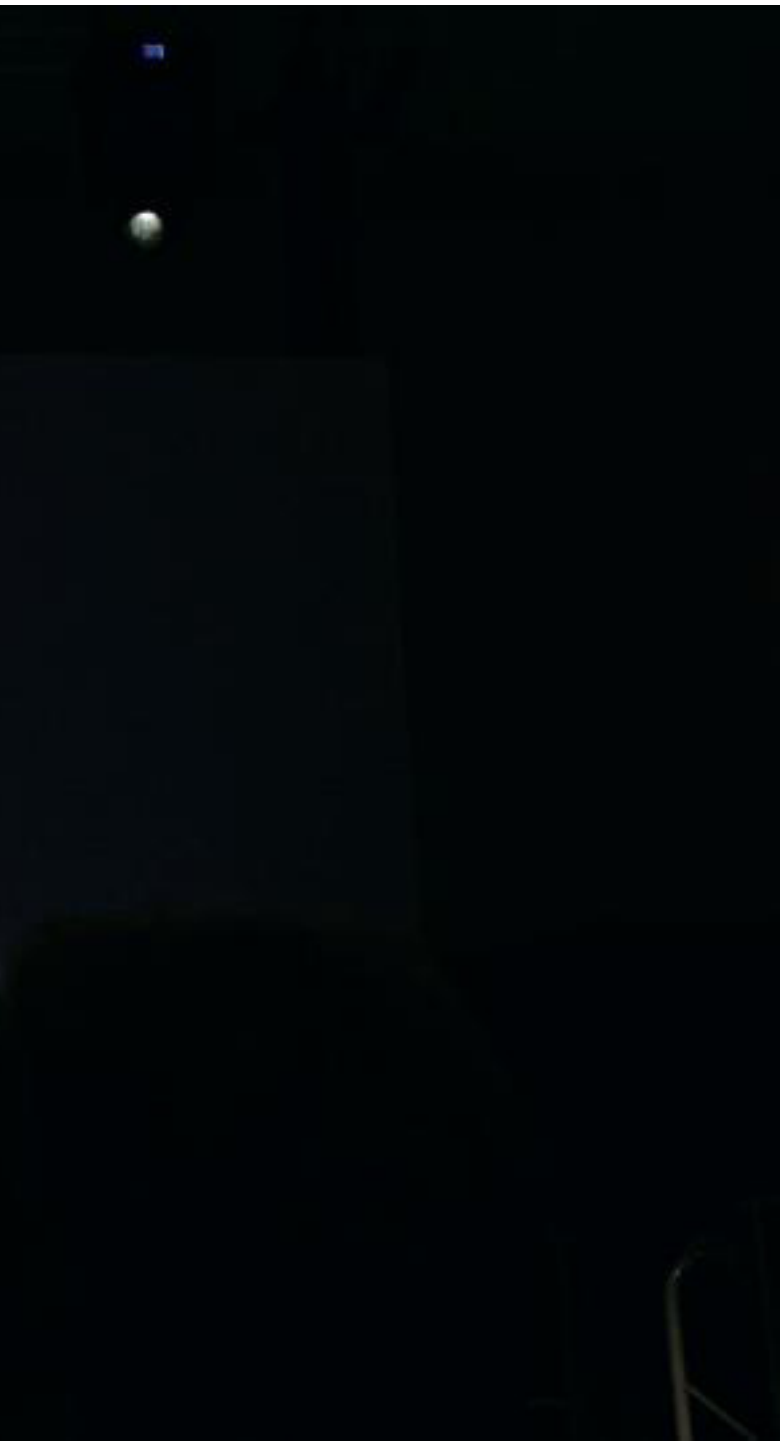
« Le contexte sociétal, depuis 2022, est une accentuation des sujets investis de longue date par le Front national [l'ancêtre du RN]. Sans qu'il ait besoin d'en ajouter, le RN se nourrit de cela », dit l'auteur de *La France d'après* (Seuil, 2023). Durant ces législatives, au-delà de l'éternel « on n'a jamais essayé », les reportages de la presse soulignent toujours le décalage entre la tranquillité, voire la prospérité, de certaines zones, et la force du vote RN des résidents. Un décalage alimenté, selon les maires interrogés, par l'exposition aux chaînes de débat en continu, à commencer par CNews.

La violence vue à la télévision, mais vécue comme se rapprochant inexorablement de leur cocon, a connu un précipité durant les émeutes urbaines de l'été 2023, qui se sont propagées à des villes moyennes. Elles ont précédé l'extrême médiatisation – et la manipulation – de faits divers impliquant de jeunes victimes, comme Thomas à Crépol (Drôme), ou Matisse à Châteauroux. En deux ans, le paysage télévisuel a facilité l'expression des propos xénophobes, après l'élargissement de la « fenêtre d'Overton », qui définit le champ du dicible en société, que le RN doit aussi à Eric Zemmour.

L'extension de l'empire médiatique du milliardaire Vincent Bolloré, avec le rachat du *Journal du dimanche*, la politisation de l'antenne d'Europe 1 et des émissions de Cyril Hanouna, au sein du même groupe, l'évolution éditoriale du *Figaro*, grand journal de la droite française, la reprise de ces thématiques par le gouvernement, ont aussi offert une caisse de résonance aux idées d'extrême droite. Pour la deuxième année de suite, après une longue période d'amélioration, l'indice de tolérance calculé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme est en baisse.

Montée du racisme, crise sociale, délégitimation du pouvoir et normalisation de son parti: pour Marine Le Pen, les pièces du puzzle se sont mises en place de manière inespérée en deux ans seulement. Presque trop tôt, selon le calendrier de montée en compétence que s'était fixé le RN. Jordan Bardella, pour donner de la vigueur à ses troupes, répète sempiternellement cette phrase: « La question n'est pas de savoir si nous allons prendre le pouvoir, mais quand. » Au vu de la campagne législative, marquée par les cafouillages sur le programme et l'incompétence de nombreux candidats et des cadres les ayant désignés, il n'avait visiblement pas prévu que la réponse puisse être juillet 2024. ■

CLÉMENT GUILLOU



Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), au soir du premier tour des élections législatives, le 30 juin. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

Derrière les candidats sulfureux, les ratés du « plan Matignon » de Jordan Bardella

Des personnes investies par le RN se sont avérées racistes, antisémites, xénophobes ou homophobes, signe de l’impréparation du parti, de sa radicalité et de son implantation inégale

Quand Emmanuel Macron a prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale, dimanche 9 juin, le Rassemblement national (RN) n'avait plus qu'à « *ap-puyer sur le bouton* » pour déclencher son « plan Matignon ». C'est du moins ce que prétendaient les dirigeants du parti d'extrême droite. Deux ans que le RN assure se préparer à un retour aux urnes, investissant à tour de bras ses futurs candidats et peaufinant leurs professions de foi. Deux ans que cette stratégie mobilise le temps et les esprits.

La mise à l'arrêt, en janvier, de Campus Héméra, l'école des cadres du mouvement ? « *Il faut privilégier la formation des militants pour la dissolution* », justifiait le président du RN, Jordan Bardella. Le maintien, en mai, de Saidali Boina Hamissi au poste de délégué départemental à Mayotte, malgré des propos racistes et complotistes ? « *On verra plus tard la réorganisation du parti, l'heure est aux investitures pour les futures législatives* », balayait le même.

La dissolution a été annoncée et le « plan Matignon » déclenché, avec, dans son sillage, l'investissement de dizaines de candidats racistes, antisémites, xénophobes, homophobes, anciens membres d'organisations nationalistes violentes ou condamnés par la justice. De simples « *brebis galeuses* », selon les termes employés le 3 juillet par Jordan Bardella, qui maintient contre l'évidence que « *dans 99,9 % des cas, il n'y a abso-*

lument aucune difficulté ». L'euro-député refuse d'admettre que, s'il fut parfois seul à parier sur une dissolution, sa supposée prescience n'a jamais permis à son parti de se « *tenir prêt* », comme il l'avait promis en novembre 2022 après son accession à la présidence de l'ex-Front national.

A quelques jours du second tour des législatives, le 7 juillet, l'état-major en est désormais à espérer qu'une bonne partie de ses représentants épingleés par la presse n'intègre pas le Palais-Bourbon. « *La réussite de notre "plan Matigon" se mesurera à la qualité du groupe qui sortira des urnes* », répète au Monde Philippe Olivier, conseiller de Marine Le Pen.

Impéritie décisionnelle

Tout à sa volonté de « *faire monter une nouvelle élite populaire, comme le Parti communiste à l'époque, des gens qui n'étaient pas prédestinés à la politique* », le député européen appelle à la tolérance pour « *ces choses qui font partie de la vie, faite de failles et d'aspérités* ». Membre de la commission nationale d'investiture (CNI), chargée, selon lui, de valider chaque semaine cinq candidatures en vue de législatives anticipées qui n'étaient alors qu'hypothétiques, Philippe Olivier maintient que le RN a « *laissé passer quelques individus entre les mailles du filet* ». Mais ceux qui se sont depuis fait exclure conservent sa bienveillance. Il évoque de lui-même le cas de Ludvine Daoudi, qualifiée pour le second

L'EURODÉPUTÉ A ÉCHOUÉ À STRUCTURER RAPIDEMENT SON PARTI

tour dans le Calvados puis désinvestie après la publication d'un cliché la montrant coiffée d'une casquette de sous-officier de la Luftwaffe, ornée d'une croix gammée. « [Elle] *se fait photographe sur une brocante*, présente le beau-frère de Marine Le Pen. *Ça aurait pu être un chapeau chinois, c'était une casquette nazie. Ça n'en fait pas une nazie pour autant.* » « *Ne soyons pas dans le jugement moral* » à l'égard d'une « *fidèle militante* », ajoute-t-il. Le site *Streetpress* a révélé qu'elle était aussi membre du Parti de la France, un groupuscule pétainiste.

Malgré les justifications (« *Nous avons dû investir 577 candidats en quelques heures* », dicit Jordan Bardella ; en vérité 409), le cas de Ludvine Daoudi met au jour l'aveuglement et l'impéritie de l'ensemble de la chaîne décisionnelle du mouvement. « *J'ai moi-même proposé nos candidats au parti. Ils ont été auditionnés il y a plusieurs mois par la CNI et validés bien avant la dissolution* », rapporte Philippe Chapron, délégué départemental du Calvados. En lice dans la 5^e circonscription du Calvados, lui-même n'a pas vu sa candidature entravée par son

passé, assumé, dans les rangs néofascistes du Groupe union défense (GUD).

Le fiasco du « plan Matignon » signe l'échec de Jordan Bardella à structurer un parti qui souffre d'une implantation territoriale inégale. Soit la mission dévolue depuis 2022 à Gilles Pennelle, le directeur général du mouvement. « *Les résultats nationaux donnent une illusion d'optique sur la professionnalisation du RN*, analyse Safia Dahani, docteure en science politique et codirectrice de l'ouvrage *Sociologie politique du Rassemblement national* (Presses universitaires du Septentrion, 2023). *Le parti reste très centralisé, avec de nombreuses fédérations libres de se développer à leur guise, et d'autres laissées en jachère.* »

Le prochain locataire de Matignon n'est pas encore connu que le RN se prépare déjà à sanctionner ceux qu'il jugera responsables des failles de son « plan ». « *Le délégué départemental qui fait une proposition de candidat joue son crédit*, prévient Philippe Olivier. *On ne laissera pas ça en l'état, à tous les niveaux.* » L'eurodéputé épargne pourtant déjà son ami Gilles Pennelle, le grand ordonnateur de la stratégie. « *Il n'est pas le seul en cause, car ce n'est pas l'unique décisionnaire*, distingue-t-il. *Le plan a été établi par un organe collégial, la CNI. Une quinzaine de personnes l'ont approuvé.* » Gilles Pennelle n'est pas plus responsable, donc, que les autres membres de la CNI. Et, parmi eux, Jordan Bardella et Marine Le Pen. ■

CORENTIN LESUEUR

Des largesses financières rejetées par le Parlement européen

L'institution a refusé, ces dernières années, le remboursement de plusieurs dépenses des différentes entités européennes du RN

Convoqué devant la justice pour le procès des emplois fictifs au Parlement européen, qui se tiendra à l'automne, le Rassemblement national (RN) n'a pas renoncé, lors de la mandature écoulée, à profiter de la manne financière offerte par la machine bruxelloise qu'il dénonce. Selon les informations du Monde, les services du Parlement européen ont rejeté ces dernières années le remboursement de plusieurs dépenses des différentes entités européennes du parti d'extrême droite, au motif qu'elles ne correspondaient pas à un travail réel ou que le contrat avait été attribué hors des règles. Contactés, ses services indiquent qu'ils ne peuvent « *commenter les cas individuels* ».

Le plus important refus de remboursement concerne e-Politic et Unanime, deux sociétés de la « GUD connection », des amis de Marine Le Pen restés proches des cercles néofascistes, la première s'occupant de communication, et la seconde de préimpression de livrets et de revues. Selon nos informations, en 2021, plus de 300 000 euros de leurs prestations au parti européen Identité et démocratie (ID) ont été retoqués. Le motif ? L'appel d'offres qui les avait désignés n'était pas conforme, notamment du fait de signatures absentes et de délais non respectés. Contacté, le président du parti ID, le Belge Gerolf Annemans, n'a pas donné suite.

Ce n'est pas la première fois qu'une entité européenne du parti d'extrême droite rencontre des difficultés avec Bruxelles au

sujet de ses appels d'offres. Dans son rapport transmis à la justice française en 2022, portant sur des faits commis entre 2004 et 2017, l'Office européen de lutte anti-fraude épinglait la « *déclaration de services fictifs* », l'« *exagération des services fournis* » et un trucage des appels d'offres du groupe du RN et de ses alliés au Parlement européen, le groupe ID – distinct du parti du même nom. A l'époque, relate le « gendarme » financier de l'Europe, preuves à l'appui, le trésorier du groupe demandait aux prestataires désignés de lui envoyer de « *fausses offres* » de concurrents, plus chères et purement fictives.

Un fidèle méconnu

En 2023, la révélation par *Le Monde* de la signature, trois ans plus tôt, d'un « contrat-cadre » entre le groupe ID et ces deux sociétés pour toute la durée de la mandature, avait suscité de nouvelles questions – notamment concernant Unanime. Jérôme Rivière, signataire du contrat pour le groupe ID, avait alors assuré de la légalité de cet appel d'offres – que rien ne remet en cause à ce jour.

« *Il me semblait normal de solliciter les partenaires habituels du RN, compte tenu de la difficulté de trouver des gens qui veulent travailler avec nous* », nous avait-il expliqué, sans avoir souvenir des deux candidats rivaux d'Unanime que le groupe avait sollicités. En interne, Unanime et e-Politic sont considérés comme des prestataires de prédilection, car de qualité, proches des idées du parti et fiables. Plus

LES CONTRATS CONCERNÉS SONT DÉCRITS COMME NE CORRESPONDANT PAS À UN TRAVAIL RÉEL, OU COMME AYANT ÉTÉ ATTRIBUÉS HORS DES RÈGLES

sieurs sources lepénistes au Parlement européen interrogées par *Le Monde* décrivent la façon dont l'attribution des marchés peut être facilement truquée, sans pouvoir affirmer que c'était le cas ici.

Ce marché est d'autant plus lucratif que le « contrat-cadre » ne prévoit aucun plafond. En trois ans, les deux sociétés ont encaissé par ce seul contrat plus de 2,2 millions d'euros, auxquels s'ajoutent près de 800 000 euros de refacturation par des sous-traitants et frais de postage, selon les dernières données publiques. Alors que le contrat doit arriver à terme au printemps, le suspense reste entier sur sa reconduction.

Depuis que la presse s'est fait l'écho des liens entre ces sociétés et le personnage principal de la « GUD connection », Frédéric Châtillon, celui-ci, qui n'a pas répondu à nos sollicitations, a pris une distance apparente avec ces entreprises. E-Politic a été revendue intégralement, mais à l'un de ses proches, Paul-Alexandre Martin. Unanime a, pour sa part, été cédé à Edda – une société italienne portant le prénom de la fille de Benito Mussolini –, contrôlée par lui-même depuis Rome. Contacté, Jean-Paul Garraud, chef sortant de la délégation RN au Parlement européen, n'a pas indiqué si le groupe renouvellerait ce contrat.

Les prestataires de la « GUD connection » ne sont pas les seuls à avoir vu leurs factures destinées au parti européen ID rejetées par les services du Parlement. Selon nos informations, c'est également le cas d'une discrète société belge, Fraconsor, créée en 2015 par Thibaut François. Méconnu du grand public, ce trentenaire, engagé auprès de Marine Le Pen depuis 2014, est la pièce maîtresse du dispositif du parti d'extrême droite à Bruxelles. Il a été secrétaire général du parti européen et gestionnaire de la fondation européenne afférente.

Au sein de cette dernière structure, Thibaut François n'occupe pas de poste officiel. Il en est simple consultant, depuis 2015, pour 4300 euros mensuels hors taxes – qui s'ajoutent à sa rémunération au parti européen et des prestations dans le cadre de diverses campagnes, dont celle de Marine Le Pen à la présidentielle de 2017. Début 2018, l'arrivée d'un nouveau président de la fondation, l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser, marque un tournant. A sa prise de poste, M. Schaffhauser demande à avoir accès aux comptes de la fondation et aux conventions la liant aux prestataires, mais il se voit

opposer une fin de non-recevoir. M. Schaffhauser commande alors une « *note juridique* », révélée par *Mediapart*, et que *Le Monde* s'est procurée, alertant sur le comportement du prestataire, « *assimilable à celui d'un dirigeant* » et sa « *rémunération excessive* », susceptibles de constituer « *un abus de confiance* ». Trois mois après son arrivée, le président de la fondation démissionne et la gestion opaque du think tank est étalée dans la presse.

Accès aux comptes impossible

Thibaut François se replie au sein du parti européen, dont il conserve le secrétariat général. Il double ses factures mensuelles envoyées au mouvement européen, les faisant passer de plus de 10 000 euros, taxes incluses, à plus de 20 000 euros par mois. Sa justification – son départ de la fondation lui permettrait de doubler son temps de travail pour le parti – ne convainc pas les services du Parlement. Selon les informations du Monde, Thibaut François se voit retoquer pour plus de 100 000 euros de factures en 2019. Contacté, M. François a indiqué qu'il n'était « *membre d'aucune des trois entités mentionnées* », et qu'il ne peut donc « *pas [nous] répondre* ».

Le trentenaire a passé les deux dernières années en France. En 2022, il est élu, à sa grande surprise, au Palais-Bourbon, dans la circonscription de Douai. La dissolution du 9 juin lui offre l'occasion de quitter une situation qui ne le satisfait pas et de revenir à

Bruxelles. Selon des sources internes au groupe ID, ce proche de Marine Le Pen est désormais le collaborateur français le mieux payé du groupe, au grade AD 14, qui donnait droit, en 2021, à 149 075 euros net annuels. Il brigue désormais le poste de secrétaire général du futur groupe européen du RN – ce qui le ferait monter d'un grade supplémentaire, soit au minimum 18 433 euros brut mensuels.

A la fondation, son départ officiel n'a pas empêché de nouveaux couacs. Fin 2020, le député européen Thierry Mariani, devenu trésorier, demande, lui aussi, l'accès aux comptes au président de la fondation, son collègue Hervé Juvin. Il démissionnera dix mois plus tard, faute de les avoir obtenus, explique-t-il. Contacté, M. Juvin n'a pas répondu aux questions du Monde.

Deux nouvelles factures sont ensuite rejetées par les services du Parlement. En 2021, une facture de près de 40 000 euros pour l'édition et l'impression d'un livre est refusée, au motif que ce dernier est sans contenus originaux. En 2022, c'est une nouvelle facture d'édition et d'impression, dépassant 5 000 euros, d'un livre rédigé par le président de la fondation qui est refusée. Cette fois encore, c'est le caractère inédit du livret qui est mis en cause, tout comme la qualité de son auteur, également commanditaire. ■

CLÉMENT GUILLOU,
VIRGINIE MALINGRE (BRUXELLES,
BUREAU EUROPÉEN)
ET LAURA MOTET



Comment le RN parvient-il à capter l’électorat féminin ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE Scrutin après scrutin, le vote d’extrême droite tend à se banaliser chez les femmes, pourtant longtemps rétives

L

ongtemps peu enclines à voter en faveur de l’extrême droite, les femmes n’ont désormais pas beaucoup plus de réticences que les autres à glisser un bulletin Rassemblement national (RN) dans l’urne. Au fil des ans, le *gender gap*, le différentiel de vote selon le genre, a tendance à s’effacer. Ce phénomène s’observe à chaque scrutin présidentiel depuis 2012. Il s’est vérifié une nouvelle fois aux élections européennes, le 9 juin. Ainsi qu’au premier tour des élections législatives, le 30 juin : 32 % des femmes ont donné leur voix à un candidat du parti d’extrême droite et 36 % des hommes, selon

l’enquête Ipsos-Talan sur la sociologie des électorats, menée à partir d’un échantillon de 10 286 personnes pour France.tv, Radio France et Public Sénat. Faut-il y voir un « effet Marine » ? Plusieurs observateurs de la vie politique avancent cette hypothèse, soulignant la « stratégie de dédiablement » menée avec succès par la fille de Jean-Marie Le Pen depuis qu’elle a pris les commandes du parti. Marine Le Pen n’hésite pas, ponctuellement, à sortir la carte « femme » pour s’adresser aux électrices, mettant opportunément en avant son parcours de divorcée et mère de trois enfants. Son discours sur la vie chère et le

pouvoir d’achat « résonne particulièrement auprès des femmes en difficulté économique, qui appartiennent à la classe moyenne basse, où le vote RN est banalisé », explique Christèle Lagier, maîtresse de conférences de science politique à l’université d’Avignon.

Fin du « discours sexiste »
M^{me} Lagier a notamment travaillé sur le vote des électrices RN dans le Vaucluse. « Ce sont des femmes qui travaillent, mais qui ont le sentiment d’être abandonnées par l’Etat-providence, de ne pas bénéficier du système de redistribution sociale », poursuit la politiste. La question des droits des femmes

n’est pas au cœur de leurs préoccupations, et, par ailleurs, explique M^{me} Lagier, « rien n’indique, dans les enquêtes, que la question du genre est une variable essentielle du vote des femmes ». En d’autres termes, « c’est une illusion de penser que les femmes votent pour les femmes », estime la spécialiste de la sociologie électorale, selon qui « d’autres variables lourdes comme la catégorie socioprofessionnelle, la situation matrimoniale et ce qui relève du niveau de diplôme et du statut d’emploi sont centrales ».

Comme sur d’autres sujets, le RN a par ailleurs « ripoliné sa façade » sur les droits des femmes, souligne Suzy Rojzman, porte-parole

« L’EXTRÊME DROITE
A CONSCIENCE
QUE SON ÉLECTORAT
N’ACCEPTERAIT
PLUS UN DISCOURS
COMPLÈTEMENT
RÉACTIONNAIRE »

ANJA DUROVIC
postdoctorante au CNRS

du Collectif national pour les droits des femmes et militante depuis 1974. « Marine Le Pen a rompu avec le discours viriliste, sexiste voire misogyne de son père, qui agissait comme un repoussoir pour les électrices, abonde Anja Durovic, chercheuse postdoctorale au CNRS et à l’université Paris-Saclay. Elle est allée jusqu’à se qualifier parfois de quasi-féministe. » Ce qui ne l’empêche pas, à certaines occasions, de montrer un autre visage. Exemple : le 1^{er} mai 2015, lors de la célébration de Jeanne d’Arc, rassemblement annuel des frontistes, où, après avoir fustigé la « grotesque théorie du genre », elle ironisait sur les acquis féministes.

A l’évidence, le vote des femmes (52,3 % du corps électoral en 2019, selon l’Insee) représente bel et bien un enjeu, au RN comme ailleurs. « Les partis d’extrême droite en Europe ont bien conscience qu’aujourd’hui leur électorat n’accepterait plus un discours complètement réactionnaire, ils essaient donc de se montrer modernes sur l’égalité femmes-hommes », estime Anja Durovic. Avant le premier tour des élections législatives, Jordan Bardella a tenu à s’adresser « à toutes les femmes de France », dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux. Il promet d’être « le premier ministre qui garantira de manière indéfectible à chaque fille et à chaque femme de France ses droits et ses libertés ».

M. Bardella aborde aussi, dans cette courte vidéo, la question des violences sexistes et sexuelles, au cœur des luttes féministes depuis #metoo : « Nous mènerons une lutte implacable contre l’insécurité qui fait régresser la liberté de chaque femme », poursuit-il, faisant un lien direct avec le contrôle des flux migratoires. Il perpétue une constante du discours de l’extrême droite, qui consiste à aborder les violences envers les femmes sous le prisme de l’immigration, sans s’embarrasser du fait

que la grande majorité des viols et des violences est commise par les proches des victimes. « C’est une instrumentalisation assez grossière », estime Florence Rochefort, historienne des féminismes et chercheuse au CNRS.

Vision toujours conservatrice
Qu’il s’agisse de l’accès à la contraception et à l’interruption volontaire de grossesse (IVG), de l’égalité professionnelle ou de la place des femmes dans la société, malgré une évolution du discours, le RN reste animé par une vision conservatrice. Les mesures pour les familles de son programme sont surtout placées sous l’angle de la relance de la natalité (créer une part fiscale dès le deuxième enfant, incitations financières pour les couples ayant un troisième enfant). La reconnaissance de l’endométriose comme affection de longue durée est la seule mesure ciblant précisément les femmes. L’exemple du positionnement du parti sur l’avortement est éloquent sur ses ambiguïtés. Après avoir proposé, en 2012, le déremboursement pour les IVG « de confort », Marine Le Pen s’est opposée à l’allongement des délais de recours voté en 2022. Elle a finalement voté en faveur de la constitutionnalisation de l’IVG, comme 45 députés de son camp, sur 88.

Mais, « au Parlement européen, les députés RN se sont constamment abstenus ou ont voté contre les textes concernant les droits des femmes, qu’il s’agisse de l’inscription de l’IVG dans la charte des droits fondamentaux, de la ratification de la convention d’Istanbul contre la violence à l’égard des femmes, de la mise en place d’un salaire minimum européen – qui concerne davantage les femmes – ou d’une résolution instaurant une formation obligatoire sur la prévention contre le harcèlement au sein même des institutions de l’Union européenne », dit Anja Durovic.

Chez les défenseurs des droits des femmes, qui s’appuient sur les exemples des pays voisins où l’extrême droite est au pouvoir, la peur d’un recul des acquis féministes est très vive. « N’oubliez jamais qu’il suffira d’une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant » : la phrase prêtée à Simone de Beauvoir, souvent reprise dans les cercles féministes, leur semble plus que jamais d’actualité. ■

SOLÈNE CORDIER

La bataille culturelle de Némésis, collectif xénophobe et « féministe »

Ce groupuscule identitaire, dirigé par Alice Cordier, diffuse ses thèses racistes dans le cadre d’un discours sur les violences faites aux femmes

E

lles sont quelques dizaines tout au plus, mais parviennent régulièrement à faire parler d’elles. Les militantes du collectif Némésis, du nom de la déesse de la vengeance, groupuscule de la sphère identitaire française, ont multiplié ces dernières années les actions coups de poing. Le 27 juin, certaines ont fait irruption dans un rassemblement contre l’extrême droite place de la République, à Paris. A Besançon, le 9 avril, une de leurs membres était placée en garde à vue pour incitation à la haine après avoir brandi une banderole « violeurs étrangers dehors » lors du carnaval.

En janvier 2023, une cinquantaine de militantes s’étaient réunies devant la basilique du Sacré-Cœur, à Paris, la moitié en robe blanche, et l’autre moitié en hidjab noir, derrière une bannière « Quelle civilisation voulez-vous ? ». A chaque fois, le message est le même : la principale menace qui guetterait les femmes françaises aujourd’hui serait l’homme d’ori-

gine étrangère, l’immigré. Un discours xénophobe auquel s’ajoute une revendication de féminisme.

Selon le chercheur Jean-Yves Camus, spécialiste de la sphère identitaire, c’est l’affaire des viols de Cologne, début 2016, qui a servi de « catalyseur ». Après la nuit du 31 décembre 2015 au 1^{er} janvier 2016, plus de 600 plaintes avaient été déposées pour des agressions sexuelles commises dans la ville allemande. La majorité des suspects arrêtés était des jeunes hommes d’origine étrangère. « Chez ces militantes, ça a attesté l’idée selon laquelle l’immigré musulman serait la nouvelle figure de l’ennemi », dit le chercheur.

« Pros de la communication »
Le collectif fait parler de lui, pour la première fois, en novembre 2019, lors de la manifestation organisée par le collectif féministe #NousToutes pour dénoncer les violences faites aux femmes. Des militantes font irruption dans le cortège en brandissant des pan-

cartes ciblant les étrangers et se filment. La vidéo de l’altercation est envoyée aux rédactions, notamment de médias d’extrême droite, par ces « pros de la communication politique », comme les qualifie Magali Della Sudda, autrice de l’ouvrage *Les Nouvelles Femmes de droite* (Hors d’atteinte, 2022).

La porte-parole du groupe, Alice Cordier (un pseudo), 26 ans, s’est fait connaître en passant dans l’émission de Cyril Hanouna sur C8, « Touche pas à mon poste », et dans « Les Grandes Gueules » sur RMC. Depuis octobre 2023, elle tient une chronique sur Radio Courtoisie. Dans le café du 15^e arrondissement de Paris où nous la rencontrons en mai, la jeune femme, grosses boucles d’oreilles dorées et blazer pied-de-poule, explique ne pas se reconnaître dans le féminisme actuel, « trop idéologisé par l’extrême gauche ».

Par naïveté, lâcheté ou calcul politique, les féministes entretiendraient un tabou autour des auteurs de violences sexuelles et

du harcèlement de rue, refusant d’admettre leur origine étrangère. « Si les OQTF [obligations de quitter le territoire français] étaient appliquées, 46 femmes auraient été épargnées l’an dernier », prétend-elle, passant sous silence le fait que, selon les chiffres du ministère de l’intérieur, dans 91 % des cas de violences sexuelles, les femmes connaissent les agresseurs.

Liens idéologiques
Ces militantes identitaires « sont révélatrices d’une acculturation à certains éléments de la culture féministe : elles sont nées dans les années 1990, dans un monde égalitaire, sont éduquées, ont la prétention d’avoir les mêmes niveaux de rémunération que les hommes », explique Magali Della Sudda. Pour le reste, pas grand-chose de féministe. Les militantes ne prennent jamais position sur la question des droits reproductifs. « D’autres le font », esquive Alice Cordier.

Son projet, Alice Cordier, originaire d’Orléans, diplômée d’un

BTS dans le social, l’a mûri au sein de l’Institut de formation politique, à Paris, une structure fondée en 2004 avec l’objectif de rapprocher les jeunes gardes de droite et d’extrême droite. « Elle y a suivi plusieurs séminaires et “media training” », confirme Léane Alestra, rédactrice en chef du média Mécréantes, qui a enquêté sur le groupe : « Némésis s’inscrit dans une constellation d’extrême droite où tout le monde se connaît. Il y a plusieurs tendances, mais peu importe : on n’a pas besoin d’être d’accord sur tout puisqu’on a le même ennemi, l’étranger. »

Leurs liens avec les partis politiques d’extrême droite ne sont pas structurels, mais idéologiques et personnels. Ainsi le député sortant Rassemblement national (RN) de l’Yonne Julien Odoul (réélu au premier tour le 30 juin) a-t-il pris la parole pour soutenir le collectif après l’épisode de Besançon. Autre exemple : en décembre 2023, le média *StreetPress* révélait que Clémence Le Saint,

militante de Némésis, avait été recrutée comme assistante parlementaire par le député RN des Bouches-du-Rhône Romain Baubry. En février 2024, c’est le sénateur Reconquête ! – le parti d’Eric Zemmour – Stéphane Ravier qui remettait une médaille à l’une des militantes. « Némésis participe à l’entreprise de l’extrême droite de féminiser son électorat et son personnel politique », analyse Léane Alestra.

« Malgré leur faiblesse numérique, les militantes de Némésis arrivent à pousser leurs revendications dans l’espace public, souligne Magali Della Sudda. Elles tirent profit d’un contexte politique favorable à l’extrême droite et le nourrissent en même temps. » Alice Cordier dit vouloir développer l’association pour la rendre « crédible et pro ». Elle déclare avoir récolté 50 000 euros grâce à une cagnotte en ligne pour financer ses actions, notamment la diffusion de vidéos sur les réseaux sociaux. ■

CHARLOTTE BOZONNET



Des militants d'Emmanuelle Ménard, députée sortante, au marché paysan de Béziers (Hérault), le 3 juillet. SANDRA MEHL POUR « LE MONDE »

A Béziers, les Ménard fragilisés dans leur fief par le vote RN

Le candidat d'extrême droite, Julien Gabarron, a fini largement en tête au premier tour, devant Emmanuelle Ménard, députée depuis 2017

BÉZIERS (HÉRAULT) - envoyé spécial

Jacques et Christiane Barthès sont fiers d'avoir été mariés par Robert Ménard en personne, il y a sept ans. « Il ne fait pas souvent les mariages », glisse avec un sourire ce retraité de 79 ans, anciennement dans l'immobilier, en parlant du maire de Béziers (Hérault) depuis 2014. Alors forcément, Jacques a « voté Ménard » au premier tour des élections législatives, dimanche 30 juin. Pas Robert, mais Emmanuelle Ménard, sa femme, députée sortante de la 6^e circonscription de l'Hérault (divers droite, selon la préfecture). « Et toi Bardella, t'as cédé », taquine-t-il son épouse Christiane, 74 ans, ex-professeure de géographie touristique et d'histoire de l'art. Plus précisément, Christiane Barthès a voté pour Julien Gabarron, le candidat du Rassemblement national (RN) dans la circonscription. « C'était purement stratégique, reconnaît-elle. Pour éviter la gauche, vaut mieux conforter l'extrême droite et leur donner la majorité. »

D'ailleurs, Christiane qualifie facilement Emmanuelle Ménard de « femme brillante » et elle votera pour elle au second tour, dimanche 7 juillet, « pour la soutenir », parce que « l'autre [Julien Gabarron] est sûr d'être élu de toute façon ». La retraitée ne comprend pas pourquoi la députée sortante ne s'est pas alliée avec le RN comme aux élections législatives de 2022. « Ils ont fait une connerie », déplore-t-elle, en parlant du couple Ménard. Là, elle paraît d'emblée au fiasco. »

« Pas ces traîtres ! »

C'est un petit tremblement de terre qui a frappé Béziers, ce soir du 30 juin. Le candidat RN Julien Gabarron a terminé largement en tête avec 41,1 % des voix, devançant Emmanuelle Ménard (27,3 %) et la candidate du Nouveau Front populaire (La France insoumise) Magali Crozier (21 %). Pourtant, la députée sortante, à l'Assemblée

nationale depuis 2017, avait été élue avec près de 70 % des voix au second tour en 2022 avec le soutien du parti d'extrême droite qui n'avait présenté personne face à elle. Mais cette fois, la vague nationale RN était trop forte. Emmanuelle Ménard a été distancé dans les dix-sept communes de la circonscription, y compris dans le fief historique du couple à Béziers, où elle a été devancée d'environ 1800 voix.

Au marché paysan de la place Jean-Jaurès, à deux pas de la permanence d'Emmanuelle Ménard, Elisabeth (qui a requis l'anonymat) tracte pour la candidate. A 66 ans, cette conseillère financière dans une banque de la ville, « toujours pas à la retraite », sait que le second tour sera délicat, même dans la cité biterroise. « C'est une bosseuse, mais elle ne reçoit pas d'ordre d'un parti. Ça peut jouer contre elle », analyse-t-elle.

Comme pour illustrer son propos, un homme rejette un papier tendu : « Non, pas ces traîtres ! » « Le couple Ménard a toujours fait croire qu'ils étaient proches des idées du RN. C'est comme ça qu'ils se sont fait élire. Et maintenant ils leur crachent à la gueule », développe cet ancien maraîcher, à l'écart du marché.

Emmanuelle Ménard est bien consciente de cette réalité. « J'ai payé le prix de ma liberté, reconnaît-elle. Ça a des inconvénients, ça demande beaucoup d'efforts, mais aussi un avantage : je suis libre de mes décisions. » La députée sortante paie tout autant les sorties de son mari, ses critiques en-

vers Marine Le Pen et Jordan Bardella et son rapprochement avec le camp macroniste. Après tout, on se perd facilement au fil des discussions biterroises. On ne sait plus trop si le Ménard mentionné dans une phrase, par les uns ou les autres, correspond à Robert ou Emmanuelle. Et le bilan du maire, qui a transformé le centre-ville ces dernières années, est souvent loué et gage d'adhésion pour le vote aux législatives.

Sentiment de déclin

Assis à son bureau de l'hôtel de ville, Robert Ménard a d'ailleurs le « on » facile. « Je dis « on » parce qu'on a les mêmes positions », simplifie l'élue. Passé de la gauche socialiste à l'extrême droite (étiquette qu'il rejette, comme son épouse, et qui ne définit pas non plus, selon lui, la position du RN, malgré l'avis du Conseil d'Etat), l'édile, tout comme son épouse, ne regrette en rien « la liberté de refuser cette logique des clans ».

Selon le couple Ménard, ces législatives dans la circonscription ne sont qu'un « vote pour une étiquette ». « Dans les bureaux de vote, j'ai rencontré un certain nombre de gens dimanche [30 juin] qui me demandaient où était le « bulletin Bardella », raconte Robert Ménard, critiquant au passage le candidat RN qu'il dit n'avoir « jamais croisé » en dix ans et qui « n'a rien à proposer à part « qu'il faut un député de plus pour nommer Bardella premier ministre » ».

De son côté, Julien Gabarron estime mener « une campagne active » et d'être « clairement identifié à Béziers » en tant qu'ancien gérant d'un bar de la ville pendant dix ans. Lui-même a été « agréablement surpris » par son score dans la cité biterroise. « On a longtemps valorisé la « marque » Ménard, mais les derniers résultats montrent que c'est nous qui les avons aidés à se faire élire, se défend le candidat en tête, comparant un vote Ménard à un vote pro-Macron. Au vu des scores aux européennes [40,5 % pour le RN à

Béziers], on devait avoir une candidature pour représenter les électeurs du Rassemblement national. C'est un vote de clarification et d'adhésion à notre programme national. »

Comme dans le reste de la France, les idées du parti d'extrême droite trouvent de plus en plus d'écho dans la population locale. A Béziers, ce vote raconte une précarité, un sentiment de déclin, de mépris et d'insécurité, dans une ville où le taux de pauvreté s'élève à 36 % selon les derniers chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques et celui du chômage à 21,8 %. « Il y a une impression de déclin, qui est énorme ici, analyse Laurent Galy, 55 ans, professeur d'histoire-géographie au lycée Jean-Moulin de la ville. Il y a une nostalgie de ce qu'était Béziers avant. » Lui a fait son mémoire de maîtrise sur les heures de gloire du club de rugby, l'Association sportive de Béziers Hérault, multiple champion de France dans les années 1970 et aujourd'hui stagnant en deuxième division sans avoir su prendre le virage du rugby moderne. Tout un symbole.

Face à l'émotionnel, tout discours rationnel devient inaudible, disent les Ménard. « J'essaye d'argumenter et de faire valoir mon bilan qui malheureusement n'a pas pesé au premier tour », déplore Emmanuelle. Aucun électeur du RN croisé ne critique d'ailleurs ce bilan – souvent mêlé à celui de son mari –, qui est plutôt salué dans la ville. « Forcément on est déçu et on se sent impuissant, déplore Robert. La politique est injuste, mais on le savait déjà. »

Le second tour n'a pas encore rendu son verdict que déjà les rumeurs se propagent pour évoquer les élections municipales de 2026. Interrogé par le quotidien régional Midi libre, Julien Gabarron n'a pas fermé la porte à une candidature du RN pour écarter définitivement le clan Ménard de Béziers. ■

ROBIN RICHARDOT

REPORTAGE

RENNES - correspondant

Baptiste Lemonnier surveille un champ d'Evran (Côtes-d'Armor) sur lequel des dizaines d'écologues courent, ce 30 juin. Kermesse oblige, un jour de premier tour d'élections législatives. Président de l'association des parents d'élèves, l'organisateur souffle : « On répète autour de nous qu'il est important d'aller voter, mais on se refuse à dire comment. » Le sujet est sensible depuis que la liste Rassemblement national (RN) de Jordan Bardella est sortie en tête du scrutin européen dans la commune, le 9 juin.

Du jamais-vu ici, comme dans le reste de la région, jusqu'alors hermétique aux idées d'extrême droite. Baptiste Lemonnier ne le sait pas encore, mais le RN s'apprête à confirmer son influence, au soir du 30 juin. Dans vingt-six des vingt-sept circonscriptions de la péninsule, ses candidats se maintiennent au second tour des législatives. En 2022, aucun n'avait réussi cette performance.

La Bretagne n'est plus une terre de mission pour le RN. L'indéniable vague ne ressemble cependant pas au raz de marée constaté dans le pays. Il suffit de compiler les résultats de dimanche pour vérifier la persistance de la singularité du vote breton. Dans cette région où le taux de participation a dépassé 73 %, les candidats d'extrême droite ont convaincu 27,7 % des électeurs. Cinq points et demi de moins que la moyenne nationale.

Exit l'avis de Le Drian

Le parti de Jordan Bardella s'impose comme troisième force politique. Ici, les candidats de gauche ont mobilisé 32 % des voix (quatre points de plus qu'au national), quand la coalition présidentielle résiste avec 28,8 % des suffrages, sept points de plus qu'ailleurs.

Dans les états-majors locaux des partis politiques, un front républicain a été décrété pour contenir la « menace » RN dans des triangulaires jugées « incertaines », dimanche 7 juillet. Nombre de candidats du Nouveau Front populaire se sont rapidement désistés, comme le socialiste Antoine Ravard, arrivé troisième derrière le candidat Les Républicains et le RN dans la 3^e circonscription des Côtes-d'Armor. « Le risque de voir l'extrême droite gouverner la France commande désormais à tout le reste, argumente-t-il, lundi 1^{er} juillet, dans un communiqué de presse. (...) J'ai grandi ici, j'y vis, j'y travaille et j'y milite, jamais je n'accepterai que l'extrême droite nous représente à l'Assemblée nationale. »

Les retraits ont été plus laborieux chez Renaissance, malgré l'insistance d'élus comme Hervé Berville, secrétaire d'Etat à la mer et à la biodiversité, sorti en tête dans la 2^e circonscription des Côtes-d'Armor : « Ma position est claire et définitive : on se désiste sans condition partout où le RN peut passer », a-t-il affirmé. Exit les déclarations de Jean-Yves Le Drian. Ministre de François Hollande puis d'Emmanuel Macron de 2012 à 2022, l'ancien socialiste, dont la parole compte en Bretagne, avait déclaré, le 22 juin, dans Ouest-France : « Je n'aurai aucune difficulté à voter pour un candidat socialiste, écologiste ou communiste pour repousser le RN, mais jamais LFI [La France insoumise]. »

Mardi, plusieurs macronistes se sont retirés pour permettre des

DANS LE MORBIHAN, OÙ L'AGROALIMENTAIRE TIRE L'ÉCONOMIE, FERMES ET USINES SONT DEVENUES DES VIVIER DE VOIX POUR LE PARTI

duels entre prétendants LFI et RN. Grâce à ces manœuvres, responsables de gauche et du camp présidentiel tablent sur un partage des circonscriptions privant le RN de succès à l'issue du second tour dans la région. Les Républicains devraient, eux, conserver leurs fiefs de Saint-Malo (7^e circonscription d'Ille-et-Vilaine) et de Lodedéac (3^e des Côtes-d'Armor).

Le RN croit à quelques victoires « historiques », notamment en campagne. Dans la 3^e circonscription du Morbihan, le candidat, Antoine Oliviero, qui n'a pas répondu au Monde, a fait 35,9 % le 30 juin. Dans ce territoire rural où l'agroalimentaire tire l'économie locale, fermes et usines sont devenues des viviers de voix pour l'extrême droite. Il suffit d'écouter les habitants de Pontivy et des alentours, dans cette circonscription, pour comprendre combien la gauche et le centre ont perdu l'électorat populaire, animé par un sentiment de déclassement.

Le vieillissement est un nouveau ressort pour la réussite du RN. Nombre de retraités assument leur défiance envers M. Macron et dénoncent sans retenue l'immigration. « Sans elle, les industries locales ne fonctionneraient pourtant pas, nuance Romain Pasquier, responsable de la chaire Territoires et mutations de l'action publique à Sciences Po Rennes. Le profil sociologique de la Bretagne a évolué lentement et à bas bruit. Ce territoire n'a pas su produire un récit pour accompagner ce changement. Les traditions d'accueil et de tolérance de la région sont mises à l'épreuve. »

La responsabilité des élus locaux dans la montée de l'extrême droite est pointée du doigt. Une critique qui agace Loïc Chesnais-Girard, président (divers gauche) de la région : « Les élus du quotidien ont une part de responsabilité, mais ne peuvent pas tout. Nous souffrons d'un centralisme qui nous prive de moyens pour agir concrètement sur le logement, la santé ou l'éducation. A Paris, où se déroule le show-biz politique, je passe pour un ringard lorsque je plaide pour plus de régionalisme. Aujourd'hui, nous affrontons une vague nationaliste... »

L'édile ne s'épanche pas davantage alors qu'il défend l'« unité » contre le RN. D'autant que cet appel peine à trouver de l'écho dans le reste de la société : le patronat, l'Eglise, le monde associatif, la presse... A l'aube du premier tour des législatives, les syndicats de journalistes de Ouest-France, historique pilier de l'ordre social local, avaient critiqué la direction après des éditoriaux qui « minimis[ai]ent la menace du RN ».

Une normalisation du vote breton est-elle à l'œuvre ? Le politologue Romain Pasquier s'interroge : « Actuellement, tout le monde semble paralysé. Beaucoup pensent que les valeurs locales vont permettre de l'emporter dimanche. La région a besoin d'un puissant changement de logiciel. » ■

BENJAMIN KELTZ



Emmanuel Macron et Gabriel Attal, le 18 juin, au Mont-Valérien, à Suresnes (Hauts-de-Seine). LAURENCE GEAU/MYOP POUR « LE MONDE »

Le buffet est installé sur la terrasse de l'Élysée. Ce dimanche 30 juin, la soirée est fraîche pour un été naissant. Un frisson parcourt la quinzaine de convives, tous des hommes, réunis autour d'Emmanuel Macron pour suivre les résultats du premier tour des élections législatives. La vague populiste qui a submergé le pays lors des européennes s'est transformée en tsunami. L'extrême droite a séduit plus de 10 millions d'électeurs. « *Ce n'est pas un vote de colère, c'est un vote d'adhésion* », analyse le chef de l'Etat. Le « *peuple* », à qui il voulait redonner la parole, amplifie le message envoyé le 9 juin. Voilà plusieurs jours déjà que le président de la République sait qu'il lui sera impossible de rafler une majorité solide, comme il l'imaginait. Cette dissolution qu'il présentait, le 24 juin, au micro du podcast « Génération Do It Yourself » comme un geste de « *confiance* » envers les Français, fustigeant « *le système qui pense que les gens sont idiots* », vire au naufrage du camp présidentiel. Le Rassemblement national (RN) peut remporter la majorité absolue. « *Il faut se préparer* », prévient le sénateur de Côte-d'Or, François Patriat, assis autour de la table. Le chef de l'Etat laisse entendre qu'il pourra « *gérer* ».

A 20 h 01, le bref communiqué de l'Élysée est diffusé auprès des rédactions. « *L'heure est à un large rassemblement clairement démocrate et républicain pour le second tour* », énonce le président, laissant planer une ambiguïté sur le soutien apporté au Nouveau Front populaire (NFP) pour battre le RN. Ira-t-il jusqu'à appeler à voter pour des candidats « *insoumis* » afin de faire barrage à l'extrême droite ? Mystère.

« ÇA DÉGAZE TROP À MATIGNON »

Le jambon, les fromages et le vin rouge disparaissent peu à peu. Les résultats circonscription par circonscription s'égrainent au fil d'une nuit qui s'étire. Brigitte Macron passe une tête. « *Celui-là, je l'aime bien* », commente la première dame au nom d'un candidat, compatissant à l'annonce de l'échec d'un autre. Il est minuit tout juste quand, oubliant le pays sous le choc, on sort le champagne. C'est l'anniversaire de Richard Ferrand, 62 ans. François Patriat dépose un baiser sur le crâne de l'ancien président de l'Assemblée nationale. On rit. Ce dernier, froissé du sort réservé à son ami Gilles Le Gendre, que le parti macroniste a refusé d'investir à Paris, se déride. Le Breton pardonne même cette folle dissolution à Emmanuel Macron. Comme d'autres, il s'est fait une raison.

Depuis la rive gauche de la Seine, on refuse de baisser les armes. Gabriel Attal, aidé de ses communicants, tâche depuis le 9 juin de se sculpter une stature de valeureux combattant de l'extrême droite. Le chef de gouvernement, ancien socialiste, refuse l'idée d'une

Tensions sur le front républicain entre l'Élysée et Matignon

L'attitude à tenir face à la montée de l'extrême droite a profondément divisé Emmanuel Macron et son premier ministre, Gabriel Attal. Leurs stratégies, parfois contraires, se sont parasitées avant le second tour du 7 juillet

passation de pouvoir avec le leader lepéniste Jordan Bardella, qui entacherait son destin politique. Après avoir bataillé contre « *les extrêmes* », plaçant sur le même plan le RN et LFI, le trentenaire fait valoir que l'alliance de gauche n'a plus aucune chance de décrocher la majorité. La menace existentielle pesant sur la République se concentre désormais sur le parti fondé par Jean-Marie Le Pen. Peu avant 22 heures, le premier ministre porte le fer contre son ennemi numéro un. « *Notre objectif est clair : empêcher le RN d'avoir une majorité absolue au second tour* », tonne Gabriel Attal depuis le perron de Matignon, appelant tous les candidats de son camp arrivés en troisième position à se désister pour déjouer la victoire de l'extrême droite.

Le coup est parti. Emmanuel Macron n'a pas regardé la déclaration de son premier ministre. Aucune télévision n'a été allumée près de lui. A quoi bon ? Les deux hommes sont en froid glacial depuis la dissolution. Gabriel Attal, convié à l'Élysée ce soir-là, n'y mettra pas les pieds. Depuis cette dissolution incomprise, les deux têtes de l'exécutif ne se parlent plus guère, sauf « *nécessité de service* ». Mais le chef de l'Etat connaît la position de son premier ministre qui, par le biais de son directeur de cabinet, Emmanuel Moulin, a prévenu le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler. « *Attal a mis le président devant le fait accompli* », veut croire l'aile droite du gouvernement, où Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, Aurore Bergé défendent le « *ni RN-ni LFI* » au second tour. Une volte-face confirmée au sein du cercle masculin qui dinait à l'Élysée. Gabriel Attal martèle son « *combat* » contre l'extrême droite, rappelant le racisme, l'anti-

DEPUIS CETTE DISSOLUTION INCOMPRISE, LES DEUX TÊTES DE L'EXÉCUTIF NE SE PARLENT PLUS GUÈRE, SAUF « NÉCESSITÉ DE SERVICE »

sémitisme et l'homophobie consubstantiels au RN. « *Ça dégage trop à Matignon* », peste Emmanuel Macron, agacé de voir son premier ministre accaparer les médias.

Jusqu'au mardi 18 heures, heure limite de dépôt des candidatures pour le second tour, une course contre la montre s'enclenche. Depuis le QG de campagne, rue du Rocher, à Paris, les équipes « *attalistes* » appellent, un à un, les députés qualifiés dans des triangulaires risquées pour les prier, parfois fermement, de se désister. Certains acceptent sans broncher. D'autres refusent, se braquent ou fondent en larmes. « *Le désistement, c'est un processus difficile quand on est engagé la tête dans le guidon et qu'on a accroché la qualification, c'est très douloureux* », compatit la députée Renaissance sortante Olga Givernet, arrivée en tête dans sa circonscription de l'Ain.

UN TEMPO DE RETARD

Peu importe la souffrance personnelle, rien ne serait pire que « *le déshonneur* », fait-on valoir dans l'entourage de Gabriel Attal. Mais le trouble saisit les proches du premier ministre lorsqu'ils découvrent que certains candidats ont été contactés par les équipes de l'Élysée, et parfois par le chef de l'Etat lui-même, pour leur demander de se tenir à l'écart de ce front républicain naissant. « *Il y a un chemin. Tu te maintiens ?* », demande Emmanuel Macron à un député sortant, prêt à se désister. « *Le RN est trop haut, il va gagner quoi qu'il en soit* », répond celui-ci. « *Toi, tu te maintiens ou pas* », insiste Emmanuel Macron, comme s'il ignorait la réponse de l'élu.

Le président et ses proches s'interrogent : faut-il faire barrage au RN à tout prix ? Si

front républicain il y a, « *il faudra délimiter le périmètre* », glisse Brigitte Macron. « *Faites attention à ne pas créer l'effet inverse* », dit-elle en imaginant mal des électeurs de droite voter pour un candidat de la gauche radicale face au RN. Depuis Marseille, l'époux de Sabrina Agresti-Roubache prévient l'Élysée : « *"Sab" va se retirer.* » Pas de réponse. Sans attendre, la ministre de la ville, qui a vu les bureaux de vote les plus bourgeois choisir massivement le RN, annonce son désistement devant les caméras. « *Ma "Sab", je suis dégoûté de te perdre... Tu as pris la bonne décision* », lui glisse Gabriel Attal au téléphone. « *That's life. Il faut revenir à nos fondamentaux pour ne pas se perdre, je veux me regarder dans le miroir* », répond-elle. Emmanuel Macron ne l'appellera que bien plus tard, après que cette proche du couple présidentiel a reçu les félicitations de trois ministres.

VALSE-HÉSITATION

Autour de la table de l'Élysée, les hommes du président s'efforcent de lire dans les pensées de ce chef qu'ils ont adulé. François Patriat, toujours indulgent, le trouve « *moins tyrannisé de nommer Bardella à Matignon que de donner les clés à Le Pen en 2027* ». Peut-être parce qu'il pourrait, en cohabitation, « *appuyer sur le bouton pour le mettre dehors et rester le maître des horloges* ». Maîtriser le temps, une illusion tant cette campagne express s'est jouée avec un tempo de retard. Elle devait pourtant prendre tout le monde de court. Quand, le 9 juin au soir, Emmanuel Macron aborde avec des proches les dates de ces élections anticipées, il espère qu'une campagne de trois semaines lui donnera l'avantage. « *Le 7 juillet, les blédards seront partis et ne voteront pas LFI* », lâche Gérard Darmanin, en petit comité, l'esprit déjà tourné vers sa circonscription de Tourcoing.

« *Il fallait dépressuriser* », martèle-t-on dans l'entourage présidentiel, pour décrire l'état d'esprit d'Emmanuel Macron face au mécontentement populaire. Le fidèle de la première heure, Alexis Kohler, juge que la coupe est pleine. Et envisage bel et bien, cette fois, de quitter l'Élysée – interrogé, l'intéressé ne commente pas. Le haut fonctionnaire défend jusqu'au bout l'idée de cette dissolution périlleuse, y compris si le scrutin propulse le RN à Matignon. « *Le président peut se sacrifier pour éviter la victoire de Marine Le Pen en 2027* », dit-il en substance autour de lui. « *Cohabitation vaut mieux que succession* », glisse aussi Richard Ferrand à un député de l'aile gauche, laissant entendre que donner au RN les clés du camion sans essence mènera les lepénistes dans le mur.

Passé la sidération, le scénario d'un gouvernement dominé par l'extrême droite n'effraie plus autant la garde rapprochée du président. « *Ce n'est pas lui qui mettrait le RN au pouvoir, ce sont les Français. Lui, il a prévenu qu'il peut y avoir la guerre civile, ensuite les Français font ce qu'ils veulent !* », relaie François Patriat. « *Si le RN montre en deux ans qu'il est parfaitement incapable de gouverner, on peut espérer qu'il n'ira pas plus loin* », rapporte le père du chef de l'Etat, Jean-Michel Macron, dans un entretien au *Dauphiné libéré*, le 3 juillet, en ajoutant que c'est « *un peu ce que [son] fils [lui] avait dit deux mois avant les élections européennes* ».

Avant de se décider à dissoudre, Emmanuel Macron maugréait contre une Assemblée nationale qu'il jugeait « *ingouvernable* » depuis juin 2022. Récolter une Chambre plus instable encore, au risque de frôler la crise de régime le 7 juillet, signerait son échec. « *Quoi qu'il arrive, il faudra une majorité à cette Chambre, nous verrons les proportions. Nommer Bardella aurait une logique institutionnelle* », décrypte un conseiller de l'Élysée.

La valse-hésitation élyséenne ulcère une partie des troupes macronistes. « *On va avoir le choix dimanche entre les héritiers de Vichy et la IV^e République* », tance, sur RTL le 3 juillet, Clément Beaune, ancien sherpa d'Emmanuel Macron, affirmant sa préférence nette pour la deuxième option. A l'approche du second tour, les partisans du front républicain reprennent espoir. Les désistements massifs, tant du côté du camp présidentiel qu'à gauche, pourraient faire effet.

D'heure en heure les sondages évoluent, éloignant la probabilité d'une majorité absolue offerte à l'extrême droite. L'équipe de campagne de Gabriel Attal n'ose y croire, tandis que le RN, lésé par les profils racistes, antisémites et parfois criminels de dizaines de ses candidats, lance ses dernières forces dans la bataille. Pendant ce temps, l'animateur star de la chaîne réactionnaire CNews Pascal Praud raille les « *tripatouillages et magouillages* » des partis adversaires au RN, en écho à Jordan Bardella et Marine Le Pen, et à l'extrême droite prompt à associer le front républicain à un « *vol* » de l'élection. ■

CLAIRE GATINOIS,
NATHALIE SEGAINES
ET IVANNE TRIPPENBACH



Contre LFI, l’autre barrage de certains macronistes

Des candidats ont proposé à leurs concurrents d’extrême droite de se désister afin de battre le NFP

Dimanche 30 juin, dans les heures qui suivent les résultats du premier tour. Le téléphone de Sébastien Meurant, candidat dans la 4^e circonscription du Val-d’Oise, se met à vibrer. Au bout du fil, la députée sortante Naïma Moutchou. Les chiffres ne sont pas bons pour la candidate Horizons. Cette proche d’Edouard Philippe se classe deuxième, avec 27,9 %, loin derrière Karine Lacouture, la candidate « insoumise » du Nouveau Front populaire (NFP), qui obtient 34,6 % des voix. Sous étiquette Les Républicains-Rassemblement national (LR-RN), Sébastien Meurant et ses 26,2 % deviennent objet de convoitise. « A votre avis, pourquoi elle m’a appelé ?, s’amuse ce dernier. Elle m’a expliqué que si l’on se maintenait tous les deux au second tour, nous faisons élire La France insoumise. »

Il écoute son interlocutrice, dont il interprète l’appel comme une demande de désistement pour faire barrage au NFP. Les deux concurrents partagent peu ou prou la même analyse. Pour M^{me} Moutchou, la coalition des gauches « *abîme notre cohésion nationale* », écrit-elle dans un communiqué. Pour M. Meurant, elle est « *l’attelage de l’islamogauchisme et du wokisme* » qui veut détruire notre nation. » Mardi, peu avant la date de fin du dépôt des candidatures, il an-

nonce se désister « *face au danger grave que représente la possible élection d’une candidate LFI* » et appelle à voter Naïma Moutchou. Sollicitée par *Le Monde*, cette dernière n’a pas donné suite. « *Que ce soit clair, il n’y a jamais eu d’accord ou de compromission avec qui que ce soit* », jure-t-elle, le même jour sur X. Car le désistement de M. Meurant, conjugué à son soutien, fait tache. Sénateur de 2017 à 2023, il est l’un des rares LR à rejoindre Eric Zemmour lors de la présidentielle de 2022. Relais au Sénat de la mouvance catholique conservatrice, il s’est opposé à la constitutionnalisation de l’IVG, en 2023, ainsi qu’à l’extension de la PMA aux couples de lesbiennes, en 2018.

« **Vents contraires** »
Combien sont-ils parmi les candidats de la majorité sortante à avoir sondé leurs concurrents d’extrême droite pour les inciter à se désister afin de « *faire barrage* » au NFP ? Peu après les résultats du premier tour, le député sortant Renaissance Robin Reda le reconnaît : il a composé le numéro de son collègue à l’Assemblée, le député RN sortant de la Somme, Jean-Philippe Tanguy. La configuration est critique dans sa circonscription de l’Essonne, où M. Reda compte plus de 10 points de retard sur sa concurrente insoumise du NFP, qui obtient 40,8 % des voix

contre 30 % pour le candidat de la coalition présidentielle. Les 25 % obtenus par la représentante du RN, Audrey Guibert, constituent sa seule réserve de voix, avec les abstentionnistes. Mais les consignes de Marine Le Pen sont claires, précise son interlocuteur : il n’y aura aucun désistement en faveur de candidats issus de la majorité sortante, renvoyés dos à dos avec ceux du NFP. Et qu’importe que MM. Reda et Tanguy aient développé une certaine complicité pendant la dernière mandature. Pour le second tour, Robin Reda est donc « *à fond sur le barrage à LFI* » et s’adresse aux électeurs du RN, pour lesquels il n’a « *pas de mépris, loin de là* ». « *Ils sont arrivés à un projet qui n’est pas le mien, mais ils peuvent s’opposer à un projet qui est encore plus loin du leur et éviter de faire élire une agente de Mélenchon dans la circonscription* », plaide-t-il. Mais l’ancien plus jeune maire de France sous pavillon UMP à Juvisy-sur-Orge (Essonne), de 2014 à 2017, doit affronter « *des vents contraires* ». En l’occurrence les déclarations de Gabriel Attal, qui a appelé, mercredi sur France Inter, à faire barrage au RN, même avec un bulletin LFI. « *Ça, c’est le discours de ceux qui n’ont pas à affronter les “insoumis”, déplore-t-il. Cela dessert mon positionnement et la cohérence de notre ligne, qui consiste*

à dire que LFI est autant un danger pour la République que le RN. » Dans la 7^e circonscription des Yvelines, l’ancienne ministre déléguée chargée de la ville et animatrice de l’autoproclamée « *aile gauche* » de Renaissance, Nadia Hai, le promet : elle n’était « *pas du tout* » au courant des démarches entreprises par Matignon pour sonder son adversaire LR-RN, Babette de Rozières. Dès dimanche soir, le conseiller spécial du premier ministre, Maxime Cordier, envoie un SMS à la ciotto-lepéniste pour lui demander ce qu’elle « *compte faire sur sa circo* », selon une information de *L’Express*. Elle avait déjà reçu un coup de fil de Thierry Solère, un des conseillers officieux d’Emmanuel Macron, qui lui aurait demandé ce qu’elle souhai-

LES CONSIGNES DE MARINE LE PEN SONT CLAIRES, SELON JEAN-PHILIPPE TANGUY : IL N’Y AURA AUCUN DÉSISTEMENT EN FAVEUR DE CANDIDATS ISSUS DE LA MAJORITÉ SORTANTE

tait contre son désistement. M. Solère dément la proposition, mais convient qu’il lui a expliqué qu’elle ne pourrait plus siéger au sein du « *bloc central* » à la région Ile-de-France, où elle est élue, si elle maintenait sa candidature. « **Rassemblons-nous** »
Toujours dans les Yvelines, Laurent Mazaury (UDI) n’a pas eu besoin d’en passer par là. Il a constaté que la représentante fantôme du RN, sa seule réserve de voix dans la 11^e circonscription, n’avait pas déposé sa candidature pour le second tour. « *On est très heureux, car ça nous remet dans une position favorable, et l’on est très content d’accueillir les électeurs perdus du RN qui voudraient se réorienter vers nous* », explique celui qui écrit, sur X, qu’« *aucune voix ne doit manquer pour faire barrage à l’extrémisme de LFI* ». Dans les Hauts-de-Seine, Maud Bregeon bat campagne sur le même mot d’ordre : « *Rassemblons-nous pour faire barrage à l’extrême gauche, qui nuirait à nos intérêts et à l’avenir de nos communes*. » Elle fait pourtant face à un candidat investi par le Parti socialiste, Brice Gaillard, peu suspect d’acointances radicales. Là aussi, les 14,7 % obtenus par le candidat d’extrême droite Patrick Yvars, ajoutés aux 5,5 % de LR, peuvent faciliter l’élection de M^{me} Bregeon, qui, avec ses 39,2 %,

bénéficie d’une petite avance sur son adversaire (37,8 %). Dans le Val-de-Marne, Sylvain Berrios, candidat LR soutenu par Edouard Philippe et par le député sortant Renaissance Frédéric Des-crozaillle, va plus loin. Dans son tract du second tour, il interpelle les électeurs du RN, qui pèsent pour 18,4 % des voix : « *Nos choix sont différents. Pour autant, nous ne pouvons pas laisser notre circonscription et notre pays à La France insoumise, à ses relents antisémites, au chaos permanent et au laxisme assumé*. » Avec 27,8 %, M. Berrios doit rattraper Lyes Louffok (33 %), défenseur des enfants placés dans un foyer. Mais nul besoin d’affronter un candidat du NFP pour appeler au contre-barrage. A Paris, la députée sortante Astrid Panosyan-Bouvet a bénéficié du retrait de la candidate NFP dans son duel avec le maire LR du 17^e arrondissement, Geoffroy Boulard. Ce qui ne l’empêche pas de prendre une « *position légèrement différente du reste de la majorité* » en s’opposant à la consigne de faire barrage au RN, quitte à voter pour un NFP-LFI. Pour sa dernière réunion publique de campagne, jeudi, M^{me} Panosyan-Bouvet recevait l’éditorialiste Raphaël Enthoven, qui, en juin 2021, avait déclaré qu’il préférerait voter Marine Le Pen plutôt que Jean-Luc Mélenchon. ■

ROBIN D’ANGELO

La dissolution pourrait mettre encore plus le système sous pression

Certains, dans les états-majors politiques, redoutent que les accords de l’entre-deux-tours ne s’avèrent contre-productifs auprès des électeurs

ANALYSE

Dimanche 30 juin, à l’Elysée, l’état-major du président s’est attablé côté jardin, pour épêcher les résultats du premier tour des législatives. « *Il faut trouver à “faire majorité”* », se projette déjà Emmanuel Macron, qui souhaite bâtir une grande coalition, « *des sociaux-démocrates aux gaullistes* ». A 20 h 47, François Ruffin (Nouveau Front populaire, NFP) annonce qu’il est arrivé deuxième dans la Somme, avec 33,9 %, derrière la candidate du Rassemblement national (RN), à 40,7 %. Arrivée troisième (22,7 %), la candidate macroniste prévient l’un des stratèges du président qu’elle compte se retirer. « *Oui, oui, c’est très bien, ça va créer le symbole* », valide ce dernier. Plus tôt dans la journée, la secrétaire générale des Ecologistes, Marine Tondelier, a envoyé un SMS à Emmanuel Macron pour s’assurer de son intention d’en appeler à un front républicain. Dans la nuit, le conseiller officieux du président Thierry Solère met en garde la petite assemblée : « *Attention aux désistements, ça pourrait faire élire le RN plus vite*. » L’ancien député La République en marche (LRM) cite en exemple la 3^e circonscription des Alpes-Maritimes, où le RN est arrivé en tête avec 41,5 %, devant le NFP (27,2 %) et le candidat Ensemble, distancé de quelques centaines de voix, avec 25,4 %. « *Si, sur ces terres très très à droite, vous demandez à un candidat de droite [en l’occurrence Horizons] de se retirer, ça va libérer une énorme réserve de voix qui risque de se reporter sur le RN* », prévient-il. A l’issue de deux jours d’intenses tractations, cent trente candidats de gauche et plus de quatre vingt candidats macronistes se sont désistés pour tenter de faire barrage

au RN, au prix de situations baroques : dans le Calvados, le candidat La France insoumise (LFI) s’est retiré au profit de l’ex-première ministre, Elisabeth Borne, qui a fait passer la réforme des retraites, quand, dans les Hauts-de-France, un « insoumis » a dû s’effacer au profit du ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin, auteur de la loi sur l’immigration. Si les états-majors politiques se sont d’abord réjouis de voir arriver les premiers sondages, qui semblent écarter le risque d’une majorité absolue pour le RN, certains redoutent que ces accords troublent les électeurs et se révèlent contre-productifs. « **Confiscation démocratique** »
C’est logiquement à droite, qui n’a pas donné de consigne de vote et reste obstinément accrochée au « ni-ni » (ni RN ni LFI), que les inquiétudes sont les plus vives. Dans une tribune au *Figaro*, la sénatrice LR Laurence Garnier dénonce ces « *tractations politiques entre la majorité présidentielle et l’extrême gauche* », qui, selon elle, « *traduisent un mépris du vote du peuple français*. » « *Mieux vaut, nous dit-on, et quoi qu’en pensent les Français, une absence de majorité et un pays ingouvernable, qu’un gouvernement Rassemblement national. Bref, cachez ce peuple que je ne saurais voir* », s’agace l’élue de Loire-Atlantique, qui y voit un « *exercice, inédit par son ampleur, de confiscation démocratique* ». Ces inquiétudes sont également partagées au sein du camp présidentiel. L’ex-député LRM Jean-Baptiste Moreau, battu dimanche dans la Creuse, alerte sur « *ces désistements décidés à Paris* » qui déboussolent les électeurs. « *S’allier avec un extrême, LFI, pour battre un autre extrême, RN, ça alimente le vote Bardella* », avance le candidat défait, qui redoute que ces trac-

tations créent de la frustration. Lui aurait jugé préférable que la « *clarification* » souhaitée par le président – il a voulu ce « *retour au peuple* », auquel il a dit faire « *toute confiance* » – aille « *jusqu’au bout* », quitte à assumer une « *cohabitation de combat* » avec le RN, et réduire les chances de Marine Le Pen d’accéder à l’Elysée dans trois ans. L’ex-député macroniste Gilles Le Gendre, arrivé troisième à Paris, n’exclut pas que les Français ayant voté pour une véritable alternance considèrent dimanche soir que leur victoire leur a été « *volée* ». « *On armerait alors la colère du pays de façon spectaculaire* », s’inquiète-t-il. « *Le pire de tout serait de contester au peuple français la légitimité de son expression* », abonde le ministre de l’économie, Bruno Le Maire, qui rappelle les dégâts qu’avait faits l’avalisation en 2007 du traité de Lisbonne, qui reprenait les grandes lignes du projet de Constitution européenne, alors que celui-ci avait été rejeté par les Français deux ans plus tôt. Paradoxalement, cette dissolution, présentée comme une opération pour « *dépressuriser* » le système, pourrait contribuer au contraire à le mettre plus encore sous pression, s’inquiète-t-on dans le camp du président. Ces désistements en cascade et la perspective d’une grande coalition des « *raisonnables* » à l’Assemblée alimentent le discours antisystème de l’extrême droite, Marine Le Pen assimilant la mise en place d’un « *front républicain* » à un « *parti unique* » ayant pour seul objet de priver le RN d’une majorité, et l’empêcher d’arriver au pouvoir. Le professeur de science politique Vincent Martigny rappelle qu’au premier tour deux tiers des Français n’ont pas voté pour le RN. Et cite en exemple la démocratie espagnole : à l’issue des législati-

ves de juillet 2023, la droite, pourtant arrivée en tête, avait été contrainte de s’effacer devant le premier ministre sortant, le socialiste Pedro Sanchez, seul en mesure de bâtir un accord de gouvernement. Mais le politologue reconnaît qu’une coalition serait tout à fait inhabituelle sous la V^e République, a fortiori avec un scrutin majoritaire, où le parti arrivé en tête au premier tour l’emporte généralement au second, et obtient une majorité absolue. Selon lui, cette crise politique inédite, et la délicate résolution au lendemain du 7 juillet, si le RN n’obtenait pas à lui seul la majo-

rité, montre les limites des institutions de 1958, usées. « *La V^e est arrivée en bout de course institutionnelle* », veut croire le politiste, selon lequel, quel que soit le résultat du 7 juillet (à l’exception d’une improbable « remontada » des candidats Ensemble), Emmanuel Macron se verra contraint d’entrer dans une forme de cohabitation avec le gouvernement. En 1993, François Mitterrand, lors du dernier conseil des ministres avant le second tour des législatives, qui allait voir sa majorité balayée au profit de la droite, confessait un seul regret : ne pas avoir imposé le rétablissement du scru-

tin proportionnel, qui aurait permis à son camp de limiter sa déroute. Trente ans après, à l’Elysée – où l’on relève que la tripartition de la vie politique, couplée à un « *espace informationnel* » de plus en plus polarisé, « *challengent* » brutalement les institutions de la V^e République –, on n’est pas loin de penser la même chose : « *le sujet est institutionnel* », répète un conseiller, qui croit que le président de la République sera amené à changer sa pratique du pouvoir. Les multiples incidences de ce scrutin inédit, ses effets et ses vices cachés, sont loin d’être analysés. ■

SOLENN DE ROYER



LIGHT UP LIFE*

* DEPUIS PRÈS DE 200 ANS, LA MAISON JOSEPH PERRIER ILLUMINE VOS MOMENTS.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

En difficulté dans la Somme, Ruffin rompt avec LFI

Distancé par le RN au premier tour, le député sortant cherche à mobiliser les abstentionnistes

REPORTAGE

ABBEVILLE, FLIXECOURT (SOMME) -
envoyé spécial

Avec sa mairie tenue par le Parti communiste depuis 1965, le petit village de Flixecourt, 3200 habitants, dans la vallée de la Somme, entre Amiens et Abbeville, était aussi, pour François Ruffin, le député sortant, apparenté La France insoumise (LFI), un bout de son capital politique, patiemment labouré depuis sa première élection en 2017. C'est dans les petites rues de la commune, au milieu des maisons en brique rouge, que le député, un des premiers promoteurs du Nouveau Front populaire (NFP) au lendemain du choc de l'annonce de la dissolution, avait lancé sa campagne pour les élections législatives. Las, la gamelle a été douloureuse au soir du premier tour, le 30 juin : la candidate du Rassemblement national (RN), Nathalie Ribeiro-Billet, est arrivée en tête de la 1^{re} circonscription de la Somme, avec 40,7 % des voix devant François Ruffin (33,9 %) et la candidate Ensemble, Albane Branlant (22,7 %), laquelle s'est désistée depuis lors en sa faveur.

A Flixecourt, symbole des gros villages du monde rural ouvrier, à la fausse indolence, le choc a été plus rude encore, et le maire communiste Patrick Gaillard s'en remet difficilement. « Ça fait mal », dit-il quatre jours plus tard. L'arithmétique électorale est cruelle. En juin 2022, au premier tour des élections législatives, François Ruffin avait obtenu 55,4 % des suffrages dans la commune, soit 513 voix, contre 24,8 % et 230 voix pour sa concurrente RN. Un bastion d'apparence solide. Le 30 juin, il n'a obtenu que 34,1 % des suffrages, soit 478 voix, contre 52,4 % et 734 voix pour la candidate d'extrême droite, qui a multiplié par trois ses suffrages, un tremblement de terre à cette échelle. Dans plusieurs dizaines de communes, Nathalie Ribeiro-Billet a dépassé 50 %, et même 67 % à Domqueur, un village de 300 habitants.

« Le jour du vote, j'ai vu et entendu des électeurs demander : "Il est où le bulletin Marine ?" », raconte le maire. Beaucoup de jeunes sont venus voter. Beaucoup de gens, aussi, dont les cartes électorales n'avaient jamais été tamponnées.

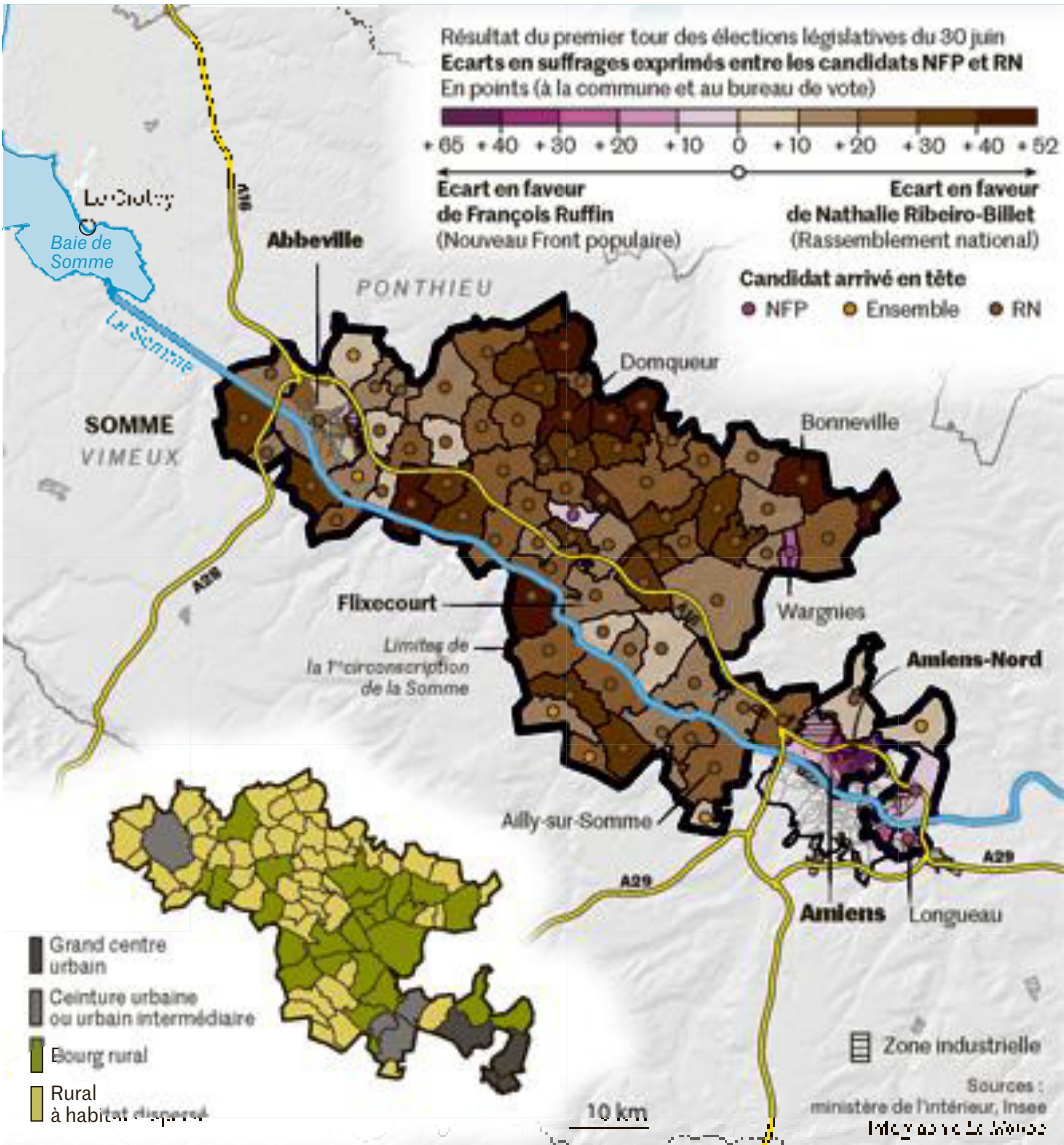
Les mêmes, probablement, votent communiste aux élections municipales – pour les deux derniers scrutins, en 2020 et 2014, ils n'avaient pas eu le choix dans la mesure où une seule liste s'était présentée. « Le discours sur les immigrés, on l'entend beaucoup, raconte Patrick Gaillard. C'est la peur de l'inconnu. La peur des étrangers que les télévisions présentent comme des méchants. Parce que pour les immigrés d'ici, ils me disent : oh, mais lui, c'est pas pareil. »

La commune a subi dans les années 1980, des fermetures d'usines avec l'effondrement du textile français. Une saignée sociale, économique et démographique dans une terre laborieuse, agricole et ouvrière, pauvre et moins diplômée. La peur de la chute sociale est restée gravée dans la mémoire collective, qui conduit ceux qui ont peu à perdre à craindre ceux qui sont trop pauvres pour avoir quelque chose à perdre – les immigrés. « J'ai vu des gens particulièrement aidés par la collectivité me dire qu'ils voulaient voter RN, témoigne encore le maire. Ils n'auraient jamais eu autant d'aide si le RN était au pouvoir et pourtant ils votent pour l'extrême droite. » Une respiration : « Ça fait mal. »

Mélenchon, un « boulet »

La reconquête sera difficile pour la gauche. « Le RN va finir par prendre le pouvoir, si ce n'est pas cette fois, ce sera la suivante », pense, amer, l'édile de Flixecourt. Elle le sera aussi pour François Ruffin à très court terme. Le député doit batailler avec l'image de celui qu'il a désigné, jeudi 4 juillet, comme un « boulet » dans la campagne – à savoir Jean-Luc Mélenchon.

Dans ces villages, le fondateur de LFI a profondément heurté la plupart des citoyens, révoltés par sa violence verbale et ses choix politiques. A deux jours du second tour, François Ruffin n'avait plus vraiment le choix et a dû avancer ce qu'il pensait annoncer au soir du second tour : sa rupture avec LFI. « J'ai des désaccords connus, importants et profonds avec Jean-Luc Mélenchon. Il y avait un divorce en cours, je souhaite que ce divorce se passe à l'amiable et sans bruit de vaisselle », a-t-il exposé, jeudi, alors qu'il venait soutenir des salariés en grève de la déchetterie d'Abbeville. Le soir même, sur TF1, Jean-



Luc Mélenchon a riposté, l'invitant à ne pas « régler ses comptes » à l'aune de « législatives dangereuses ». Avant de lancer : « Il y a une règle de météo politique. Quand le vent souffle fort, il emporte aussi les girouettes. »

Aux militants qui le saluent devant le piquet de grève, pneus incendiés en arrière-plan, il répète : « Dites bien que c'est fini avec LFI. Dites-le à tout le monde ! » Jean-Luc Mélenchon est le meilleur ennemi de son propre camp, à écouter ceux qui veulent encore parler de politique dans les villages de la Somme. Charline Dellieux, retraitée de 66 ans, ancienne employée administrative, raconte comment, avec son frère, elle tient grâce au jardin familial pour se nourrir cor-

rectement malgré les 950 euros de pension mensuelle. Ses dernières vacances remontent au « siècle dernier », et il faut l'entendre au sens littéral. « On est parti en vacances deux fois, en 1991 et 1992. Sinon, on va dans la baie de Somme. » La dureté de sa vie lui donne le droit de formuler sa colère, insiste-t-elle. Encore plus vis-à-vis de son camp politique. « Mélenchon... Un homme politique ne doit pas parler comme ça. Un homme politique qui dénigre, qui ne respecte pas les autres, cela ne va pas. Surtout pour quelqu'un de gauche. »

Le second tour apparaît très incertain pour François Ruffin, qui doit combler un retard de 3600 voix. L'ancien journaliste et réalisateur, auteur du documen-

taire *Merci patron!*, cherche à mobiliser les abstentionnistes, notamment dans les quartiers populaires d'Amiens. Au vu de l'abstention, des réserves de voix existent. Mais comment convaincre l'électorat plus centriste, celui que le RN et LFI effraient presque autant ?

Remise en cause définitive

Devant l'Intermarché, Antoine Vergote, technicien, 37 ans, explique avoir voté pour Emmanuel Macron lors des dernières élections. Mais c'est fini. Il ne votera plus. Pour personne. « En votant Le Pen, les gens espèrent mettre un coup de pied dans le système. Moi, je n'y crois plus. » Une voix perdue. La radicalité de LFI interdit d'aller chercher des électeurs modérés.

Ségolène D., par exemple. Pharmacienne de 44 ans, mère de famille, installée dans un village en périphérie de Flixecourt, elle a fait partie des électeurs de Macron en 2017 et 2022. Pour les européennes, par colère, elle avait voté pour le candidat Les Républicains, François-Xavier Bellamy, ulcérée par les promesses non tenues sur la santé, effrayée aussi par les faits divers impliquant des mineurs. « Je ne parle pas de Nahel mais de Matisse [un adolescent, victime de coups de couteau, à Châteauroux], Thomas à Crépol ou de Philippe [tué par des adolescents à Grande-Synthe] ». Elle s'interrompt : « Vous savez, on nous disait de faire attention aux adultes quand on était enfant. Aujourd'hui, il faut dire à nos enfants de faire attention aux autres enfants tellement la violence s'est répandue. » Les discours des « insoumis » sur l'islam, les hausses d'impôt ou l'accueil des immigrés ne passent pas à ses yeux. « Ce qui m'empêche de voter RN, ce sont les livres d'histoire et la connaissance de ce qui est arrivé dans le passé », dit-elle. Ruffin, elle l'apprécie, reconnaît son engagement, sa disponibilité. Mais avec Mélenchon, impossible. Elle s'abstiendra aussi dimanche 7 juillet.

La remise en cause de Jean-Luc Mélenchon par François Ruffin n'est pas seulement personnelle. Elle est stratégique, et probablement définitive. Le député de la Somme insiste, certes, sur la responsabilité d'Emmanuel Macron et les dégâts qu'il a causés à la démocratie française. Il en veut aussi aux gouvernements successifs qui n'ont pas su défendre la place des ouvriers et des employés, bousculés par la mondialisation.

Mais François Ruffin veut ouvrir un débat sur son propre camp politique. « Les gens ne se reconnaissent pas dans ce que peut raconter la gauche depuis deux ans, assure-t-il. Il faut parler des salaires, des horaires, des découverts bancaires, du frigidaire, il faut parler de la question sociale. Ce n'est pas la gauche qui crée la crise. Mais elle ne permet pas d'offrir un débouché pour que les gens se disent "c'est là que ça se passe, c'est là qu'il y a de l'espérance, c'est là qu'on rallume la lumière dans le tunnel." » La fracture est béante à Flixecourt, elle l'est aussi à gauche. ■

LUC BRONNER

En Nouvelle-Calédonie, les Wallisiens en « faiseurs de rois »

Dimanche 7 juillet, le vote de la communauté wallisienne et futunienne peut faire basculer le résultat du second tour des législatives

NOUMÉA - correspondant

Certains petits gestes d'attention ne trompent pas. Sur son tract de campagne, Omayra Naisseline, candidate indépendantiste aux élections législatives dans la 1^{re} circonscription de Nouvelle-Calédonie, a fait reproduire un motif géométrique typiquement wallisien. On y lit « merci » en plusieurs langues : français, nengone, de Maré, son île natale, mais également wallisien.

Un signe envers une communauté courtisée, dont le rôle s'affirme sur la scène politique au travers de son petit parti, L'Eveil océanien. « Si l'on regarde le vote du premier tour à l'échelle du territoire, l'ensemble des candidats indépendantistes capte 43,5 % des voix, les non-indépendantistes, 47,5 %. Et entre les deux, il y a 9 % de "non-alignés", qui ont voté pour L'Eveil océanien. L'expression "faiseur de

rois" a rarement été aussi vraie », estime Pierre-Christophe Pantz, docteur en géopolitique. Fondé à l'occasion des élections provinciales de 2019 par Milakulo Tukumuli pour défendre les intérêts des quelque 22000 Wallisiens et Futuniens installés dans l'archipel, L'Eveil océanien avait créé la surprise en remportant cinq sièges au congrès de la Nouvelle-Calédonie.

Pas de consigne de vote

Courtisé par les deux camps, le jeune parti avait rallié les indépendantistes, avec qui il forme depuis cinq ans une « majorité océanienne » qui a permis de faire tomber dans l'escarcelle indépendantiste la présidence des deux plus importantes institutions du territoire, le congrès et le gouvernement. « Ni-ni », ni indépendantiste ni loyaliste, L'Eveil océanien a récemment pris position pour un « partenariat externe pro-

grammé avec la France », aux allures d'indépendance-association. Un positionnement de compromis que la grave crise politique actuelle, nourrie par les radicaux des camps loyaliste et indépendantiste, a paru marginaliser. Mais qui espère répondre à l'aspiration d'une société fatiguée de l'affrontement des blocs.

Le parti n'a pas donné de consigne de vote pour le second tour, le 7 juillet, jugeant les candidats qualifiés « trop extrêmes ». Alors, dans

SELON LES
INDÉPENDANTISTES,
TOUT CONCOURT
À RAPPROCHER
WALLISIENS,
FUTUNIENS ET KANAK

un scrutin législatif où les scores ont rarement été aussi serrés, les états-majors se sont mis en ordre de bataille pour aller chercher les voix des Wallisiens et Futuniens.

Avec son score historique de 36,3 % dans la 1^{re} circonscription (la capitale, Nouméa, l'île des Pins et les îles Loyauté), tenue pour acquise aux non-indépendantistes, Omayra Naisseline, l'indépendantiste, talonne le candidat loyaliste Nicolas Mezdorf (39,8 %), député sortant. Si ses chances de le battre semblent minces, la candidate lorgne tout de même sur les 4,9 % d'électeurs qui se sont portés sur L'Eveil océanien. Ajoutées à un renforcement attendu de la participation de son camp, galvanisé par son très bon score du premier tour, elles lui font espérer pouvoir souffler la victoire sur le fil.

Dès le début de sa campagne, Omayra Naisseline a configuré son équipe pour attirer le vote wal-

lisien. Sa suppléante est la secrétaire générale du Rassemblement démocratique océanien, parti indépendantiste de la communauté. Et dans chacun de ses meetings, elle est accompagnée de Maria Isabella Saliga-Lutovika, élue sans étiquette et fille d'une figure loyaliste wallisienne. La mère de six enfants, en tenue traditionnelle, y explique inlassablement pourquoi elle a fini par prendre fait et cause pour l'indépendance. Les arguments en faveur d'une « cohésion océanienne » ont été affûtés. Place de la coutume, de la famille et de la religion, rapport au colonisateur, valeurs de solidarité et de partage : tout, selon les indépendantistes, concourt à rapprocher Wallisiens, Futuniens et Kanak.

Arrivé confortablement en tête dans la seconde circonscription (la Grande Terre, à l'exception de la capitale et l'île de Bélep) avec 44,1 % des voix, Emmanuel Tjibaou est de

son côté en bonne position pour battre le loyaliste Alcide Ponga (36,2 %). Lui aussi espère capter les 12 % d'électeurs qui se sont portés sur L'Eveil océanien. Candidat de la « brousse », il devra aussi séduire les Wallisiens et Futuniens majoritairement urbains installés dans les communes périphériques de Nouméa. De Dumbéa à Païta en passant par le Mont-Dore, *kahoa kakala* (colliers de fleurs typiquement wallisiens) autour du cou, les deux hommes ont joué des coudes toute la semaine dans les quartiers où Wallisiens et Futuniens sont majoritaires.

Quel que soit le résultat du vote dimanche, L'Eveil océanien, certes malheureux au premier tour, sortira du scrutin conforté dans sa stratégie de troisième voie. Ses deux candidats ont totalisé 11 637 voix le 30 juin, le double du score réalisé en 2019. ■

CHARLOTTE MANNEVY

Dans l'Oise, la maison Dassault vacille face au RN

Le député sortant et dernier héritier de l'illustre famille pourrait perdre son siège de député Les Républicains

BEAUVAIS - envoyé spécial

Dur, dur d'être un héritier, surtout si vous devez devenir, bien malgré vous, le fossoyeur d'une si riche succession. Victor Habert-Dassault est candidat Les Républicains (LR) à sa réélection dans la 1^{re} circonscription de l'Oise, dans un duel de second tour désespéré face à Claire Marais-Beuil, conseillère régionale du Rassemblement national (RN), qui a obtenu 46,2 % des voix, dimanche 30 juin. Et comme il est l'arrière-petit-fils de Marcel Dassault, créateur du groupe d'aviation du même nom, vingt-huit ans député de la même circonscription (1958-1986), où lui a succédé son petit-fils, Olivier Dassault (1988-1997 puis 2002-2021, date de son décès), l'enjeu est dramatique.

Pour tenter de ne pas soustraire sa famille à un destin politique local devenu ordinaire, l'ultime bourgeois de l'illustre lignée, 31 ans, avocat inscrit au barreau de Paris, arpente Beauvais dans une frénésie de l'urgence. Il répète vite à tout le monde : « En face de moi, c'est un parti raciste. »

« Campagne de proximité »

Dimanche 7 juillet, il suffit de quatre points en plus à Claire Marais-Beuil pour devenir députée et balayer soixante-six ans d'histoire. Celle-ci cède illico à l'homme : « Olivier Dassault était un monsieur. J'avais beaucoup d'admiration pour lui. Il était sur le terrain tout le temps. Mais le neveu... Il a déçu de ne pas être Olivier. » En 2021, après la mort d'Olivier Dassault, dans un accident d'hélicoptère, Victor Habert-Dassault, qui a bénéficié d'une désignation dynastique brutalement précoce, l'emporte avec 80,4 % des suffrages. Trois ans plus tard, avec 24,5 % au premier tour, il semble ployer sous le poids d'un passé dont il doit être à la hauteur et celui, quasi inéluctable, d'un présent qui peut finir par tout emporter.

Ce mercredi 3 juin, il déjeune avec son équipe à la brasserie des halles de Beauvais. Sa patronne, Béatrice Pernier, 60 ans, dans son tee-shirt « François Fillon 2017 », a mis un portrait d'Olivier Dassault derrière son bar. « J'ai grandi avec Marcel et Olivier. Des hommes de

cœur, des bienfaiteurs. Tellement généreux... Ils avaient une relation fusionnelle avec les habitants. » Il y a le parc Marcel-Dassault, la patinoire Marcel-Dassault... « Marcel et Olivier achetaient des tracteurs aux communes environnantes [il y en a 153 dans la circonscription]. Ils faisaient retaper les églises. Olivier faisait des achats à gogo sur les brocantes qu'il redonnait pour faire plaisir. Marcel distribuait gratuitement des magazines Jours de France [lancé par Marcel Dassault]. Pour nous, c'était magique. Les gens ont tellement la mémoire courte, ils ne sont tellement pas reconnaissants. »

Tous les matins, ses copines de café se retrouvent pour refaire le monde, et surtout la France : « Ce front anti-RN nous hérisse. Il faut respecter le vote des Français, alerte Gisèle Duchenne, Beauvaisienne. La gauche a été éliminée. C'est pas plus mal. Enfin... j'en sais rien. On est paumés. »

« OLIVIER DASSAULT ÉTAIT UN MONSIEUR. J'AVAIS BEAUCOUP D'ADMIRATION POUR LUI. MAIS LE NEVEU... »

CLAIRE MARAIS-BEUIL
candidate RN

Devant sa ficelle picarde, Victor Habert-Dassault dit s'écarter à une « campagne de proximité. Je la boure pour voir le plus de monde possible. » Mais il semble que les bonnes vieilles méthodes de la famille n'aient plus cours. « Quand on a une élection aussi décisive, on ne peut pas se reposer sur une simple campagne locale, intervient Roxane Lundy, la candidate Nouveau Front populaire, éliminée au premier tour, qui appelle à voter pour Victor Habert-Dassault. C'est

ce que je lui ai dit : il faut se positionner clairement sur une vision de la France et sur le front républicain. »

Mais, depuis que LR a été évincé par le ralliement d'Eric Ciotti au RN, « c'est très complexe, souffle Victor Habert-Dassault. Eric Ciotti était un proche de la famille. Il m'a aidé pendant ma campagne. C'est une grosse déception. Je n'ai jamais pensé à faire alliance avec le RN, mais je ne veux pas insulter les électeurs qui peuvent suivre Ciotti ». Même les éditoriaux du Figaro, pourtant propriété de sa famille, semblent lui tourner le dos en appelant à une alliance avec l'extrême droite. « Je n'ai pas de commentaire à faire sur un journal indépendant dans lequel, en trois ans, j'ai peut-être été cité deux fois. »

A deux rues de là, Claire Marais-Beuil, la candidate RN, médecin dans le civil, boit son café. L'étiquette fait la force, mais elle ne fait preuve d'aucune arrogance :

« Rien n'est joué, mais pour qu'Habert me passe devant, il faudra qu'il bénéficie de 100 % de report de voix. » Elle a une voix claire, riieuse et avenante. Elle prend soin de ne jamais dire Victor « Habert-Dassault » mais « Habert », elle n'évoque jamais spontanément la matrice de son parti, l'immigration. « Ce n'est pas mon obsession première. Mais il y a de l'insécurité, beaucoup de drogue. Je fais un petit lien quand même... » Il s'agit plutôt de se laisser glisser sur le toboggan de la contestation : « Il y a une telle envie de changement, un tel sentiment de déclassement. »

Il y a encore dix ans, elle était une « chiraquienne fervente ». Son grand-père, qui a perdu une jambe à Verdun, était socialiste. En 2001, elle rencontre Sébastien Chenu, qui n'est pas encore un cadre du RN, mais conseiller municipal de droite, comme elle. « Quand il a adhéré au RN, il cherchait des candidats pour les régionales de 2015.

Rejoindre le parti pointé du doigt ? J'ai voulu parler avec Marine Le Pen pour savoir à qui j'avais affaire. Après, je n'ai plus hésité. »

Parole libérée

Non loin, à Tillé, siège de l'aéroport beauvaisien, le RN fait un malheur. Dominique Thierry, 67 ans, tracte en sifflotant : « Il y a quelques années, personne ne voulait s'afficher avec nous, maintenant on nous klaxonne dans la rue pour nous encourager ! » Ici, dans cette vaste zone pavillonnaire, les générosités de la famille Dassault semblent d'un autre temps. « Je n'ai jamais voté pour eux, mais c'étaient des grands bonhommes. Rien à dire. Mais là, c'est plus le cas », clame M. Thierry. Il y a le vacarme des avions qui décollent toutes les cinq minutes, mais on entend distinctement le ras-le-bol général. Et la parole libérée par ce « parti raciste » que Victor Habert-Dassault tente de dénoncer.

Sur sa pelouse, Tony Breton, chauffeur routier retraité, a planté un drapeau français. « Jeune, au foot, j'avais des copains noirs, arabes qui ne parlaient jamais de religion. J'ai déjà voté à gauche... Je ne sais plus quand... C'est loin tout ça. Je ne suis surtout pas raciste, mais lucide : ma voisine n'a plus les moyens de se chauffer. C'est normal ? On va continuer de donner des sous à des gens qui arrivent alors que les gens d'ici n'ont plus rien à bouffer ? » Le voisinage a repris la question en chœur. Une rue plus loin : « Ben oui, je vais voter RN. Cinquante ans qu'on bosse et qu'on se fait bouffer. A Tillé, on est envahi par les Turcs. Et les tabacs, c'est les Chinois. » Quand on lui demande son nom, son murmure se fait plus hargneux que n'importe quel cri : « Ça va pas, non ? Pour que les Africains me tapent dessus ? »

Une casquette très rouge, siglée « Make America great again », le slogan de Donald Trump, est attablée en plein centre-ville. Son propriétaire ne veut pas donner son nom, car il dit qu'il a fait partie des services secrets français. « Je vote Front national depuis 1986. J'ai été élevé dans le culte anti-de Gaulle. Mon père est parti faire la guerre d'Algérie pour rien. » Vote-t-il RN ? Il roule des yeux : « Je préférerais le vieux ! Marine, c'est tout mou. » ■

LAURENT TELO

En Eure-et-Loir, Olivier Marleix tente de sauver son siège

En ballottage défavorable, l'ex-président du groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale mise sur le report des voix de gauche

DREUX, LA FERTÉ-VIDAME
(EURE-ET-LOIR) - envoyé spécial

À l'entendre, Olivier Marleix affronte un adversaire qui n'aurait ni programme ni visage. « Regardez son affiche. Il y a la photo de [Jordan] Bardella et [Marine] Le Pen et son nom en petit en bas », dit-il du candidat du Rassemblement national (RN), Olivier Dubois, dans la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir. Parfait novice en politique, cet entrepreneur francilien a pourtant devancé le député sortant Les Républicains (LR), lors du premier tour des législatives, le 30 juin (38,3 % contre 25,9 %). Une performance face à celui qui était en outre président du groupe de droite à l'Assemblée nationale.

Jeudi 4 juillet, au Café des sports de la Ferté-vidame, les soutiens de M. Marleix cherchent encore la raison de ce résultat après une mati-

née à distribuer des tracts. « Le candidat RN, personne ne l'a vu avant le premier tour, il a commencé à faire les marchés depuis lundi », avance Christian Bichon, maire d'une petite commune voisine. Olivier Marleix ne cite jamais le nom de M. Dubois. En 2022, il avait battu Aleksandar Nikolic, jeune cadre du RN et habitué des plateaux télévisés. Un rival mieux formé et a priori plus redoutable sur le papier. « Dans le fond, on a des gens qui veulent voter Bardella. Alors, le nom du candidat local devient très secondaire », déclare en soupirant celui qui est député depuis 2012.

Pour renverser la tendance, Olivier Marleix peut compter sur le retrait, et même le soutien, de la socialiste Nadia Faveris, arrivée en troisième position (25,6 %). « Ce n'est pas un cadeau qu'on fait à M. Marleix, c'est un cadeau que l'on fait à la République », a-t-elle expliqué sur Public Sénat. A

Dreux, l'alliance entre la droite et l'extrême droite, en 1983, reste un traumatisme pour la gauche. Depuis, le barrage républicain fonctionne comme un réflexe pavlovien. À l'époque, le responsable du Front national (FN, ex-RN) au niveau local, Jean-Pierre Stirbois, s'était allié au RPR pour arracher la mairie aux socialistes. Six ans plus tard, son épouse Marie-France Stirbois, elle aussi engagée au FN, devenait députée de cette deuxième circonscription, à l'occasion d'une législative partielle.

Détestation profonde

Olivier Marleix connaît l'histoire politique locale et n'hésite pas à évoquer cette mémoire encore vivace. « Ici, on a su avant les autres ce qu'était vraiment l'extrême droite. Et, contrairement à ce qu'ils disent, ils n'ont pas changé. » Alors, le candidat répète ce message dès qu'il serre une main. Dans le cen-

tre du Secours populaire de Dreux, une habitante de la « Cité américaine » est désolée pour lui du bon résultat du RN dans son quartier. « Les gens me disent qu'ils les ont jamais essayés, mais moi je n'ai pas envie de faire le test », dit-elle. « J'essaie de dire à ces électeurs que ce n'est pas parce qu'on n'a jamais essayé de sauter du 25^e étage qu'il faut le faire », relance Olivier Marleix.

Mais l'argument peine à convaincre. L'intéressé le sait, ses réserves de voix sont ailleurs. À gauche. Pour sauver son siège, le report doit être presque parfait au second tour. « Je ne cherche pas à me faire passer pour un socialiste en l'espace d'une semaine, explique ce LR plus étatiste que libéral. J'assume toujours ma ligne de fermeté contre une immigration incontrôlée qui ne permet plus l'intégration des populations récemment arrivées dans notre pays. Mais le racisme m'est totalement

étranger, à la différence de l'extrême droite. On l'a vu avec la sortie de Jordan Bardella sur les binationaux. Moi, je ne classe pas les Français selon des catégories. Quand on est français, on est français. » Celui qui avait fustigé le Conseil constitutionnel après la censure de la loi « immigration » en janvier doit apparaître comme un barrage au RN pour renverser la tendance du premier tour.

Olivier Dubois, lui, ne change pas de stratégie. Le candidat RN renvoie son adversaire à ses états de service comme chef de file du groupe LR à l'Assemblée, en rappelant notamment son soutien à la réforme des retraites. Lors d'un récent débat entre eux sur France 3 Centre-Val-de-Loir, le candidat lepéniste a répété à son adversaire qu'il avait été « la béquille de la Macronie ». « Ce qui est quand même très cocasse quand on connaît toute l'estime que je porte au

président de la République... », ironise le député sortant. Tout a été dit sur la détestation profonde et assumée d'Olivier Marleix pour Emmanuel Macron. Lui est fier qu'elle soit réciproque. « Je sais qu'il a pris son téléphone pour être sûr que je me retrouve face à un candidat Ensemble au premier tour », avance-t-il, sans preuves.

Qu'il soit réélu ou battu, M. Marleix avoue ressentir comme un vertige pour la suite. « C'est terrible, les Français ne savent pas de tout ce qu'il va se passer, dit-il. Mais peut-être que Macron va nous trouver une idée de génie encore. C'est lui qui nous a mis dans cette situation après tout. » Faut-il y voir un signe ? La flamme olympique sera ce dimanche, jour de second tour, à Dreux. La ville où une autre flamme avait brillé, il y a plus de quarante ans, pour la première fois : celle du Front national. ■

ALEXANDRE PEDRO

Offre, demande, pouvoir d'achat : le retour d'obsessions anciennes

Pour relancer la consommation, classiquement, à gauche, on préfère les hausses de salaire, quand à droite on met en avant les baisses de taxes

ANALYSE

Parmi les textes de loi qui ont succombé à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Macron, il en est un qui symbolise les ambiguïtés françaises. La proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile a été votée à l'unanimité par les députés avant d'être transmise au Sénat. Plus connue sous le nom de loi « fast fashion », elle vise en priorité les nouveaux sites chinois comme Shein et Temu. Leur succès fulgurant témoigne de l'appétence des Français pour les bonnes affaires : 900 % de progression du chiffre d'affaires de Shein en trois ans.

Une fringale de consommation que les députés veulent modérer, mais que les candidats aux législatives dans leur ensemble entendent encourager en promettant plus d'argent à leurs électeurs. Classiquement, à gauche on préfère les augmentations de salaire (le smic à 1600 euros) et les aides, quand à droite on met en avant les baisses d'impôts et de taxes (TVA sur l'essence). En espérant qu'en remplissant les portefeuilles on donnera un coup de fouet à la consommation, et donc à l'économie en général. C'est ce

que l'on appelle une politique de la demande. Cette tendance historique a pourtant laissé place, depuis dix ans, à une approche orientée vers la stimulation de l'économie par le soutien aux entreprises, avec la conviction que celles-ci investiront et embaucheront plus, ce qui réveillera la croissance et gonflera les recettes fiscales de l'Etat. En bref, une politique de l'offre.

Conjurer la malédiction

« *Le pari d'Emmanuel Macron en 2017 était qu'en augmentant le taux d'emploi on pouvait redresser les comptes* », explique l'économiste Jean Pisani-Ferry, qui avait participé à cette époque à l'élaboration du programme économique du candidat. Un pari qui a partiellement échoué, « car il a compté sur une amélioration rapide alors que ce sont des processus très lents », ajoute-t-il.

Dans la réalité, les choses se passent rarement comme prévu. Obsédé par l'erreur de François Hollande, qui, au début de son mandat, a augmenté les prélèvements au moment où les difficultés économiques s'accumulaient, ce qui a aggravé la situation, Emmanuel Macron a défendu cette approche par l'offre. En fait, c'est sous la présidence de Hollande, pourtant chantre de la demande, que s'est

produit le virage vers une politique de l'offre, avec l'instauration du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en 2013, puis les lois El Khomri sur le travail en 2016. Avec un effet positif sur le chômage : en 2023, son niveau est revenu à celui de 1982, hormis une très courte amélioration en 2007-2008 vite détruite par la crise financière.

Après dix ans de service, retour sur la demande. Même si, dans la réalité, jamais un président de la République n'a donné autant d'argent à ses concitoyens qu'Emmanuel Macron. La crise sanitaire du Covid-19 puis l'inflation qui s'en est suivie ont conduit l'Etat à stabiliser le pouvoir d'achat en dépit de ces vents contraires. « *Mais ce n'est pas une tentative de relance de l'économie par la demande, nuance Thomas Philippon, professeur d'économie à l'université de New York. C'est plutôt une dépense d'assurance face à une catastrophe. Tous les pays développés ont fait la même chose. En revanche, le bouclier énergétique a été mal ciblé et aurait pu être réservé aux plus modestes.* »

Le porte-monnaie des Français a donc été protégé, mais cela n'a pas dopé la croissance. Comme le souligne la Banque de France dans sa lettre au président de la République d'avril 2024, la France

« **COMPTE TENU DE LEUR NIVEAU DE VIE, LES FRANÇAIS DEVRAIENT ÊTRE PLUS HEUREUX** »

YANN ALGAN
économiste

a fait mieux que ses voisins européens en matière de pouvoir d'achat, avec une progression de 26 % par rapport à 1999, contre 17 % dans l'ensemble de la zone euro. En revanche, sur la même période, le PIB par habitant, mesure de l'accroissement de richesse, a progressé plus lentement qu'ailleurs (19 %, contre 25 % dans l'ensemble de la zone euro), à l'exception de l'Italie. L'effort sur le pouvoir d'achat s'est donc traduit par un alourdissement de la dette. Insoutenable à moyen terme.

La relance par la demande peut-elle conjurer cette malédiction et recréer une nouvelle dynamique de croissance ? Ce fut le cas après la crise des années 1930, conformément aux théories de l'économiste britannique John Maynard Keynes. « *Nous ne sommes pas dans la même situation, reprend*

Thomas Philippon. *La relance keynésienne ne marche que s'il y a une crise de la demande, avec des entreprises qui n'arrivent pas à vendre leurs produits et donc n'embauchent pas. C'était le cas en 2012, pas aujourd'hui. Une relance par la hausse du smic, dans ce contexte, risque de détruire des emplois et d'aggraver le déficit commercial.* » De plus, comme le rappelle Jean Pisani-Ferry, un coup de fouet à la demande crée de l'inflation, ce qui n'est pas tenable dans une union monétaire, car on serait en décalage dangereux avec nos partenaires de la zone euro.

Un mystère français

Pour lui, comme pour nombre de ses confrères, la vraie augmentation du pouvoir d'achat impose une amélioration de la productivité, autrement dit produire plus pour le même prix. Cela passe par l'innovation, la formation, l'éducation et l'investissement. « *C'est aussi ce que nous voulons faire, plaide l'économiste Julia Cagé, l'une des inspiratrices du programme du Nouveau Front populaire. Nous ne cherchons pas une relance par la consommation, mais par celle des services publics comme la santé, l'éducation ou la recherche. C'est une relance par l'intérieur, qui n'alourdit pas notre balance commerciale.* » Un effort

supposé se financer par un alourdissement de la fiscalité des plus fortunés et des entreprises.

Demeure, derrière toute cette prose politico-économique, un mystère français qui se cache derrière l'obsession du pouvoir d'achat des politiques et de leurs électeurs. « *C'est vraiment l'éléphant dans la pièce* », assure Yann Algan, qui participe à l'Observatoire du bien-être. Avec sa consœur Claudia Senik, directrice de l'Observatoire, et Elizabeth Beasley, il avait détaillé, en 2018, les ressorts du rapport des Français à l'argent (*Les Français, le bonheur et l'argent*, Rue d'Ulm). « *Compte tenu de leur niveau de vie, les Français devraient être plus heureux. Or, leur niveau de satisfaction est l'un des plus faibles des pays de l'OCDE, ajoute-t-il. Notre thèse est que cette situation résulte de la mauvaise qualité des relations sociales, notamment au travail. Cette conflictualité, plus forte que chez nos voisins, les conduit à reporter leurs espoirs sur l'argent.* » D'où le pessimisme et les colères récurrentes qui s'expriment aujourd'hui dans le vote. Une situation jamais évoquée par les politiques et qui ne se résoudra pas d'un coup de baguette magique électoral. ■

PHILIPPE ESCANDE

Reporters sans frontières dénonce une opération de destabilisation

L'ONG dévoile plusieurs manipulations de l'agence de communication Progressif Media, proche du groupe Vivendi et de Vincent Bolloré

Le site Web ressemble à s'y méprendre à celui de Reporters sans frontières (RSF). La charte graphique copie méticuleusement l'original, seul le logo de l'organisation de défense de la presse est légèrement détourné. Sur ce faux site, l'ONG est rebaptisée « Sectaires sans frontières ». Elle est accusée de vouloir « modifier le paysage audiovisuel français selon sa vision du pluralisme » et d'être favorable à un « fichage des journalistes ».

Des arguments rappelant ceux répétés à l'envi sur les plateaux de la galaxie médiatique de Vincent Bolloré – d'Europe 1 à CNews, ainsi qu'en une du *Journal du dimanche*, après la décision du Conseil d'Etat, le 13 février, demandant à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) de renforcer son contrôle sur le respect du pluralisme des radios et chaînes de télévision, y compris CNews.

RSF a publié jeudi 4 juillet une enquête démontrant que la so-

ciété Progressif Media s'est livrée à plusieurs campagnes de discrédit la visant. D'abord, à travers une technique de « typosquatting », soit le fait d'acheter un nom de domaine proche d'un site Web connu afin d'en profiter. Au moins cinq noms de domaine ont été déposés pour cela. C'est par hasard qu'Anne Bocandé, directrice éditoriale de RSF, est tombée sur la fausse adresse active le 17 avril, via un lien sponsorisé par Google.

En bas du communiqué, deux « contacts presse » sont autant de faux noms (Fabien Pensant et Maxime Erde) signalés pour des tentatives d'arnaques. « *On a d'abord pensé à une blague potache, avant de réaliser qu'il s'agissait d'une importante opération de destabilisation* », raconte Thibaut Bruttin, directeur général adjoint de l'ONG. Car la page a été mise en ligne une semaine après la victoire que Christophe Deloire, alors secrétaire général de RSF (mort le 8 juin), avait qualifiée d'« historique » devant le Conseil d'Etat.

En menant l'enquête, RSF a trouvé le serveur, l'hébergeur et l'adresse IP du faux site. « *Pour simplifier, en dessinant le portrait-robot technique de cette page, on s'est aperçu qu'il y avait un faisceau de suspicions très élevé qui nous amenait vers Progressif Media* », raconte Arnaud Froger, responsable du bureau investigation de RSF. Progressif Media n'est pas une agence de communication comme une autre. A bien des égards, elle est liée au groupe Vivendi ainsi qu'à son premier actionnaire : Vincent Bolloré.

Depuis 2022, Vivendi possède 8,5 % des parts de la société Progressif Media. A cela s'ajoute le fait qu'une proche de l'industriel bre-

ton, la productrice Chantal Barry, possède aussi des parts de l'agence. Aussi, la société de communication est installée au Vivendi Village, dans le 8^e arrondissement de Paris. Enfin, si RSF n'est pas parvenu à savoir qui paie et qui est à l'initiative de cette campagne, le document stratégique interne découvert porte le nom d'avocat de « Reporting Vivendi ».

« Pollution du débat public »

Plus largement, une enquête de *Libération* publiée en 2023 faisait état des liens entre Progressif Media, la société dirigée par Emile Duport et David Bonhomme, avec différentes sphères de l'extrême droite, du mouvement Génération identitaire au magazine *RGNR* du complotiste Thierry Casasnovas. Pour RSF, la campagne de destabilisation ne s'arrête pas aux faux sites Web. Selon son enquête, des tweets ont été préparés par Progressif Media laissant entendre que l'ONG souhaitait censurer la chaîne d'opinion de Vin-

cent Bolloré et ont été envoyés à plus de 16 000 personnes invitées à les republier à leur tour. Si les deux opérations n'ont eu que peu d'écho, moins de 1 000 reprises, « cela reste une entreprise de pollution du débat public, qui peut être accrue », s'inquiète Arnaud Froger.

Par ailleurs, le site Web et les comptes « Fan de CNews », qui promeuvent les visages droitières de la chaîne du groupe Canal+, sont liés à Progressif Media, révèle cette même enquête. Enfin, « la campagne la plus grave et pernicieuse », selon M. Froger, réside en une veille des autres médias, notamment de l'audiovisuel public, « consistant à profiler les invités et à faire des signalements à l'Arcom ».

En pleine remise en jeu de quinze fréquences TNT – parmi lesquelles figurent celles occupées par C8, Canal+ et CNews –, RSF se garde bien de se positionner frontalement contre le renouvellement de la chaîne d'opinion du groupe Canal+. « *On espère qu'en découvrant notre enquête les*

parlementaires et l'Arcom réfléchiront à deux fois avant de considérer que Vivendi est un groupe comme un autre », explique Thibaut Bruttin, alors que les auditions des dirigeants des trois chaînes par l'Arcom sont attendues les 9, 11 et 15 juillet. « *On ne peut pas se défendre de faire de l'information devant la représentation nationale et avoir de l'autre côté des opérations d'influence qui foulent aux pieds tous les principes de l'information !* », tranche Arnaud Froger.

Contacté, Vivendi a réagi, jeudi 4 juillet au soir, en affirmant ne pas avoir « connaissance des éventuelles pratiques illégales attribuées à Progressif Media », qui a bien effectué « plusieurs missions » pour le groupe de Vincent Bolloré, des « pratiques courantes de gestion de marque et d'audience ». Le directeur général de l'agence d'influence, Emile Duport, n'a pas répondu à nos sollicitations ni à celles de RSF. L'ONG, elle, réfléchit à porter une action en justice. ■

BRICE LAEMLE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU ROYAUME-UNI

Keir Starmer, l'artisan du retour du Labour

Le futur premier ministre britannique a remodelé le Parti travailliste en marginalisant son aile gauche

PORTRAIT

LONDRES - correspondante

Il fait une chaleur étouffante sous la verrière du Lindley Hall, une bâtisse édouardienne près de la gare Victoria, au centre de Londres. Quelques centaines de militants du Parti travailliste s'y sont rassemblés, samedi 29 juin, pour un des derniers meetings de la gauche britannique avant les élections législatives du 4 juillet.

Dans les sondages, le parti a toujours 20 points d'avance sur les conservateurs au pouvoir, qui n'ont pas réussi à réduire l'écart durant les six semaines de campagne. Le comédien de stand-up Bill Bailey a égrainé quelques bons mots et une courte vidéo de la méga-star Elton John déclarant son soutien au Labour vient d'être diffusée. Les femmes portent des robes à fleurs, les hommes sont en bermuda, l'ambiance est gaie et estivale.

Pourtant, quand Keir Starmer, le chef de file travailliste, qui devait être nommé premier ministre britannique vendredi 5 juillet, son parti ayant remporté au moins 411 des 650 sièges de la Chambre des communes, prend la parole, chemise blanche sur pantalon sombre, il reste « buttoned up », comme disent les Britanniques : rigide, voire coincé. « *Le changement n'arrivera que si vous votez pour lui. Rien n'est décidé, aucun vote n'a été gagné ou perdu, chaque vote est encore à conquérir* », met en garde le dirigeant de 61 ans, le cheveu dru et les yeux perçants derrière de fines lunettes, enjoignant à ses soutiens de ne pas célébrer trop tôt la victoire.

ORIGINES POPULAIRES

Après des semaines d'une campagne d'une grande prudence, calibrée pour rassurer les déçus des tories et du Brexit, c'est encore l'avocat qui parle, celui qui, pendant vingt ans, fit autorité en matière de droits humains, réputé pour sa méthode et son sens du détail. Il n'y a que durant le concert de Taylor Swift à Wembley, fin juin, que cet homme très protecteur de sa vie privée a semblé un peu lâcher prise. Sur une photo postée sur le réseau X, on l'y voit dans les gradins, radieux, enlaçant sa femme, Vic, la mère de ses deux adolescents.

Il a été abondamment reproché à Keir Starmer, depuis qu'il a pris la tête du Labour en avril 2020, de n'être pas assez inspirant. Il est vrai que le député de Holborn et St Pancras (dans le centre de Londres) n'a pas le charisme du chef de file du parti de droite populiste Reform UK, Nigel Farage, ni la brillante oratoire d'un Neil Kinnock, leader travailliste dans les années 1980, ou la jeunesse d'un Tony Blair, qui porta le mouvement au pouvoir à 44 ans, en 1997. Keir Starmer « n'aime pas la partie performative » du métier d' élu, « cela n'a rien de joyeux pour lui de passer à la télévision ou d'être face à la foule », explique son biographe Tom Baldwin, un ancien journaliste du Times devenu conseiller d'Ed Miliband, chef du Labour dans les années 2010.

L'auteur de *Keir Starmer, the Biography* (William Collins, non traduit) insiste : le dirigeant travailliste ne serait « pas un responsable politique classique », il ne voudrait pas devenir premier ministre pour jouir du pouvoir, mais pour changer le pays. « *Il dit qu'il pourrait très bien travailler dans une librairie s'il échoue, il est mû par le sens du devoir* », assure encore Tom Baldwin.

Élections législatives britanniques du 4 juillet

Parti arrivé en tête par circonscription

ROYAUME-UNI

Parti travailliste
Parti conservateur
LibDem
Reform UK
Verts
Autres

IRLANDE DU NORD

Sinn Féin
Républicain, catholique et nationaliste
DUP
Premier parti unioniste protestant

ÉCOSSE

SNP
Parti national écossais (indépendantiste)

PAYS DE GALLES

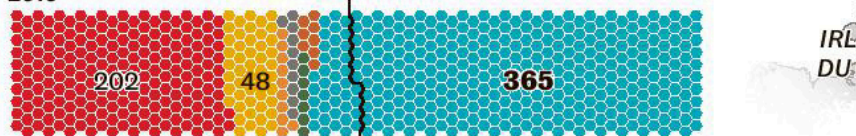
Plaid Cymru
parti nationaliste de centre gauche
Résultat non connu

Répartition des 650 députés du parlement

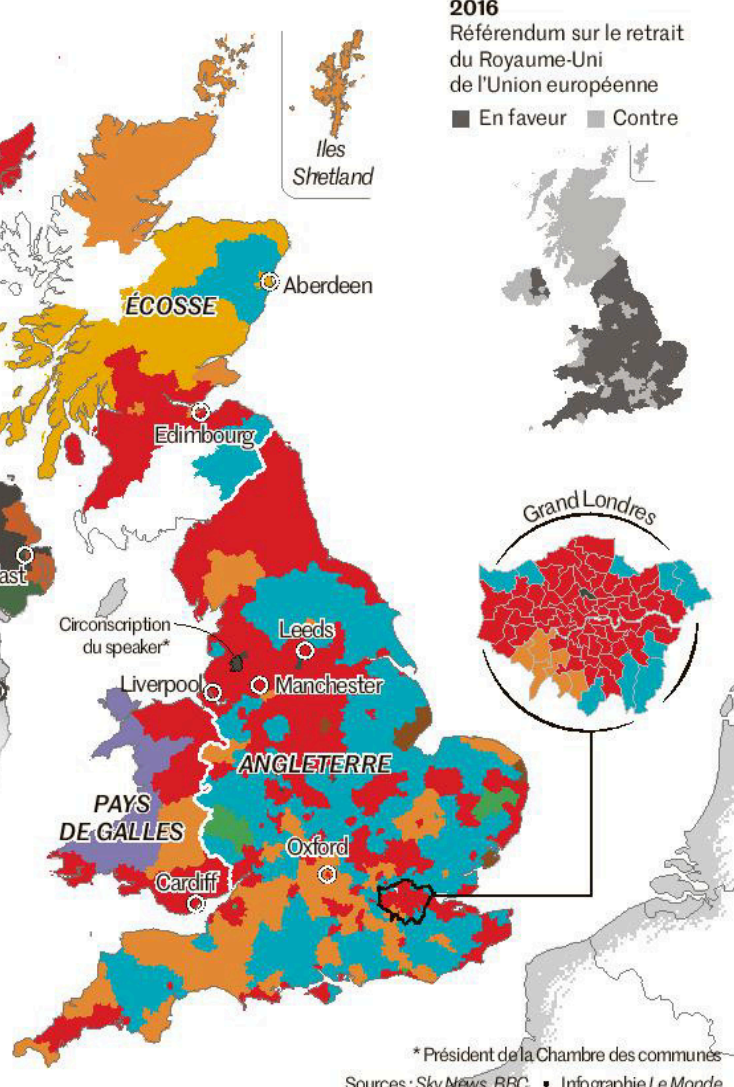
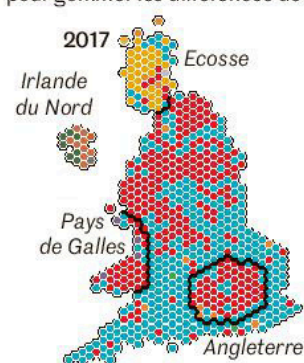
2024



2019



650 circonscriptions représentées à l'identique pour gommer les différences de superficie entre les circonscriptions



2016
Référendum sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

■ En faveur ■ Contre

EN TROIS ANS SEULEMENT, IL VA COMPLÈTEMENT TRANSFORMER LE LABOUR, ABANDONNER UNE À UNE SES PROMESSES SOCIALES, MARGINALISER L'AILE GAUCHE DU PARTI

du parti à la fin du XIX^e siècle. Il commence très à gauche son cheminement politique : à Oxford, il collabore à un journal trotskiste, *Socialist Alternative*. Jeune diplômé, il s'oriente vers la défense des droits humains et civiques. Il est recruté par le très progressiste cabinet d'avocats Doughty Street Chambers. Il s'y illustre dans la défense de militants environnementaux accusés de diffamation par le géant américain McDonald's, prend la défense de condamnés à mort dans des pays du Commonwealth au nom de son rejet de la peine capitale.

Il aidera plus tard à concevoir les contours d'une nouvelle police nord-irlandaise, non communautaire, après la signature en 1998 du traité de paix ayant mis fin à la guerre civile entre protestants et catholiques. En 2008, il est nommé à la tête du Crown Prosecution Service (le ministère public britannique) en tant que directeur des poursuites pénales (DPP). A ce poste prestigieux et important, il donne le feu vert pour poursuivre deux hommes pour le meurtre raciste du jeune Stephen Lawrence commis en 1993, un drame qui choqua le Royaume-Uni. Il décide aussi du passage en justice accéléré des participants aux journées d'émeutes de Londres d'août 2011, consécutives à la mort d'un homme, tué par la police.

En 2013, Keir Starmer a 51 ans, il est propriétaire d'une maison à Kentish Town, un quartier plutôt chic du nord de Londres. Il aurait pu postuler à un deuxième mandat comme DPP mais il préfère s'engager dans une hasardeuse carrière politique. « *Je voulais évoluer d'un rôle où j'interprétais et j'appliquais la loi à un rôle où je participais au Parlement et si possible au gouvernement, pour faire les lois* », confie-t-il à Tom Baldwin.

Elu en 2015 dans la circonscription de Holborn et St Pancras, acquiesce à la gauche, il rêve de devenir *attorney general* (chef de l'action publique, qui a rang de ministre) d'un futur gouvernement travailliste. Mais l'avènement à la tête du Labour de Jeremy Corbyn, un militant de l'aile gauche dont il n'est pas proche, et le vote du Brexit, alors qu'il est un *remainer* (pour le maintien dans l'UE), contrarient ses ambitions.

ORTHODOXIE BUDGÉTAIRE

Jeremy Corbyn lui confie le portefeuille sensible du Brexit dans son cabinet fantôme, mais le divorce avec l'Union européenne consume l'essentiel du temps parlementaire et éloigne la perspective d'un retour au pouvoir du Labour. Keir Starmer doit aussi endurer les dérives antisémites au sein du parti, lui dont l'épouse vient d'une famille juive. Il ne démissionne cependant pas du cabinet fantôme – une loyauté qui lui sera reprochée par la suite.

Quand, lors des élections générales de décembre 2019, Boris Johnson triomphe avec son slogan « *Get Brexit done* » (« Réalisons le Brexit ») et que Jeremy Corbyn donne sa démission sur le pire échec que le Labour a encaissé depuis les années 1930, Keir Starmer, qui a cultivé méthodiquement ses réseaux au sein du parti, est aisément nommé à sa place, reprenant des pans entiers du programme de son prédécesseur : na-

tionalisations tous azimuts, suppressions des frais universitaires...

En trois ans seulement, il va complètement transformer le Labour, le discipliner, abandonner une à une ses promesses sociales, marginaliser l'aile gauche du parti en écartant les membres soupçonnés d'antisémitisme ou de complaisance à son égard – même Jeremy Corbyn est exclu du groupe parlementaire. Les médias découvrent un dirigeant sans états d'âme. Keir Starmer l'assume et ne fait aucun mystère de son objectif : il veut que le Labour revienne au pouvoir le plus vite possible. Tout ce qui entrave cette stratégie de reconquête est écarté.

Durant la campagne, le Labour n'a promis aucun lendemain qui chante, déroulant un programme presque conservateur à bien des égards. Il prône la sécurité, l'orthodoxie budgétaire, conditionne les investissements dans les services publics au retour de la croissance, refuse des augmentations substantielles des prestations sociales, pourtant parmi les plus faibles d'Europe. En matière de politique étrangère, il exclut un retour du Royaume-Uni dans le marché intérieur européen.

Où est passé le *remainer*, l'avocat aux convictions socialistes ? Ses revirements brouillent les pistes sur ses convictions alors que ce qui reste de la gauche du Labour accuse Keir Starmer de trahison. « *Je ne pense pas que Keir Starmer soit un menteur. Son instinct est à gauche, il n'est pas Tony*

Blair, pas même Gordon Brown. Mais c'est également un pragmatique, quelqu'un de profondément réaliste. Et cela l'amène souvent à tempérer ses vues initiales », estime dans les colonnes du *Times* le conservateur Daniel Finkelstein, un membre de la Chambre des lords qui fréquente Keir Starmer depuis longtemps.

COUDÉES FRANCHES

Le nouveau locataire de Downing Street l'a expliqué au *Guardian* il y a quelques jours : il n'a formulé que des propositions « *crédibles et réalistes* » – recruter 6 500 nouveaux enseignants, créer GB Energy, une structure publique investissant dans les énergies vertes, dégager 40 000 rendez-vous supplémentaires par semaine dans le système de santé public – pour éviter les déceptions faisant le lit du populisme. « *Beaucoup de gens ont perdu espoir, on leur a promis plein de choses qui ne se sont pas réalisées et cela mène à la désillusion* », ajoute Keir Starmer.

Ce pari d'une feuille de route modeste suffira-t-il à créer une amélioration tangible pour les Britanniques, dans un pays où les services publics ont été laminés par l'austérité consécutive à la crise financière de 2008, où les inégalités et la pauvreté infantile sont parmi les plus choquantes d'Europe ? La majorité historique gagnée le 4 juillet lui donne les coudées franches pour appliquer son programme, mais la performance du parti d'extrême droite Reform UK et la forte abstention annoncent déjà les difficultés à venir. « *Un nouveau chapitre s'ouvre ce matin, nous pouvons commencer à reconstruire le pays* », a déclaré Keir Starmer vendredi à l'aube, dans un discours tout en retenue, quelques instants après que Rishi Sunak a admis la défaite des tories. « *Profitez du moment (...), ce ne sera pas facile* », a-t-il prévenu ses troupes. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

KEIR STARMER DIT
N'AVOIR FORMULÉ
QUE DES PROPOSITIONS
« CRÉDIBLES ET
RÉALISTES » POUR ÉVITER
LES DÉCEPTIONS FAISANT
LE LIT DU POPULISME

Les conservateurs en déroute, l'extrême droite entre à Westminster

Nigel Farage, père du Brexit, rêve d'être l'arbitre de la recomposition de la droite avec, dans le viseur, les élections de 2029

LONDRES - correspondante

Le paysage politique britannique a été bouleversé, jeudi 4 juillet, avec la victoire écrasante du Labour, qui a mis fin à quatorze années de gouvernement conservateur. Keir Starmer, 61 ans, le chef de file des travaillistes, devait devenir, vendredi, le 58^e premier ministre britannique et seulement le cinquième venu du parti de la gauche, fondé en 1900, à faire entrer son parti à Downing Street, après Ramsay MacDonald, Clement Attlee, Harold Wilson et Tony Blair. Le raz de marée « rouge » (la couleur du Labour), y compris dans les circonscriptions du « *red wall* » – ces terres postindustrielles des Midlands et du nord de l'Angleterre qui avaient voté pour le Brexit en 2016, puis pour Boris Johnson en 2019 –, est d'autant plus remarquable qu'il vient après la défaite du Labour aux élections générales de 2019, la plus cuisante depuis 1935.

Avec au moins 411 députés – la majorité à la Chambre des communes est à 326 sièges –, la victoire des travaillistes de Keir Starmer est aussi historique que celle de Tony Blair en 1997, dans des conditions cependant très différentes. Son aîné avait été porté au pouvoir par une ferveur populaire, le New Labour véhiculant alors un message de modernité dans un pays qui se projetait encore de manière optimisme dans l'avenir et sur un continent en paix. Cette année, la campagne a été marquée par le manque d'enthousiasme des électeurs.

Ministres sanctionnés

Il faut dire que si, comme Tony Blair il y a trente ans, Keir Starmer a fait campagne sur un programme situé au centre, il s'est gardé de toute audace, s'engageant modestement au retour de la « *stabilité* ». Le Royaume-Uni aspire à un retour de « *la politique en tant que service rendu au public* », a-t-il affirmé dans la nuit. Jeudi, les électeurs ont d'abord sanctionné les tories pour leurs années chaotiques au pouvoir, à l'issue desquelles le revenu des Britanniques a stagné, les services publics et les prestations sociales ont été sapés par une cure drastique d'austérité et le Brexit a isolé le pays et pénalisé son économie.

Le Parti conservateur, avec moins de 120 députés – près de 250 de moins qu'en 2019 –, encaisse une défaite encore pire que celle de 1906, quand il n'avait sauvé que 156 sièges face aux libéraux démocrates, le grand parti d'opposition de l'époque. Symbole de ce scrutin catastrophique, Liz Truss, première ministre évincée en octobre 2022 après le passage à Downing Street le plus court de l'histoire, perd son mandat dans le Norfolk. Perdent aussi leurs sièges le ministre de la défense, Grant Shapps, sa collègue de l'éducation, Gillian Keegan, et la responsable des relations avec le Parlement, Penny Mordaunt. Rishi Sunak, réélu assez largement, a reconnu la défaite des siens dès le milieu de la nuit. La question est de savoir s'il restera longtemps chef de file des tories. Suella Braverman, sa très droitrière ex-ministre de l'intérieur, qui ne cache pas sa volonté de le remplacer, est aussi reconduite et pourra peser dans la probable recomposition du parti.

LES LIBÉRAUX DÉMOCRATES DEVIENNENT LA TROISIÈME FORCE POLITIQUE, TANDIS QUE LES INDÉPENDANTISTES ÉCOSAIS SONT RÉTROGRADÉS

Autre fait marquant du scrutin, l'arrivée de quatre représentants du parti d'extrême droite Reform UK à la Chambre des communes, à commencer par celle de son chef, Nigel Farage, après sept tentatives infructueuses ces vingt dernières années. Celui que beaucoup considèrent comme le père du Brexit rêve d'être l'arbitre de la recomposition de la droite avec, dans le viseur, l'élection générale de 2029. Il a salué le début d'une « *révolte contre l'establishment* ».

Les libéraux démocrates enregistrent l'un de leurs meilleurs scores depuis des décennies, devenant la troisième force politique, avec 60 élus gagnés par rapport à 2019. Leur chef, Ed Davey, a mis toutes les forces du parti dans quelques dizaines de circonscriptions où les députés conservateurs étaient fragilisés, plutôt que de faire une campagne nationale. Le SNP, le parti des indépendantistes écossais, encaisse lui un résultat pire que redouté, avec 9 élus. Les Écossais ont sanctionné une formation au bilan contesté après dix-sept ans à la tête du gouvernement régional à Edimbourg et une stratégie pour l'indépendance dans l'impasse. En Irlande du Nord, le Sinn Féin, parti pro-réunification, enregistre un très bon score, avec 7 élus (contre 4 pour le DUP, parti loyaliste pro-Britannique).

Le système électoral uninominal à un tour (l'élu arrivé en tête emporte le siège) introduit une forte distorsion entre le nombre de voix obtenues et le nombre de députés élus, particulièrement dans le cas du parti Reform UK (14,3% des voix), qui arrive souvent en deuxième position – notamment dans le nord-est de l'Angleterre. De fait, le Labour (33,8%) progresse peu en nombre de voix par rapport aux élections de 2019 (+1,6 point), quand le parti était dirigé par Jeremy Corbyn. Ce dernier est réélu en tant qu'indépendant – il n'avait pas obtenu l'investiture du Labour.

De considérables difficultés attendent Keir Starmer, dont les taux d'approbation sont modestes (39 % d'opinion favorable en juin selon l'institut YouGov). Il hérite d'un pays où les inégalités n'ont cessé de se creuser, où les taux de pauvreté sont parmi les plus choquants d'Europe, et devra composer avec un électorat désabusé et volatile. Il a promis d'apporter des améliorations tangibles au quotidien des Britanniques. Ses marges de manœuvre financières sont limitées. Les défis immédiats auxquels il va être confronté sont multiples : les pri- sons sont saturées, la principale compagnie des eaux – Thames Water – risque la faillite, des milliers d'emplois sont menacés dans l'aciérie Tata Steel au Pays de Galles, le système de santé public est débordé par la demande et est toujours affecté par une grève des médecins en début de carrière. Et la liste n'est pas close. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX



De gauche à droite, Andrej Babis, chef de file du parti tchèque Action des citoyens mécontents (ANO), Herbert Kickl, leader du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), et le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, à Vienne, le 30 juin. TOBIAS STEINMAURER/AFP

Vers un groupe Le Pen-Orban au Parlement européen

Les eurodéputés du RN pourraient rejoindre, lundi, les élus réunis par le premier ministre hongrois dans le groupe Les Patriotes pour l'Europe

BRUXELLES - bureau européen

Depuis les élections européennes du 9 juin, les extrêmes droites européennes sont à la manœuvre pour renforcer leur pouvoir au sein de l'hémicycle strasbourgeois. À l'approche de la première session du nouveau Parlement, du 16 au 19 juillet, Marine Le Pen pourrait annoncer, le 8 juillet, sa décision d'allier ses forces avec celles de Viktor Orbán, le premier ministre hongrois.

Il n'y a pas eu de raz-de-marée des droites souverainistes et eurosceptiques le 9 juin, mais elles ont fortement progressé en France, aux Pays-Bas et en Allemagne et ont gagné une trentaine de sièges. Avec quelque 190 élus sur un total de 720 eurodéputés, elles représentent désormais un gros quart des effectifs.

Aujourd'hui, les droites nationalistes agissent au Parlement européen en ordre dispersé, ce qui limite leur sphère d'influence. Entre les inimitiés et des différences idéologiques parfois fondamentales, sur leur rapport à la Russie par exemple, elles ont le plus grand mal à s'unir. Conséquence, même si leurs idées ont diffusé, elles peinent encore à marquer leur empreinte sur la feuille de route législative communautaire.

Oublier certains différends

On retrouve les droites radicales dans plusieurs groupes politiques : chez les Conservateurs et réformistes européens (ECR), auxquels sont affiliés Fratelli d'Italia et le parti polonais Droit et justice (PiS), mais aussi chez Identité et démocratie (ID), qui accueille notamment le Rassemblement national (RN). A cela s'ajoutent des non-inscrits qui, parce qu'ils ne sont affiliés à aucun groupe, ont moins de moyens financiers, d'accès à la présidence de commissions et de temps de parole dans l'hémicycle. C'est dans cette catégorie qu'émergent le Fidesz, forcé de quitter le Parti populaire européen (PPE) des chrétiens-démocrates en 2021, et Alternative pour l'Allemagne (AfD), dont le RN a

obtenu l'exclusion d'ID, après une déclaration complaisante envers les SS de son désormais ex-chef de file Maximilian Krah.

Les droites radicales savent que cet éparpillement leur est préjudiciable. Ces dernières semaines, leurs dirigeants ont multiplié les contacts afin de voir comment travailler ensemble, quitte à oublier certains de leurs différends. Trois d'entre eux, qui règnent sur de puissants partis, ont été les maîtres d'œuvre de la recomposition qui s'annonce à l'extrême droite du Parlement européen : Viktor Orbán avec le Fidesz, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, avec Fratelli d'Italia et Marine Le Pen avec le RN.

Le 30 juin, à Vienne, le premier ministre hongrois en a posé la première pierre. Avec l'ex-premier ministre tchèque Andrej Babis, chef du parti Action des citoyens mécontents (ANO), et l'Autrichien Herbert Kickl, à la tête du Parti de la liberté (FPÖ), il a annoncé leur volonté de créer un nouveau groupe à Strasbourg, Les Patriotes pour l'Europe, contre le soutien militaire à l'Ukraine, contre « *l'immigration illégale* » et pour « *la famille traditionnelle* ».

Le mouvement portugais Chega souhaite participer à l'aventure. La Ligue italienne de Matteo Salvini, aujourd'hui affiliée à ID, pourrait aussi sauter le pas. Plusieurs sources au RN s'attendent à ce que le parti français rejoigne lui aussi Les Patriotes. « *Le RN et Les Patriotes sont sur la même ligne sur tous les sujets, à part l'élargissement aux Balkans* » que défend Viktor Orbán par « *nostalgie de l'Empire austro-hongrois* », affirme l'eurodéputé RN Thierry Mariani. Avant d'ajouter : « *Les relations sont très bonnes entre Marine [Le Pen] et Orbán, elles sont anciennes et de confiance* ».

Il faudra attendre le 8 juillet, au lendemain des élections législatives françaises, pour en savoir plus : ce jour-là, le groupe ID, dont le RN est de loin la première délégation, se réunira pour décider de son avenir. Marine Le Pen, absorbée par la campagne hexagonale, a en effet renvoyé à cette date toute décision. Elle préfère aussi,

Marine Le Pen donnera sa réponse après les législatives, pour ne pas risquer de saper son entreprise de dédiablement

pour l'instant, ne pas prendre le risque d'une association qui saperait son entreprise de dédiablement en France.

Si le RN rejoint Les Patriotes, d'autres, au sein d'ID, suivront et ce groupe sera vidé de sa substance. Certains pourraient ne pas s'y résoudre, comme l'unique élu du parti estonien Ekre, très anti-russe, qui a annoncé son départ pour ECR, mais ils seront minoritaires. De petits partis élus le 9 juin et aujourd'hui sans affiliation pourraient aussi rejoindre l'initiative d'Orbán. Tout comme l'espagnol Vox, aujourd'hui chez ECR.

L'AfD, pour l'heure, reste isolée. Après avoir envisagé de former un groupe avec plusieurs formations d'extrême droite marginales – le Mouvement Notre patrie, un parti hongrois prorusse, le parti nationaliste S.O.S. Roumanie, le parti extrémiste slovaque Republika –, le parti allemand n'est, à ce stade, pas allé plus loin. Alors qu'il fait l'objet d'une enquête des renseignements intérieurs allemands sur ses liens avec des groupes néonazis et xénophobes, il a choisi la prudence : il risque en effet une mise sous surveillance.

Marine Le Pen comme Viktor Orbán ont longtemps préconisé une grande alliance des extrêmes droites au Parlement européen mais Giorgia Meloni, dont le parti post-fasciste domine ECR, préfère, pour l'instant, faire bande à part. La présidente du conseil italien, qui s'est attachée depuis son élection à donner l'image d'une Européenne constructive à la table des chefs d'Etat et de gouvernement européens, ne veut pas s'embarrasser de partenaires politiquement radioac-

tifs. Elle n'envisage sans doute pas non plus partager le pouvoir avec d'autres quand elle est maîtresse chez ECR.

Le premier ministre hongrois et la députée RN, qui discutaient depuis des années d'un rapprochement sans réussir à s'entendre, ont fini par faire affaire. « *C'est comme en amour, il faut bien qu'il y en ait un qui fasse le premier pas* », explique un eurodéputé du RN. En l'occurrence, c'est Marine Le Pen qui pourrait le faire, si ses troupes rejoignent Les Patriotes. « *C'est normal. Orbán a été élu premier ministre quatre fois, la Hongrie occupe aujourd'hui la présidence du conseil de l'Union et elle est la tête de pont des Patriotes en Europe* », poursuit cette source.

Combats communs

Mais, forte des 30 eurodéputés du RN, qui forment la plus importante délégation du Parlement européen devant la CDU-CSU allemande et ses 29 élus, Marine Le Pen saura faire valoir ses intérêts. Surtout si, lundi, en France, le RN devait former le gouvernement. Auquel cas, la question du maintien du cordon sanitaire qui bride aujourd'hui les partis d'ID ne manquerait pas d'être posée.

« *Les historiens décideront dans quelques années de l'importance de cette journée : nous pensons que c'est le jour où la politique européenne commencera à changer* », a déclaré Viktor Orbán, le 30 juin, en annonçant la création des Patriotes. Si ID décidait d'intégrer ce nouveau groupe, le Parlement devrait compter avec deux blocs d'extrême droite bien fournis. ECR et ses 84 eurodéputés d'un côté, Les Patriotes avec un nombre d'élus comparable de l'autre, occuperaient les troisième et quatrième places dans l'hémicycle, derrière le PPE et les sociaux-démocrates mais devant les libéraux de Renew.

Dans cette configuration, l'extrême droite européenne aurait un pouvoir de blocage dangereux à Strasbourg. Car ECR comme Les Patriotes portent des combats communs contre tout ce qui peut donner plus de pouvoir à l'UE. ■

VIRGINIE MALINGRE

L'armée ukrainienne recule dans le Donbass

Les militaires déplorent le manque de systèmes antiaériens ainsi que des erreurs de commandement

KIEV - envoyé spécial

L'armée ukrainienne recule sur plusieurs zones du Donbass, tandis que l'offensive russe sur Kharkiv est bloquée. Les troupes ukrainiennes se sont retirées du quartier Kanal de la ville de Tchassiv Yar dans l'oblast de Donetsk, a reconnu, le 4 juillet, à la télévision publique Nazar Volochyne, le porte-parole du groupe opérationnel Khortytsia, l'une des principales formations de l'armée de terre ukrainienne.

Le retrait effectif avait été effectué la veille, après que tous les ponts enjambant le canal séparant le centre de Tchassiv Yar du quartier assailli eurent été détruits, rendant l'approvisionnement des défenseurs de la ville trop dangereux. La ligne de défense ukrainienne se trouve désormais sur la rive ouest du canal. Cette coupure humide large de 10 mètres constitue un obstacle significatif pour une armée russe ayant montré jusqu'ici une aptitude limitée à résoudre ce type de défi tactique.

« Je pense que nous pouvons tenir cette ligne longtemps, car je ne vois pas comment ils pourraient traverser le canal, sinon en le bouchant avec leurs corps », affirme, par téléphone, de Tchassiv Yar, Oleksandr, commandant d'une unité de drones de combat. N'étant pas autorisé à parler aux médias, pas plus que les autres militaires cités dans l'article, l'officier demande que son identité ne soit pas révélée.

« Contrôler la rive orientale »

Sa tâche principale consiste à détruire, au moyen de drones-suicides et de drones-bombardiers, tout véhicule ennemi dans un rayon de 12 kilomètres. « Nous forçons les Russes à approcher la ligne de front à pied sur 12 kilomètres, ce qui les fatigue beaucoup et réduit l'armement qu'ils peuvent porter. » Ce qui n'empêche pas l'ennemi d'attaquer « sans aucun répit » et au prix de « pertes très supérieures aux nôtres », note le commandant.

Par sa position surélevée, Tchassiv Yar, qui comptait 12 000 habi-



Un Ukrainien tire un obus vers les Russes, près de Tchassiv Yar, dans l'oblast de Donetsk, le 30 juin. UKRAINIAN ARMED FORCES/VIA REUTERS

tants avant l'invasion à grande échelle, forme un verrou bloquant l'offensive russe vers les villes de Kramatorsk et de Sloviansk, dont le Kremlin tente en vain de s'emparer depuis 2022. « L'ennemi est en train d'atteindre son objectif, consistant à stabiliser la ligne de front le long du canal Siverskyi Donetsk-Donbass », explique Viatcheslav, commandant d'une compagnie de reconnaissance, joint par téléphone. « Je ne pense pas qu'il puisse traverser le canal, en revanche, il va s'efforcer de contrôler toute la rive orientale », prédit cet officier, combattant depuis 2014.

Depuis quelques semaines, l'intensité et l'ampleur des attaques russes s'accroissent dans le Donbass. La poussée a pris jusqu'ici la forme d'un lent grignotage du territoire ukrainien, au rythme quo-

tidien d'une dizaine de kilomètres carrés pour un front long de 700 kilomètres. Or, ces derniers jours, l'armée russe est parvenue à bousculer la défense ukrainienne, non seulement à Tchassiv Yar, mais aussi à 25 kilomètres au sud, près de Toretsk, dans la dernière section du front qui n'avait pas bougé depuis février 2022.

« C'est le résultat d'une grave erreur du commandement, qui a ordonné la rotation simultanée de deux brigades au même endroit et sans coordination. Résultat, l'ennemi qui a vu l'opération grâce à ses drones de reconnaissance, a profité de la désorganisation pour prendre plusieurs positions », explique l'analyste militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko.

« Si le recul à Tchassiv Yar était prévisible, parce que le quartier Ka-

nal a été complètement rasé par les bombardements et les voies d'approvisionnement coupées, ce qui s'est passé à Toretsk est beaucoup plus inquiétant, selon Evguen Diki, un autre expert militaire ukrainien. Une percée, de Toretsk, pourrait permettre aux Russes d'attaquer le flanc sud de Tchassiv Yar et d'en compliquer beaucoup la défense. » L'expert attire aussi l'attention sur l'avancée russe, plus au sud, vers la route T0504, l'une des principales voies d'approvisionnement de Tchassiv Yar.

M. Diki prédit la chute « d'ici à un ou deux jours », de la ville de Krasnohorivka (16 000 habitants avant l'invasion), où des combats de rue se poursuivent depuis plusieurs mois. Seule bonne nouvelle, selon l'expert : l'offensive sur la ville de Kharkiv, démarrée le 10 mai, est

non seulement stoppée, mais « les Russes sont désormais sur la défensive dans ce secteur. Ils ont été obligés de renforcer leurs troupes avec des unités venant du Donbass. Cet échec les a forcés à abandonner, ou à reporter de quelques mois leur projet d'attaquer la région de Soumy [au nord de Kharkiv] ».

Asymétrie des moyens

L'incapacité des forces armées ukrainiennes à bloquer la poussée russe dans le Donbass s'explique par l'asymétrie des moyens engagés dans ce théâtre. Le contingent russe est plusieurs fois supérieur à celui des défenseurs, et la puissance de feu russe beaucoup plus destructrice, malgré la reprise des livraisons à l'Ukraine de munitions occidentales. « La Russie domine dans les airs et dans l'artille-



rie », confie Maksym, officier des forces armées ukrainiennes, par téléphone d'un centre de commandement situé à Toretsk.

« Leur aviation tactique largue sur nous une grande quantité de bombes planantes guidées [BPG] de 250 et 500 kilos, c'est leur principale force de frappe. Nous ne pouvons rien faire contre les BPG, qui démolissent les bunkers les plus solides et rasant des villes. Ils tirent aussi des roquettes thermobariques. Le plus triste, c'est qu'ils nous bombardent avec leur artillerie à longue portée, que nous voyons, mais ne pouvons pas atteindre. Nous avons besoin le plus vite possible de F-16 [avions de combat américains] et de systèmes antiaériens pour renverser la vapeur. »

L'officier souligne que l'ennemi, qui manque de moyens de transport blindés, avance désormais avec son infanterie, selon une tactique dite « d'infiltration ». Elle consiste en des binômes ou des escouades de soldats se déplaçant à 15 mètres les uns des autres, éparpillés pour « [les] obliger à dépenser beaucoup de munitions pour peu d'effet ». Pendant la conversation, l'officier apprend la mort d'un de ses hommes. Peinant à contenir son émotion, il ajoute : « Nous allons nous faire saigner, si l'aide occidentale cesse de nous parvenir. Il ne manquerait plus que la France nous fasse subitement défaut avec un gouvernement d'extrême droite prorusse. » ■

EMMANUEL GRYSZPAN

En Cisjordanie, plus de 1200 hectares de terres accaparés par Israël

Ces territoires de la vallée du Jourdain sont classés terres « d'Etat » par l'administration, ouvrant la possibilité de les attribuer à des colons juifs

JÉRUSALEM - correspondant

Dans le neuvième mois de la guerre à Gaza, Israël a discrètement accaparé, fin juin, la plus vaste étendue de terres en Cisjordanie occupée depuis plus de trois décennies, selon un décompte de l'organisation israélienne La Paix maintenant. Cette décision administrative, rendue publique le 3 juillet, redéfinit comme terres dites « d'Etat » quelque 1270 hectares dans la vallée du Jourdain, ouvrant la possibilité de les attribuer à des colons juifs.

Elle est le résultat d'une réorganisation en profondeur de l'administration des territoires palestiniens par le gouvernement de Benyamin Nétanyahou, qui assume depuis 2023 une politique d'annexion de pans entiers de la Cisjordanie, au risque de faciliter les poursuites de la justice internationale.

Le grand orchestrateur de ce mouvement, le ministre des finances et ministre de tutelle de la Cisjordanie au sein de la défense, Bezalel Smotrich, se félicitait déjà en mai d'avoir fait accaparer par l'Etat plus de 1 000 hectares en Cisjordanie, en février et en mars. Il établit ainsi en 2024 un record absolu depuis les accords de paix

d'Oslo, en 1993, selon le décompte de La Paix maintenant.

Ces terres s'étendent sur les collines du nord de la Cisjordanie, entre Ramallah et Naplouse, autour de Shilo, l'une des colonies les plus violentes de Cisjordanie. Reculées et peu peuplées, ces collines descendent en pente vertigineuse vers la vallée du Jourdain, une serre à ciel ouvert qui marque la frontière avec la Jordanie.

Expéditions punitives

Israël leur avait jusqu'ici attribué le statut de « réserve naturelle » et de « zone militaire fermée », ce qui permettait à l'armée d'y détruire les constructions palestiniennes et d'en chasser les bergers. Désormais, ces terres relient quatre colonies, Yafit et Masua en amont, Gitit et Maale Efraïm en aval, en un seul bloc, ouvert à des aménagements ultérieurs.

Les jeunes violents issus de ces colonies sont protégés, armés et parfois assistés par l'armée, qui a pleine autorité sur ces régions. Certains de leurs membres, réservistes, ont enfilé l'uniforme militaire depuis l'attaque du Hamas dans le sud d'Israël en octobre 2023, tout en continuant à agir sur place. Ces milices mènent une guerre parallèle à celle en cours à Gaza, dans cette vaste dorsale

Nétanyahou assume l'annexion de pans entiers de la Cisjordanie, au risque de poursuites internationales

montagneuse qui s'étend du nord au sud de la Cisjordanie.

En avril, elles y menaient des expéditions punitives d'une rare violence contre des villages palestiniens, après qu'un jeune d'une colonie agricole des environs eut été tué. Depuis octobre, leurs attaques coordonnées ont dépeuplé dix-huit hameaux bédouins de cette région, et cinq autres des collines du sud d'Hébron, selon l'ONG israélienne de défense des droits humains B'Tselem.

Le document officiel transformant cette région en terres d'Etat a été signé fin juin par Hillel Roth, adjoint au chef de l'administration civile, la branche de l'armée qui régent les territoires occupés. Issu d'une colonie réputée pour ses actions violentes, il a été nommé le 29 mai par le ministre

Smotrich. Il est désormais l'autorité de référence pour le statut des terres en Cisjordanie, comme pour la planification et la construction du bâti résidentiel et d'infrastructures. Il chapeaute une administration que M. Smotrich a remaniée depuis 2023, en retirant aux militaires une large part de leurs pouvoirs, pour les donner à des hommes de confiance.

Ces civils simplifient des processus administratifs complexes et privent le gouvernement d'une partie des leviers dont il disposait jusque-là pour freiner les entreprises des colons. En mai, M. Smotrich s'était félicité d'avoir « bouleversé l'ADN même du système », qui régit les territoires palestiniens, sous l'autorité de l'armée depuis leur conquête, en 1967. Au risque de briser ce paravent légal, qui permet à Israël d'arguer de la légitimité de l'occupation des territoires au regard du droit international.

La Cour pénale internationale, comme la Cour internationale de justice des Nations unies, à La Haye, ont engagé pour la première une enquête et pour la seconde une étude juridique sur « les crimes » commis dans les territoires occupés et « la légalité de l'occupation », que ces développements promettent de nourrir. Au cours

de la guerre à Gaza, Washington mais aussi Paris et plusieurs autres Etats ont adopté des sanctions contre des colons violents.

D'une portée pour l'instant limitée, ces mesures sont cependant susceptibles d'être étendues, avec le temps, à des organisations et des décideurs politiques. Par souci de mise en conformité, pour ne pas inquiéter leurs partenaires à l'étranger et leurs assureurs internationaux, des banques israéliennes ont compliqué l'accès des colons sanctionnés par Washington à leurs comptes, quand rien ne les y obligeait encore.

Fin de non-recevoir

De manière symbolique, le Canada a aussi placé, fin juin, sur une liste d'individus et d'entités sanctionnés, l'entreprise Amana, la principale entreprise du BTP dans les territoires, pour leurs liens avec les violences des colons en Cisjordanie. Amana a construit à elle seule une vaste part des colonies. Le 3 juillet, trois ministres fondamentalistes ont publiquement apporté leur soutien à son patron, le très secret Zeev « Zambish » Hever.

Le 4 juillet, le Conseil suprême de planification israélien a approuvé l'avancement de la construction de 5300 nouveaux logements

dans les colonies de Cisjordanie, et la « légalisation » de trois colonies sauvages, illégales même au regard du droit israélien – toutes le sont selon le droit international. M. Smotrich avait auparavant promis d'en légaliser cinq autres.

Récemment, le ministre s'était vu opposer une fin de non-recevoir, pour une mesure plus ambitieuse. Depuis des mois, son administration menaçait de briser les liens entre les banques israéliennes et palestiniennes. Ce geste, annoncé pour la fin juin, risquait d'accélérer l'effondrement de l'économie locale. M. Smotrich a pour objectif assumé de détruire l'Autorité palestinienne (AP) du président Mahmoud Abbas, dernier embryon d'autonomie palestinienne en Cisjordanie.

Jeudi, M. Smotrich s'est également vu contraindre par le premier ministre Benyamin Nétanyahou de reverser à l'AP une part des taxes que l'Etat d'Israël prélève en son nom aux frontières et qu'il avait cessé de lui transférer depuis octobre 2023. M. Nétanyahou, s'est récemment aligné sur les vues de l'armée, en soulignant l'intérêt qu'a l'Etat hébreu d'empêcher l'effondrement de l'AP, vue comme un organe de stabilisation de la Cisjordanie. ■

LOUIS IMBERT

Le Pakistan et l'Inde sous une chaleur mortelle

Les canicules successives ont tué plusieurs centaines de personnes

NEW DELHI - correspondance

Les températures n'ont cessé de dépasser les 40 °C, sans offrir de répit, pas même la nuit. « *C'est comme de vivre dans un four* », dit Ruqqaya Bibi, habitante d'un quartier populaire de Karachi. A la fin du mois de juin, huit jours durant, la grande ville portuaire du sud du Pakistan a subi une vague de chaleur torride, couplée à une humidité sans précédent. Les hôpitaux ont été submergés par un afflux de malades souffrant d'insolation et de déshydratation sévère. « *Les patients, dont le nombre dépasse de loin la normale, présentent de fortes fièvres, une fébrilité, des vomissements et des diarrhées* », détaille Shaguta Ismail, infirmière à l'hôpital civil D^r Ruth K. M. Pfau, un établissement public de la mégapole.

En dix jours, au moins quarante-neuf personnes sont mortes à Karachi en raison de la chaleur, selon un bilan des autorités provinciales daté du mardi 2 juillet. En réalité, la canicule y a vraisemblablement coûté la vie à plusieurs centaines de personnes, rien qu'en une semaine. « *Nos morgues voient habituellement arriver entre vingt-cinq et trente corps par jour*, estime Faisal Edhi, directeur de la Fondation Edhi, qui gère des chambres mortuaires et une flotte d'ambulances. *Entre le 21 et le 27 juin, ce nom-*

bre est monté en flèche pour atteindre les 830 », poursuit-il. Une augmentation qui coïncide avec le pic de la vague de chaleur. Avant de s'abattre sur Karachi, la canicule a frappé bien d'autres localités. A la fin du mois de mai, la température a dépassé les 52 °C dans la cité archéologique de Mohenjo-daro, site majeur de la civilisation de la vallée de l'Indus.

Des vagues de chaleur inhumaine se sont également abattues sur tout le nord de l'Inde. A New Delhi, le thermomètre a dangereusement flirté avec les 50 °C, terrasant les habitants et menaçant leur vie. Trente-trois agents électoraux sont morts de coup de chaud en Uttar Pradesh, le 1^{er} juin ; quelques jours plus tôt, dans l'Etat du Bihar, quatorze personnes ont péri en vingt-quatre heures sous l'effet de la canicule. Des milliers de personnes ont été hospitalisées. « *Les hautes températures ont des effets désastreux sur le corps, il existe tout un éventail de maladies liées à la chaleur, l'insolation étant le stade ultime* », met en garde Amlendu Yadav, professeur à l'hôpital D^r Ram Manohar Lohia de New Delhi.

Le réchauffement climatique promettant la multiplication de ces épisodes de forte chaleur, cet établissement public de la capitale indienne a inauguré, à la mi-mai, une unité destinée à traiter les victimes de grave insolation. Celles admises dans cet hôpital



Une patiente souffrant d'un coup de chaleur, dans un hôpital de Karachi, au Pakistan, le 25 juin. FAREED KHAN/AP

sont immédiatement plongées dans une baignoire en céramique remplie de glace. « *La plupart des patients arrivent ici inconscients, ils vomissent, convulsent, il faut tout mettre en œuvre pour faire baisser leur température corporelle aussi vite que possible et éviter ainsi la défaillance des organes vitaux* », explique le professeur Yadav. Le taux de mortalité d'une insolation sévère est de 80 %, mais peut-être ramené à 10 % grâce à une prise en charge rapide.

Accès à des abris rafraichissants
Depuis la mi-mai, plus d'une cinquantaine de personnes ont été soignées dans cette nouvelle unité. Toutes ont ensuite été placées en soins intensifs, sous assistance respiratoire. « *La moitié des patients qui ont survécu souffrent de séquelles neurologiques telles que l'aphasie, une perte partielle ou complète du langage, d'autres d'une insuffisance rénale, potentiellement irréversible* », explique Himanshu Sikri, médecin du service de soins intensifs.

Les vagues de chaleur auraient causé plus de quarante mille cas d'insolation et coûté la vie à plus de cent personnes en Inde depuis le 1^{er} mars, selon les chiffres officiels, largement sous-estimés. Une étude publiée par le Karolinska

Institutet, en Suède, mentionne que les vagues de chaleur de deux jours en Inde peuvent provoquer une augmentation de 15 % du nombre moyen de décès quotidiens, tandis qu'une vague de chaleur intense de cinq jours peut faire augmenter les décès quotidiens de plus de 30 %. « *Cela représenterait des dizaines de milliers de morts supplémentaires si une vague de chaleur intense de cinq jours survenait partout en Inde, une seule fois au cours de la saison estivale, faisant d'une seule canicule intense, la catastrophe annuelle la plus meurtrière* », estiment Shruti M. Deorah et Ashok Gadgil, de l'université de Berkeley, dans une tribune parue dans le quotidien indien *Hindustan Times*. A l'hôpital D^r Ram Manohar Lohia, les jours de grosse chaleur, le nombre de personnes qui sont déjà mortes à leur arrivée est trois à quatre fois supérieur à la normale.

A New Delhi, comme à Karachi, les populations les plus démunies sont les plus vulnérables au stress thermique. En Inde, on considère que les trois quarts des ouvriers travaillent en extérieur. « *Dans mon équipe de huit personnes, quatre ont été envoyées à l'hôpital, ils souffrent de diarrhée et de fièvre*, explique Nausad Ahmed, soudeur sur un chantier de construc-

« Dans mon équipe de huit personnes, quatre ont été envoyées à l'hôpital »

NAUSAD AHMED
soudeur à New Delhi

tion de la capitale indienne. *On suffoque et on tombe malade en permanence*. » Même à l'abri du soleil, les plus pauvres, contraints de vivre dans des logements insalubres, souffrent de la chaleur.

En Inde, seuls les logements de 10 % des habitants sont équipés d'un climatiseur permettant à ces derniers de se rafraîchir. Les villes d'Asie du Sud densément peuplées forment des îlots de chaleur dans lesquels il fait jusqu'à 2 °C de plus que dans les zones environnantes. La peur d'y succomber pousse certains travailleurs migrants à rentrer dans leur village le temps de laisser passer les chaleurs torrides. L'Inde et le Pakistan pourraient perdre plus de 5 % de leur richesse nationale, d'ici à 2030, en raison de l'impact du stress thermique sur la productivité du travail, selon des

projections réalisées par l'Organisation internationale du travail.

« *Les institutions et les infrastructures publiques en Inde ne sont pas prêtes à affronter la monstrueuse chaleur extrême qui marquera la crise climatique* », regrettent M^{me} Deorah et M. Gadgil. Les plans pour la canicule mis en place dans plus d'une dizaine d'Etats indiens, ainsi que dans des villes et des districts, demeurent largement insuffisants. « *Sous-financés* », mais aussi incapables d'identifier et de cibler les groupes vulnérables, ces programmes sont mal adaptés, est-il rapporté dans une étude, réalisée, en 2023, par le Centre for Policy Research. « *Les plans "canicule" doivent étendre leurs interventions pour inclure l'accès à des abris rafraichissants* », écrivent encore M^{me} Deorah et M. Gadgil, qui appellent également les pouvoirs publics à prendre des mesures à long terme en adaptant les villes, grâce à des espaces verts, et les habitats informels, pour que ceux-ci résistent mieux à la chaleur.

Alors que les températures ont commencé à baisser sous l'effet des premières pluies de la mousson, les inondations menacent désormais cette zone particulièrement vulnérable au changement climatique. ■

CAROLE DIETERICH

Au sommet d'Astana, Pékin et Moscou prônent un « nouvel ordre multilatéral »

Les dirigeants de l'Organisation de coopération de Shanghai, regroupant plusieurs Etats eurasiatiques, se sont réunis les 3 et 4 juillet

ASTANA - envoyée spéciale

Deux jours durant, les berlines noires ont défilé entre les gratte-ciel et la mosquée d'Astana, la mégapole kazakhe futuriste où s'est déroulé, mercredi 3 et jeudi 4 juillet, le 24^e sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), présidé cette année par le Kazakhstan. Au total, quatorze chefs d'Etat se sont personnellement rendus dans la capitale kazakhe ainsi que les représentants des quatorze pays partenaires de dialogue en plus de la Mongolie, invitée en tant qu'Etat observateur.

L'ensemble des pays présents, représentant, selon l'OCS, « 45 % de la population mondiale », confère de fait une importance particulière à ce sommet. D'abord née de l'initiative des « Cinq de Shanghai », en 1996, un bloc comprenant la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan, l'organisation régionale s'était d'abord fixé la priorité de régler la question des frontières des anciennes républiques soviétiques à l'effondrement de l'URSS. Elle a intégré ensuite des ques-

tions plus larges, commerciales et de contre-terrorisme. Toujours dominée par la Chine et la Russie, l'OCS s'est élargie, au fil des années, avec l'Ouzbékistan, en 2001, l'Inde et le Pakistan, en 2017, et, enfin, l'Iran, en 2023, marquant un tournant défiant vis-à-vis de l'Occident. Une tendance qui s'est encore renforcée cette année avec l'entrée officielle de la Biélorussie, un régime dictatorial proche de la Russie, dont le président, Alexandre Loukachenko, a immédiatement fustigé l'Occident, le 4 juillet, qualifiant Washington de « *destructeur des institutions internationales* ».

Des propos contre l'Ouest qu'ont également formulés la Chine et la Russie, qui ont vu leurs liens renforcés depuis la guerre en Ukraine. Les deux puissances ont dit vouloir bâtir un « *nouvel ordre multilatéral* », sous-entendu, une alternative aux institutions internationales dominées par les Etats-Unis, sur le continent eurasiatique. Le président chinois a déclaré que les Etats de l'OCS devaient « *résister ensemble aux ingérences extérieures face aux défis réels de l'intervention et de la division* ». Le président

russe, Vladimir Poutine, a, quant à lui, salué le respect de l'OCS sur un « *règlement pacifique de la question ukrainienne* », contrairement à l'Occident. « *L'Ukraine a refusé de négocier. Elle l'a fait publiquement sur ordre direct de Londres, et donc, sans aucun doute, de Washington. Les responsables ukrainiens le disent directement et ouvertement* », a-t-il lancé, le 4 juillet.

Le dirigeant russe a profité de son déplacement à l'étranger, une occasion rare depuis son mandat d'arrêt par la Cour pénale internationale, en mars 2023, pour s'entretenir personnellement avec six de ses homologues, dont le Chinois Xi Jinping et le Turc Recep Tayyip Erdogan, ce dernier se positionnant depuis deux ans comme potentiel médiateur dans le règlement de la guerre en Ukraine. Une rencontre entre le président russe et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, invité par le Kazakhstan dans le format lancé pour la première fois d'« OCS Plus », qui rassemble les organisations partenaires de l'OCS, était évoquée, mais elle n'a pas eu lieu.

Si la Russie et la Biélorussie ont clairement critiqué l'Occident, les

autres membres sont restés plus nuancés et prudents dans leurs déclarations. Ni le Pakistan, ni l'Inde, ni les pays d'Asie centrale n'ont ouvertement soutenu l'invasion russe, et sont restés modérés dans leurs déclarations concernant les partenaires occidentaux. Le premier ministre indien, Narendra Modi, qui était allé jusqu'à apostropher Vladimir Poutine lors du sommet de l'OCS à Samarcande, en 2022, sur sa décision d'envahir l'Ukraine, a, cette fois, été remplacé par son ministre des affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar. M. Modi devrait toutefois s'entretenir avec Vladimir Poutine lors d'une visite d'Etat à Moscou, les 8 et 9 juillet.

Plate-forme de diplomatie

Les Etats d'Asie centrale ont manifesté moins d'intérêt pour le président russe, beaucoup plus pour la Chine. Arrivé à Astana avant le sommet, Xi Jinping a d'ailleurs été accueilli en grande pompe à l'aéroport par un défilé aérien. Pour les républiques du Tadjikistan, où le président chinois s'est envolé après le sommet, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du

Kazakhstan, enclavés et restés dépendants de la Russie, Pékin offre, grâce aux milliards de dollars d'investissement en infrastructures, dont le projet des « nouvelles routes de la soie », la promesse d'un avenir plus attrayant.

Le Kazakhstan, pays hôte du sommet, a fait de la « *politique multivectorielle* » un fer de lance de sa diplomatie depuis des décennies, et s'est renforcé depuis 2022 et la guerre en Ukraine, développant également ses partenariats commerciaux avec l'Europe mais aussi les Etats du Golfe, dont le Qatar et les Emirats arabes unis, qui étaient également invités en tant que membre partenaire de dialogue de l'OCS. « *En tant que puissance moyenne, notre intérêt est de promouvoir le multilatéralisme et le dialogue*, explique Roman Vasilenko, diplomate kazakh. *Par exemple, nous sommes prêts à devenir un médiateur entre la Russie et l'Ukraine* », avance-t-il.

Les Etats membres se sont félicités de la signature de plusieurs documents à caractère culturel, bien qu'après vingt-trois années d'existence, l'OCS se résume surtout à une plate-forme de diplo-

matie déclaratoire. Créée au départ pour lutter contre la menace terroriste dans la région, l'organisation ne s'est toutefois jamais affirmée dans ce domaine, malgré les menaces, toujours présentes, notamment dans l'Afghanistan voisin, où l'organisation Etat islamique du Khorassan, responsable de la mort de plus de 140 personnes lors de l'attentat contre le Crocus City Hall, à Moscou le 22 mars, est implantée.

Kaboul, membre observateur de l'OCS depuis 2012, n'est plus invité depuis la prise de pouvoir des talibans en 2021. Mais certains membres de l'OCS, dont la Russie, pour qui « *les talibans sont nos alliés contre le terrorisme* », seraient enclins à intégrer davantage l'Afghanistan. Une position que partagerait la diplomatie chinoise, qui semble progresser vers une reconnaissance du régime afghan en étant le seul Etat à avoir nommé un ambassadeur à Kaboul depuis le retour des talibans. Le prochain sommet de l'OCS, qui se déroulera en 2025 à Pékin sous la présidence de Xi Jinping, pourrait faire évoluer les choses d'ici là. ■

EMMA COLLET

Narcotrafic : l’ancienne maire de Canteleu relaxée

Pour le tribunal, aucun « acte positif » ne caractérise une complicité

Mélanie Boulanger n’est pas la complice d’un trafic de drogue, a tranché la 13^e chambre du tribunal correctionnel de Bobigny en relaxant l’ancienne maire de Canteleu (Seine-Maritime), jeudi 4 juillet. Près de trois ans après son placement en garde à vue, en octobre 2021, « l’affaire Mélanie Boulanger » s’achève, dégonflée en quelques jours d’audience, même si le cas de l’élue, au dire du président, Jean-Baptiste Acchiardi, a « *longuement interrogé le tribunal* ».

Il était reproché à cette socialiste de 47 ans d’avoir favorisé le lucratif trafic de stupéfiants aux mains des membres de la redoutable famille Meziani, en ne dénonçant pas leurs agissements aux autorités compétentes, en retardant la pose d’une caméra de vidéosurveillance sur un point de deal, ou en leur transmettant des informations relatives à des opérations policières, et ce, par l’intermédiaire de son adjoint et amant, Hasbi Colak, issu du même quartier que les Meziani, dont il était resté proche.

Un an de prison avec sursis avait été requis contre elle par la procureure Alice Dubernet, qui avait estimé que la maire avait « *basculé dans un engrenage* » du fait de sa relation amoureuse avec son adjoint, au point de se retrouver « *au cœur d’un pacte de non-agression avec les Meziani* » qui n’avait « *fait*

qu’accroître la pérennité du trafic de stupéfiants ».

Si le tribunal a estimé que la relation entretenue avec M. Colak avait bien entraîné un « *affaiblissement des garde-fous déontologiques* » de l’ancienne maire, et « *objectivement facilité* [son] accès pour le groupe délinquant », qui a alors pu lui transmettre des messages à travers M. Colak, il n’existe aucun « *acte positif* » ayant pu favoriser le trafic et caractériser une complicité – rien ne prouve, par exemple, que la pose de la caméra de vidéosurveillance a bien été reportée, et encore moins à la demande des trafiquants.

« **J’ai retrouvé mon honneur** » Rien n’établit, affirme le tribunal, l’existence d’un pacte de « *non-mixtion dans le trafic contre la paix sociale* ». La théorie d’un potentiel « *double discours* » de M^{me} Boulanger – réclamant pour obtenir plus de moyens contre le trafic, mais collaborant avec les Meziani – a fait long feu. Pour elle comme pour Hasbi Colak, il n’a été démontré aucun enrichissement, ni aucun gain politique.

« *Cette affaire a été énormément fantasmée du côté de l’accusation, estime Arnaud de Saint-Remy, avocat de M^{me} Boulanger. On a cru tenir une affaire hors norme et exemplaire : la maire d’une petite commune de province impliquée dans un trafic, alors qu’elle était*

« Je continuerai à m’intéresser à la chose publique, mais plus jamais mon nom ne figurera sur un bulletin de vote »

MÉLANIE BOULANGER
ancienne maire de Canteleu

irréprochable. La justice s’est emballée, mais elle s’honore en reconnaissant qu’elle a pu se fourvoyer. »

A l’audience, l’accusation a parfois semblé bien fragile, se fondant ici sur une sonorisation manifestement mal retranscrite, là sur les souvenirs flous d’un commissaire de police. Loin d’établir une compromission avec des trafiquants locaux, l’audience a mis en lumière la difficulté pour les maires de petites et moyennes communes touchées par le narcotrafic (un phénomène en progression, selon une récente commission d’enquête sénatoriale) de composer avec leurs administrés, puissants et potentiellement violents, qui contrôlent le marché de la drogue.

« *J’ai tout perdu dans cette affaire, a réagi Mélanie Boulanger, très émue. J’ai perdu trente-trois mois de ma vie, j’ai perdu le goût de me donner à la chose publique par un*

mandat, mais j’ai retrouvé mon honneur, et justice a été rendue. »

En février, éreintée par cette affaire, elle a fini par démissionner de son poste de maire. Hors de question de se relancer en politique. « *Je continuerai à m’intéresser à la chose publique, mais plus jamais mon nom ne figurera sur un bulletin de vote.* »

Pour avoir – sachant qu’il s’agissait de trafiquants, selon le tribunal – prêté sa voiture à un proche des Meziani, ou transmis à la municipalité la demande de logement d’un autre, Hasbi Colak a été condamné à un an de prison avec sursis et cinq ans d’inéligibilité pour « complicité ». L’enfant des quartiers de Canteleu, parvenu à s’en extirper pour devenir patron d’un restaurant de kebab puis adjoind au commerce, a fini par être rattrapé par ses anciennes amitiés et ses liens de quartier. « *Peut-être que ça m’a dépassé, peut-être que j’ai fait des choses pour les Meziani que je n’aurais pas dû faire* », avait-il admis à l’audience.

Seize autres prévenus de ce procès, pour leur rôle plus ou moins important au sein du trafic lui-même, ont tous été déclarés coupables, et condamnés à des peines allant de un an à dix ans de prison et à 2 millions d’euros d’amende pour l’un des chefs du clan, Aziz Meziani, parti trouver refuge au Maroc et jugé en son absence. ■

HENRI SECKEL

Oudéa-Castera renvoyée devant la Cour de justice

La ministre comparaitra pour diffamation après une plainte de l’ex-président de la FFF

A trois semaines des Jeux olympiques de Paris et à trois jours du second tour des élections législatives, c’est un rebondissement judiciaire dont Amélie Oudéa-Castéra se serait volontiers passée. Selon une information de l’Agence France-Presse, confirmée par *Le Monde*, la Cour de justice de la République (CJR) a ordonné, jeudi 4 juillet, le renvoi en procès de la ministre des sports pour « diffamation publique envers un particulier » à la suite d’une plainte déposée, le 24 avril 2023, par l’ex-président de la Fédération française de football (FFF), Noël Le Graët, 82 ans.

M^{me} Oudéa-Castéra était mise en examen depuis décembre 2023 dans le cadre d’une information judiciaire ouverte en juin 2023 par la CJR, seule juridiction compétente pour juger les délits commis par les membres du gouvernement dans l’exercice de leurs fonctions. Ce renvoi de la ministre est l’épilogue d’un bras de fer entamé en septembre 2022 par M. Le Graët et Amélie Oudéa-Castéra. A l’époque, à la suite d’accusations de harcèlement sexuel visant M. Le Graët, la ministre avait diligé une mission d’inspection à la FFF.

Noël Le Graët accuse la ministre d’avoir fait, lors d’une conférence de presse, le 15 février 2023, une présentation tronquée du contenu du rapport d’audit mené à la FFF par l’inspection gé-

nérale de l’éducation, du sport et de la recherche (IGESR).

L’entourage de la ministre des sports déclare au *Monde* que le renvoi de cette dernière est une « *procédure habituelle* » qui « *correspond à la reconnaissance par la CJR de l’existence matérielle des propos qui lui sont attribués, mais ne préjuge en rien de leur caractère répréhensible* ». La ministre, qui devrait quitter le gouvernement après les législatives, « *se tient à nouveau à la disposition de la justice pour apporter tous les éléments nécessaires.* »

Depuis la naissance de la CJR en 1993, et avant la procédure engagée par M. Le Graët, seule une plainte en diffamation avait pourtant passé le « filtre » de la commission des requêtes : celle visant Ségolène Royal, relaxée en 2000. « *C’est une très bonne nouvelle, réagissent les avocats de M. Le Graët, Florence Bourg et Thierry Marembert, qui ont saisi le tribunal administratif pour obtenir l’annulation du rapport d’audit de l’IGESR. La commission d’instruction de la CJR a manifestement considéré qu’il existait suffisamment d’éléments à charge contre la ministre pour la renvoyer devant la CJR pour être jugée.* »

Une enquête pénale visant M. Le Graët pour « harcèlement moral et sexuel » ouverte en janvier 2023 suit par ailleurs son cours au parquet de Paris. ■

RÉMI DUPRÉ

Une opératrice du SAMU condamnée à un an de prison avec sursis

Corinne M. était jugée à la suite de la mort d’une jeune femme de 22 ans, en 2017, dont l’appel à l’aide n’avait pas été pris au sérieux

STRASBOURG - correspondance

Corinne M., une ancienne régulatrice du SAMU 67, a été condamnée, jeudi 4 juillet, à douze mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Strasbourg pour non-assistance à personne en danger. La cour a durci les réquisitions de la procureure, qui avait demandé dix mois avec sursis, à l’issue d’un procès venu boucler une longue instruction de six ans et demi.

La mort de Naomi Musenga, 22 ans, et mère d’une petite fille de 18 mois, avait connu un fort retentissement et conduit à une réforme de la régulation médicale, avec l’adoption d’une formation obligatoire pour exercer ce métier.

Le 29 décembre 2017 au matin, Naomi Musenga, 22 ans, appelle le 17, qui l’oriente vers le SAMU. Ni cet appel ni celui passé quelques heures plus tard par sa belle-sœur, venue en urgence prêter secours à la jeune femme, ne seront pris au sérieux. Ce n’est qu’après une intervention de SOS Médecins, plusieurs heures plus tard, que le danger sera finalement reconnu, Naomi sera prise en charge aux hôpitaux universitaires de Strasbourg, où elle mourra en fin d’après-midi.

A la suite du décès, la famille se démène pour avoir des explications, mais c’est la fuite, en avril 2018, d’un enregistrement de la conversation avec le SAMU qui entraîne l’ouverture d’une enquête pénale et d’une enquête de l’Inspection générale des affaires sociales. L’opératrice est suspendue, et le médecin responsable du SAMU démissionne.

Jeudi, l’enregistrement a été diffusé à l’audience. Un moment

« Oui, vous allez mourir, certainement un jour, comme tout le monde »

CORINNE M.

éprouvant pour la famille et accablant pour Corinne M. On y entend la voix faible de M^{me} Musenga qui demande de l’aide et dit avoir très mal. Avec un ton excédé, l’opératrice menace de raccrocher, s’abstient de poser des questions, puis, alors que la jeune femme lui dit qu’elle va mourir, lui lance d’un ton moqueur : « *Oui vous allez mourir, certainement un jour, comme tout le monde.* »

Aucune question précise

A aucun moment, Corinne M. ne pose de questions précises à l’appelante, sur sa douleur ou ses symptômes comme le suppose sa mission. Sur un ton moqueur, elle lui intime d’appeler SOS Médecins, ajoutant : « *Je ne peux pas le faire à votre place.* » Une possibilité qui existe pourtant lorsque le patient est trop faible.

Corinne M. n’était toutefois pas poursuivi pour homicide involontaire, car l’instruction avait établi que le retard de la prise en charge n’avait pas causé la mort, l’état de la victime étant déjà trop dégradé au moment du premier appel, mais pour non-assistance à personne en danger. Une infraction punie de cinq ans d’emprisonnement et de 75 000 euros d’amende. Lors de l’audience, Corinne M. a tenu à présenter ses excuses à la famille. Un geste qui

n’avait jamais été fait auparavant, salué par la mère de la victime, Honorine Musenga, qui a précisé, très émue, devant la cour : « *Nous vous pardonnons, mais il faut qu’on en revienne aux faits pour comprendre qu’on ne peut pas faire ça.* »

Tout au long de l’audience, l’ancienne opératrice – qui raconte avoir subi des menaces de mort à la suite de la forte médiatisation de l’affaire – a semblé pourtant tourner autour de sa responsabilité, accusant un rythme de travail très lourd et un mal-être croissant à son poste : « *On a l’impression que M^{me} Musenga était discréditée dès qu’elle a appelé. Vous n’écoutez pas ce qu’elle dit, vous ne posez pas de questions* », s’étonne la régulatrice. « *Chaque appel était comme une agression* », se défend Corinne M.

Appelé à la barre, le responsable du SAMU d’alors, Hervé D. ne nie pas les conditions très difficiles de ce métier « *qu’on ne peut pas faire toute sa vie* ». Il évoque : « *Un flot d’appels (...), un océan de demandes où il faut savoir détecter la situation qui sort de l’ordinaire. La douleur abdominale en fait partie.* » Mais le médecin est clair : M^{me} Musenga aurait dû être renvoyée au médecin régulateur. « *C’est un système qui survalue les situations pour donner le plus de chance au patient, ici, c’est un contre-exemple.* »

Malgré plusieurs expertises lors de l’instruction, la cause de la mort de M^{me} Musenga reste aujourd’hui sans réponse médicale. L’avocat de la famille, M^e Jean-Christophe Coubris, a dit, lors de l’audience, qu’il comptait, à l’issue du dossier pénal, poursuivre les hôpitaux universitaires de Strasbourg devant le tribunal administratif. ■

STÉPHANIE WENGER

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

L'HISTOIRE DE L'EAU DANS LA VILLE

Douce et vive, l'eau accompagne l'humanité depuis des millénaires. Son accès, sa qualité sont des enjeux du présent et de l'avenir. Ce hors-série raconte l'histoire des fontaines urbaines, notamment celle méconnue des fontaines Wallace, aujourd'hui réinterprétées à Nantes par l'artiste Cyril Pedrosa.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 100 PAGES - 10,99 €

Eramet fait le pari du lithium argentin

Le groupe minier français ouvre une usine d’extraction du métal stratégique pour les batteries électriques

REPORTAGE

SALTA, CENTENARIO (ARGENTINE)

L’usine fait près de 30 hectares de superficie, mais elle paraît presque minuscule au milieu de l’immense plaine désertique de la Puna Salteña. Au loin, les sommets de la cordillère des Andes rendent le décor encore plus irréel et l’espace à perte de vue, battu par le vent et le froid, donnerait presque l’impression d’évoluer sur une autre planète. C’est ici, dans le *salar* (désert de sel) de Centenario-Ratones situé à 3 870 mètres d’altitude dans la province de Salta, au nord-ouest de l’Argentine, que le groupe minier français Eramet a inauguré, mercredi 3 juillet, son usine d’extraction directe de lithium.

Le site industriel, présenté à l’occasion d’un voyage de presse auquel *Le Monde* a participé, est situé dans le « triangle du lithium » en Amérique latine, entre Argentine, Bolivie et Chili, qui concentre à lui seul plus de deux tiers des ressources mondiales de cet « or blanc », métal stratégique essentiel pour la fabrication de batteries électriques. Les premières prospections ont été menées sur place en 2010, avant la création d’un site pilote en 2019, mis sous cloche pendant la pandémie de Covid-19, et relancé dès 2021.

Pour développer son projet, Eramet s’est associé avec le géant chinois Tsingshan, spécialisé dans le nickel et l’acier inoxydable, pour créer une coentreprise, Eramine, détenue à 50,1 % par le groupe français et 49,9 % par son partenaire asiatique. Coût du chantier : 870 millions de dollars (804 millions d’euros), dont près des deux tiers (515 millions) ont été pris en charge par Tsingshan.

Conditions climatiques extrêmes

Le début de la production de lithium à Centenario est attendu pour novembre. Objectif : fournir 24 000 tonnes par an de carbonate de lithium de qualité batterie, de quoi équiper l’équivalent de 600 000 véhicules électriques. « Cette usine est la première concrétisation de la stratégie d’Eramet pour devenir un acteur mondial-clé dans la production durable de lithium et dans la transition énergétique », s’est félicitée sur place la PDG d’Eramet, Christel Bories.

Le site d’extraction et de raffinage a été créé de toutes pièces, dans des conditions climatiques souvent extrêmes. Le chantier a consisté à creuser vingt-cinq puits de 20 centimètres de dia-



Le site de production de lithium d’Eramet, à Centenario-Ratones (Argentine), le 3 juillet.
LEANDRO HERRERA/ERAMET

mètre, espacés d’un kilomètre chacun et destinés à pomper le lithium dans des saumures à 400 mètres de profondeur. Et à bâtir l’usine de traitement et de raffinage du métal. Pour y parvenir, Eramet a dû construire sur place une piste d’atterrissage de 3,5 kilomètres de long, tracer des pistes pour acheminer matériels et employés, et faire venir le gaz par un pipeline de 320 kilomètres pour alimenter le site en énergie. Jusqu’à 1 600 personnes ont travaillé à la construction de l’usine. A partir de l’automne, elle devrait accueillir 350 employés – par roulement de moitié chaque semaine, dans un camp de vie sur place –, dont 80 % seront originaires de la province de Salta.

La technologie développée par Eramet pour extraire directement le lithium est observée de près par ses concurrents car elle assure un taux de récupération élevé, de l’ordre de 90 %, avec un délai de production réduit à une semaine. Le lithium est capturé dans la saumure par l’utilisation d’un solide actif qui fonctionne

Objectif : fournir de quoi équiper l’équivalent de 600 000 voitures électriques par an

comme une éponge, puis filtré, lavé et traité pour donner du carbonate de lithium avec un taux de recyclage de l’eau de « plus de 60 % ». En comparaison, les techniques par évaporation, très présentes en Amérique du Sud dans des bassins à l’air libre, offrent des taux de récupération de seulement 40 % à 50 % pour des délais de douze à dix-huit mois, avec des pertes en eau plus importantes.

Eramet devient ainsi la première entreprise européenne à produire du carbonate de lithium de qualité batterie à l’échelle industrielle, avec une maîtrise de l’ensemble de la chaîne de valeur, de l’exploration à l’extraction et au raffinage sur place. Un atout compétitif

dans la bataille mondiale dominée par l’Australie, le Chili et la Chine. « C’est un projet important pour la France qui prouve qu’un écosystème de l’industrie de la batterie électrique se met en place petit à petit », estime Benjamin Gallezot, le délégué interministériel français aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques.

Une deuxième usine en projet

Mais pour l’instant, Eramet, qui s’est associé au suisse Glencore pour la commercialisation de son lithium argentin, devrait le vendre principalement à des fabricants chinois de cathodes de batteries, faute de clients en Europe et en France. « Eramet serait ravi de pouvoir contribuer à la chaîne de valeur européenne des batteries, mais on vend là où il y a un marché et pour le moment c’est à 85 % en Chine et à 15 % en Corée du Sud et au Japon », constate Christel Bories.

Après une dégringolade de 80 % de son cours en 2023, le prix de l’or blanc s’est établi à près de 11 000 dollars la tonne de carbonate de lithium. Plus rien à voir

avec l’emballement de ces dernières années – en 2022, la tonne de carbonate avait pu atteindre 80 000 dollars. La baisse récente est due en grande partie à l’offre excédentaire chinoise et au ralentissement du marché de l’automobile électrique. Mais les experts estiment que les besoins en lithium ne vont cesser de croître dans la prochaine décennie, poussés par la transition énergétique.

Eramet a déjà programmé une « phase 2 » à Centenario, avec le projet d’une deuxième usine de 800 millions de dollars qui pourrait produire cette fois 30 000 tonnes supplémentaires par an de carbonate de lithium. Le groupe attend l’obtention des permis de construire, mais surtout la mise en œuvre du régime d’investissement pour les grands projets industriels décidé par le nouveau président de l’Argentine, Javier Milei. Une réforme fiscale qui devrait profiter autant aux industriels qu’au chef de l’Etat argentin en recherche de financements étrangers alors que l’économie de son pays est en crise.

En plus du soutien des autorités locale et fédérale argentines, Eramet a obtenu en 2020 le « consentement des populations locales » pour l’installation de son usine, alors que les impacts sociaux et environnementaux de l’exploitation du lithium sont régulièrement critiqués. Le groupe estime que sa présence devrait rapporter environ 160 millions de dollars par an de retombées directes et indirectes pour la province. Le village le plus proche, Santa Rosa de los Pastos Grandes, se situe à une cinquantaine de kilomètres, avec quelque 300 habitants.

Pour Eramet, qui réalise encore l’essentiel de son chiffre d’affaires grâce au manganèse gabonais et au nickel calédonien et indonésien, la réussite du projet argentin lui permettrait de monter en puissance dans le marché des métaux critiques. Preuve de son investissement dans le lithium sud-américain, le groupe a aussi acquis, fin 2023, un vaste ensemble de concessions minières dans la région d’Atacama, au nord du Chili. ■

BASTIEN BONNEFOUS

Une gigantesque installation éolienne verra le jour au Québec

Deux communautés autochtones et un regroupement de municipalités seront actionnaires à 50 % du parc développé par Hydro-Québec

QUÉBEC - correspondance

Au Québec, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans le nord de la province, est réputée pour son fjord, ses forêts et ses bleuets (myrtilles). Elle devrait bientôt l’être aussi pour un « mégaparc » éolien : mercredi 3 juillet, Hydro-Québec, la société publique québécoise productrice et fournisseuse d’électricité, a annoncé être parvenue à une entente avec des communautés autochtones et des municipalités. Avec une capacité de 3 000 mégawatts et une superficie de 5 000 kilomètres carrés, ce projet deviendra le deuxième plus grand parc éolien au monde, derrière celui de Jiuyan, en Chine. Neuf milliards de dollars cana-

diens (6,2 milliards d’euros) y seront investis alors que de premiers équipements pour collecter des données sur la qualité du vent seront installés courant août et qu’une période de consultation publique débutera. De premières éoliennes pourraient voir le jour dans la zone avant 2030, confirme l’entreprise publique.

Pour Hydro-Québec, ce « mégaparc » constitue une étape importante dans la concrétisation de sa stratégie de développement, qui prévoit l’ajout à son réseau de 10 000 mégawatts de nouvelles capacités éoliennes d’ici à 2035. Le groupe public, connu pour la construction et la gestion de centrales et de barrages hydroélectriques, s’était tenu jusqu’à présent à l’écart de la production d’énergie

éolienne, la laissant à des acteurs privés. Mais, le 30 mai, son PDG, Michael Sabia, a confirmé ouvrir son entreprise à l’éolien. Cette énergie est dorénavant la « locomotive » de l’expansion d’Hydro-Québec a affirmé le dirigeant.

Derrière ces chiffres, il y a aussi une entente inédite entre le producteur d’électricité et deux communautés autochtones, dont les terres accueilleront les éoliennes, les Atikamekw et les Pekuakamiulnuatsh. Toutes deux, ainsi qu’un regroupement de municipalités, seront actionnaires à 50 % du projet, tandis que l’autre moitié sera détenue par Hydro-Québec. Pour Viviane Chilton, cheffe du conseil des Atikamekw de Wemotaci, « ce partenariat représente une opportunité de dévelop-

ment économique significative pour notre communauté, mais aussi une contribution importante à la transition énergétique du Québec ». Le partenariat a été entériné par le gouvernement le 12 juin.

Deux ombres planent

Le projet pourrait faire des émules au sein des communautés autochtones alors que la stratégie de développement d’Hydro-Québec prévoit la participation, dès le départ et à titre d’actionnaires, de celles-ci dans de futurs développements : une volonté de « réconciliation » affichée par le groupe, alors qu’il a été, par le passé, accusé de perpétuer le colonialisme. Deux autres sites sont envisagés, l’un sur la Haute-Côte-Nord et l’autre, à proximité de la baie Ja-

mes. Le nord de la Belle Province sera privilégié autant que possible : outre que les vents y sont très puissants, l’énergéticien espère s’épargner d’éventuelles contestations, ces territoires étant moins peuplés que le sud du Québec.

Cependant deux ombres planent sur ce développement de ces parcs. La première est celle qu’ils font peser sur la biodiversité. « La décarbonation de nos sociétés ne doit pas se faire sur le dos du vivant », souligne Anne-Céline Guyon, experte climat et énergie à l’association Nature Québec. Même si elle se réjouit du projet, elle rappelle que « les éoliennes ont un impact sur les sols et les territoires, mettant en danger des espèces vulnérables, comme les chauves-souris ou la faune aviaire ». Au Sa-

guenay, les éoliennes pourraient empiéter sur le territoire du caribou forestier, alors qu’une stratégie de préservation de l’espèce est toujours réclamée par Ottawa au gouvernement québécois.

La seconde ombre est celle de la capacité des Premières Nations à investir dans ces projets à la même hauteur qu’Hydro-Québec. Interrogé par Radio-Canada, le chef de l’Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, a rappelé que « les communautés ne sont pas au niveau de l’industrie ». Il a évoqué la possibilité de créer un fonds spécial qui pourrait être mis en œuvre par le gouvernement et dans lequel les communautés pourraient investir. ■

OLIVIER MOUGEOT

La météo pluvieuse pénalise les rendements céréaliers

Alors que les moissons débutent, les prévisions anticipent une baisse de rendement du blé tendre de 13 % comparé à 2023

Avec l'excès d'eau de pluie, le moral part à vau-l'eau. Ce pourrait être le dicton des céréaliers français, confrontés, cette année, à une météo trop arrosée. Ils retiennent leur souffle alors que le coup d'envoi des moissons vient d'être donné. Même s'il est encore trop tôt pour connaître le verdict définitif, les prévisions sont plutôt moroses. Ainsi, Arvalis et Inter-céréales anticipent une baisse de rendement du blé tendre de 13 % comparé à 2023 à 64 quintaux par hectare, selon des données publiées vendredi 5 juillet.

Par rapport à la moyenne décennale, le repli est de 11 %. Toutefois, la teneur en protéines du grain serait stable, à 11,5 %. Ce critère est suivi de près car il conditionne la qualité boulangère du blé tendre et son accès aux marchés d'exportation. « Cette récolte, couplée aux stocks de fin de campagne, permettra à la filière céréalière française d'assurer la souveraineté alimentaire à la fois de notre pays et de nombreux pays dans le monde », assure Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales.

Le ministère de l'agriculture s'était penché, pour sa part, mi-juin, sur l'orge d'hiver et tablait à ce stade sur une baisse de production de 11 % sur un an, à 8,6 millions de tonnes. Les moissonneuses-batteuses sont entrées en action dans les champs d'orge d'hiver la dernière semaine de juin. Au moment même où le soleil faisait enfin son apparition.

« Il y a deux mois, nous pensions être très en avance et finalement la

moisson débute à des dates normales », constate Benoît Piétrement, président du conseil spécialisé dans les grandes cultures de FranceAgriMer et céréalier dans la Marne. Même recalage de calendrier pour les blés meuniers, dont la collecte devrait commencer entre le 10 et le 15 juillet.

« La météo a vraiment été pourrie, avec un cocktail perdant de manque de luminosité, d'excès d'eau et de pression des maladies », s'alarme Arthur Portier, analyste du cabinet Argus Media France (ex-Agritel) et céréalier entre la Seine-et-Marne et l'Oise qui se prête, lui aussi, à l'exercice du pronostic: « Nous nous attendons à une baisse de rendement des orges d'hiver de près de 15 % par rapport à 2023. Soit 6 tonnes à l'hectare contre 7 tonnes un an plus tôt. » Quant à la production de blé, il avait, dès le mois de mai, estimé qu'elle serait en deçà de la barre des 30 millions de tonnes, contre 34,6 millions de tonnes en 2023.

Des calendriers bousculés

« 2024 ne sera pas l'année du siècle », renchérit M. Piétrement qui met en exergue « une très forte hétérogénéité, avec des zones où les rendements seront très bons et d'autres où ils seront catastrophiques », avant de conclure: « Globalement, je dirai que l'on aura une mauvaise année, mais que l'on n'est pas à l'abri de bonnes surprises. »

Depuis le début des semis à l'automne, les céréaliers ont été confrontés à un véritable casse-tête. Les calendriers d'implantation des cultures ont été bouscu-

lés par les pluies incessantes et se sont étirés. Certaines mises en place n'ont tout simplement pas pu être réalisées à temps. Résultat: en 2024, la surface semée en blé tendre est en recul de 7,6 %, à 4,39 millions d'hectares, et celle d'orge d'hiver en repli de 5,9 %, à 1,28 million d'hectares, selon les données publiées par le ministère de l'agriculture.

Parfois, les semis ont tourné court, abîmés par l'excès d'humidité. « J'ai planté 25 hectares de pois qui n'ont pas levé. A la place, j'ai planté du tournesol, qui n'a pas levé non plus », témoigne M. Portier. A chaque fois, une perte sèche pour l'agriculteur. Les céréaliers ont, en effet, tenté de se rattraper au printemps en misant sur plus de maïs, de tournesol, voire d'orge ou de blé de printemps. « J'ai changé ma variété de blé, pour une plus rustique, et elle a pour l'instant bien résisté », constate M. Piétrement. « J'avais 20 hectares de blé non semés, j'ai planté de l'orge de printemps », raconte M. Portier. « L'année a été épouvantable en

termes de météo. C'est un moment pénible à vivre pour les agriculteurs », reconnaît également Philippe Henry, producteur bio en Meurthe-et-Moselle qui a dû jongler avec ses cultures de blé, d'avoine, de tournesol et de soja.

Pic historique

Avec ces tentatives de rattrapage, il reste encore beaucoup d'incertitudes sur l'issue des moissons qui s'achèveront à l'automne. Mais une autre inconnue préoccupe les agriculteurs, celle des prix de vente dont découlera leur rentabilité. Ils regardent avec attention l'évolution des marchés.

Or, après le pic historique atteint au printemps 2022, les cours des céréales n'ont cessé de glisser. Au début du mois de mars, la tonne de blé meunier est même passée sous la barre des 200 euros sur Euronext. La tendance s'est ensuite inversée jusqu'à fin mai où le prix a rebondi pour atteindre 270 euros. Avant de repartir à la baisse. Il oscille aujourd'hui autour des 230 euros. La courbe du maïs a évolué de manière similaire et la tonne de grains jaunes se négocie, début juillet, autour des 210 euros.

« Les marchés sont sous la pression des récoltes aux Etats-Unis qui se passent bien. Il y a une forte correction des cours. De plus, en Russie, les rendements sont meilleurs qu'attendu. La récolte pourrait être comprise entre 82 et 84 millions de tonnes », analyse M. Portier. Le résultat des moissons européennes sera maintenant scruté de près. ■

LAURENCE GIRARD



PERTES & PROFITS | ÉNERGIES

PAR PHILIPPE ESCANDE

La croissance par l'électricité en Europe

Bien loin des joutes politiques qui embrasent le ciel de la France, une information est passée quasiment inaperçue, lundi 1^{er} juillet. L'administration chinoise de l'énergie a déclaré qu'elle allait atteindre dès 2024 ses objectifs de 2030 en matière d'énergies renouvelables. Elle ajoutera d'ici à fin 2024 près de 70 gigawatts de capacité éolienne et 190 gigawatts de capacité solaire, soit, en une seule année, près de quatre fois l'équivalent du total du parc nucléaire français (un peu plus de 60 gigawatts). Même en tenant compte de l'intermittence qui limite la production totale, l'effort chinois est spectaculaire et représente les deux tiers des capacités renouvelables installées chaque année dans le monde.

Facteur limitant

Mais ce n'est que la moitié de l'histoire. Car l'agence américaine Bloomberg nous apprend que la même agence de l'énergie a renoncé à publier le détail de sa production énergétique de mai. Car, selon elle, une bonne partie de cette nouvelle énergie ne peut pas être utilisée, faute de réseau électrique assez solide. Alors on débranche dans la journée des centrales solaires parce qu'elles produisent trop. La raison de cette situation ubuesque est double.

D'une part, le gouvernement

continue d'installer en masse des panneaux et des éoliennes, pour soutenir l'industrie, en difficulté compte tenu du ralentissement des projets mondiaux. D'autre part, le réseau n'est pas adapté.

Partout dans le monde, on est en train de se rendre compte que le facteur limitant de la transition énergétique se situe dans l'architecture et la modernisation du réseau électrique. Cela fait les affaires de l'allemand Siemens Energy, l'une des leaders mondiaux de ce domaine. Dans une interview au *Financial Times*, Tim Holt, le patron de la division réseau, a expliqué qu'il allait devoir embaucher 10 000 personnes d'ici à 2030 pour suivre l'expansion de l'activité.

Investir dans l'électrification et la numérisation du monde, c'est la recette préconisée par l'ex-premier ministre italien Mario Draghi dans son rapport sur la restauration de la compétitivité de l'Europe qu'il doit publier cet été. Une opportunité qu'il chiffre tout de même à 500 milliards d'euros par an. Il propose un grand emprunt et un engagement puissant du privé. L'enjeu de ce sursaut européen sera au cœur des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), qui s'ouvrent vendredi 5 juillet. A la fois bien loin et proche des échéances politiques françaises. ■

Ascometal devrait échoir à un fonds britannique

Le fleuron français de l'acier avait été placé en redressement judiciaire, fin mars

MOSSELLE - correspondance

Les salariés d'Ascometal sont passés par toutes les émotions ces dernières semaines. Mais, lundi 8 juillet, lorsque le tribunal de commerce de Strasbourg rendra son délibéré, ils pourraient enfin entrevoir le bout du tunnel, après une série rocambolesque d'atermolements et de rebondissements. Finalement, il n'y a plus qu'un repreneur en lice de ce fleuron de l'acier implanté en France, passé à deux doigts de disparaître. Et ce n'est pas celui qui était attendu.

Spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficulté, jalonné de succès mais aussi d'échecs, le fonds d'investissement britannique Greybull a reçu l'avis favorable de toutes les parties vendredi 28 juin. Faute de combattants. Mais aussi parce que son projet a su séduire. « C'est une bonne nouvelle, après la période intense de stress que nous avons traversée. Greybull veut reprendre toutes les entités restantes. Nous sommes donc optimistes, même si nous restons prudents après tout ce qu'il s'est passé », souffle la direction, à cinq jours de la décision.

Faire monter les enchères

Abandonné par son actionnaire, le groupe Swiss Steel, lui-même en difficulté, Ascometal a été placé en redressement judiciaire fin mars. Si l'aciérie de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), 330 salariés, a été reprise fin mai par l'industriel italien Marcegaglia, quatre autres sites restaient sur le carreau. Les trois sites qui constituent le pôle auto du groupe: Hagondange (Moselle), où se trouvent une aciérie, le siège social et un centre de recherche, et les sites d'usinage et de parachèvement de Custines (Meurthe-et-Moselle) et du Marais

à Saint-Etienne (Loire), étaient promis à l'aciériste italien Venete, qui menait des négociations depuis des mois. Mais celui-ci n'a cessé de faire monter les enchères demandant toujours plus de soutien public. Avant de quitter la table des négociations, alors qu'il avait tout obtenu. La veille de l'audience du 28 juin, ce fut au tour d'Europlasma de retirer son offre.

Le gâchis aurait été énorme, alors qu'Ascometal s'appuie sur une base clients solide, un savoir-faire reconnu, est engagé vers l'industrie verte et bénéficie d'outils modernes comme une coulée verticale et un four électrique. Tout le monde s'est donc mis d'accord sur la seule offre en lice, dont le tribunal étudie la viabilité.

En plus du pôle auto, Greybull reprendrait l'usine des Dunes à Leffrinckoucke (Nord), près de Dunkerque. Il s'est engagé à conserver 761 emplois, soit la quasi-totalité. Seuls 23 des 60 postes de la holding de Hagondange, rassemblant la direction et les services support, ne seraient pas conservés. Un sauvetage in extremis dans lequel l'Etat a pris une grosse part. Soucieux de s'éviter une crise économique et sociale majeure en pleines législatives, il a accédé aux demandes de l'investisseur.

« L'accompagnement financier prendrait en cas de validation du tribunal la forme à très brève échéance d'un prêt de 45 millions d'euros », fait savoir le cabinet de Roland Lescure, ministre délégué à l'industrie. Bercy s'est aussi engagé à ajouter « à plus long terme un soutien public de 40 millions d'euros additionnel en 2025, dans une forme à définir ». Greybull, de son côté, a promis 90 millions d'euros d'investissements sur cinq ans. Soit une enveloppe globale de 175 millions. ■

PHILIPPE MARQUE

Des sénateurs prônent une baisse de la TVA pour « la consommation électrique de base »

Dans son rapport rendu jeudi, la commission d'enquête du Sénat sur l'électricité rappelle qu'il faut « pousser tous les curseurs » concernant l'électricité bas carbone

Le prix des factures d'électricité aura été l'un des rares sujets liés à l'énergie évoqué au cours de la campagne des élections législatives. C'est aussi l'un des principaux axes du rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur l'électricité, présenté jeudi 4 juillet par son rapporteur, le sénateur (centriste) de l'Essonne, Vincent Delahaye.

Après six mois de travail et plus de 140 personnes auditionnées, cette commission préconise notamment, parmi différentes mesures, une baisse « différenciée » de la fiscalité. En tète à l'issue du premier tour des législatives, le Rassemblement national (RN) propose une diminution de la TVA de 20 % à 5,5 % sur l'énergie et les carburants, une mesure décrite par les experts comme très coûteuse et non ciblée sur les ménages les moins aisés – et donc injuste socialement. Les sénateurs recommandent de leur côté une baisse de la TVA du même ordre, mais seulement sur « la consommation électrique de base » – autrement dit la consommation nécessaire pour maintenir ses radiateurs à 19 °C ou cuisiner, mais pas pour chauffer sa piscine. « La consommation de base relève de la première nécessité, alors qu'il ne revient pas à la collectivité d'aider une partie de la consommation qui relève de choix personnels », a précisé Vincent Delahaye.

« Je ne suis pas certain que modular la TVA en fonction de la consom-

mation soit possible et cela reste une mesure indifférenciée, avec un ciblage qui n'est pas basé sur le niveau de revenus », regrette toutefois Nicolas Goldberg, spécialiste de l'énergie chez Colombus Consulting et Terra Nova – qui a été auditionné par la commission.

La commission d'enquête, présidée par le sénateur (socialiste) du Gers, Franck Montaugé, critique aussi durement l'accord entre l'entreprise publique et le gouvernement sur le futur prix de l'énergie produite par les 18 centrales nucléaires du pays. Conclu en novembre 2023, il prévoit, à compter de 2026, de laisser EDF vendre aux fournisseurs son électricité nucléaire sans aucune régulation jusqu'à 78 euros le mégawatt-heure (MWh), ce qui donnerait au groupe les moyens de renflouer ses caisses et d'investir. Au-delà de ce montant, l'Etat capterait une partie de la rente pour la redistribuer aux consommateurs.

« Hyperambitieux »

Mais pour les sénateurs, qui déplorent des discussions « opaques » entre EDF et l'Etat, ce qui a été présenté comme un « accord » n'est en réalité qu'une « simple feuille volante non signée, sans valeur juridique », qui « ne protège ni EDF ni les consommateurs » et expose les prix « aux aléas des marchés de gros ». La commission d'enquête préconise de lui substituer une « véritable régulation » avec un contrat de long terme sur le nu-

cléaire existant (appelé « contrat pour différence »). Elle estime que cela permettrait d'établir « une corrélation structurelle » entre les prix de l'électricité et les coûts de production et se traduirait par un prix d'environ 60 ou 65 euros par mégawatt-heure, « soit une économie annuelle de plus de 300 euros pour un foyer moyen ». Dans ce cas de figure, si les revenus d'EDF étaient inférieurs à ceux escomptés, c'est la puissance publique qui irait au soutien de l'entreprise. Une telle mesure a toutefois été clairement écartée par l'Etat et EDF au motif qu'elle pèserait lourd sur les finances publiques, et paraîtrait difficile à mettre en place.

Concernant l'avenir, la commission d'enquête, transpartisane, réaffirme la nécessité de « pousser tous les curseurs » pour accroître la production d'électricité bas carbone, et donc permettre une sortie des énergies fossiles. Une relance du nucléaire est jugée « incontournable » mais les sénateurs admettent que réussir à construire 14 réacteurs d'ici à 2050 – comme l'envisage le gouvernement – relèverait déjà « de l'exploit » et que les premiers ne pourront pas être mis en service avant 2037 ou 2038. Le RN promet aujourd'hui la création de 20 réacteurs d'ici à 2043, dont les premiers seraient achevés en 2033.

Très allants sur l'atome, les sénateurs sont beaucoup plus frileux sur les renouvelables. Ils affirment que les objectifs fixés par le

président Emmanuel Macron à Belfort, en 2022 – qualifiés d'« hyperambitieux » – ne pourront pas être tenus. « Les cibles pour 2035 pourraient être remises à 2050 », estime Vincent Delahaye. La commission d'enquête écrit par ailleurs que le développement de l'éolien en mer est « un pari risqué ». « Ce n'est pas le cas, réagit Nicolas Goldberg. Tout le monde mise sur l'éolien offshore en Europe, il y a plus de 10 gigawatts de capacités installées au Royaume-Uni et c'est une filière compétitive. »

Pour justifier leur assertion, les sénateurs mettent notamment en avant des « doutes » concernant l'éolien flottant, une technologie encore en développement et pour laquelle la France est le premier pays au monde à avoir attribué un appel d'offres commercial au sud de la Bretagne.

« Il y a une réelle possibilité de leadership français dans ce domaine, indique pourtant Mattias Vandembulcke, directeur de la stratégie de l'organisation professionnelle France renouvelables. Mais dans le contexte actuel, ce rapport a le mérite de rappeler qu'il y a un consensus politique pour dire qu'il est indispensable de poursuivre le développement des renouvelables. » Le RN appelle à un moratoire sur l'éolien, notamment en mer, alors que le Nouveau Front populaire entend au contraire développer les énergies marines. ■

PERRINE MOUTERDE
ET ADRIEN PÉCOUT

ENQUÊTE

MONTPELLIER - envoyée spéciale

En ces temps d'incertitude politique, le 44^e festival Montpellier Danse, qui s'achèvera le 6 juillet, a invité, dimanche 23 juin, des chorégraphes et des experts en danse de pays gouvernés par l'extrême droite. Le chorégraphe Josef Nadj, formé à l'Ecole des beaux-arts de Budapest et qui a dirigé le Centre chorégraphique national d'Orléans de 1995 à 2016, avant d'établir sa compagnie à Paris, connaît bien le sort des danseurs hongrois. « Depuis que Viktor Orban est premier ministre, les subventions publiques accordées aux danseurs – considérés, à l'instar des comédiens, comme opposants au régime – ont dramatiquement fondu. Il n'existe plus que deux alternatives pour les compagnies : arrêter de danser ou s'exiler », explique-t-il. Lui-même est fiché sur une liste noire en Hongrie et ses pièces, bannies.

Dans la même veine, Milena Dragicevic Sesic, ex-présidente de l'Université des arts de Belgrade, assure que les compagnies serbes opposées au régime s'exilent notamment en Suède. En Italie, depuis que Giorgia Meloni gouverne, les subsides accordés à la culture et à la danse se sont aussi étiolés, asséchant les finances du festival de danse RomaEuropa.

Par ailleurs, Lili Chopra, qui a vécu vingt-cinq ans à New York avant d'être nommée conseillère artistique à Chaillot-Théâtre national de la danse, a rappelé les coupes sévères effectuées dans les aides publiques accordées à la culture sous Donald Trump. Avant de rappeler à quel point « la France bénéficie d'un modèle unique au monde dans la danse et apporte aussi un soutien très important aux artistes internationaux ».

C'est précisément ce modèle si envié qui semble vaciller, faute d'une volonté publique claire et d'une remise à niveau financière des lieux soutenus par l'Etat. Les chorégraphes s'inquiètent. « La crise est particulièrement grave, beaucoup de compagnies n'arrivent plus à payer les cachets des danseurs. Bon nombre d'entre eux redoutent de ne plus pouvoir atteindre les heures nécessaires pour rester dans le système de l'intermittence », constate la chorégraphe Mathilde Monnier, qui a dirigé le Centre national de la danse de 2014 à 2019 avant de redevenir indépendante avec sa propre compagnie. « Pour les danseurs, les périodes de répétition se réduisent, ce qui sacrifie le temps accordé à la recherche et oblige à travailler très vite », témoigne-t-elle. En ajoutant que participer à des résidences « ne rapporte même plus d'argent mais permet le plus souvent juste de couvrir les frais de logement et de voyage ».

DEUX HANDICAPS

Selon France Travail, l'Hexagone comptait, en 2022, près de 12 000 danseurs ayant signé au moins un contrat dans l'année, dont seulement 4 916 artistes chorégraphiques indemnisés par le régime des intermittents du spectacle. S'y ajoute une exception : près de 350 danseurs de ballet embauchés de façon permanente dans les opéras hexagonaux. Or, ces professionnels sont confrontés à deux handicaps : une carrière forcément courte puisqu'il est difficile de danser après 45 ans, et des salaires plus bas que ceux des comédiens. Selon la convention collective, le cachet minimal des danseurs s'élève, en 2024, à 159,56 euros par représentation et à 61 euros pour une séance de répétition. « La casse sociale est déjà en cours », alerte Marion Gauvent, coprésidente de L'Association des professionnels de l'administration du spectacle (Lapas), qui souligne les « baisses drastiques d'activité, les conditions de travail dégradées et les perspectives de déclin budgétaire dans les années à venir ».



Répétition du dernier spectacle de Robyn Orlin, à Montpellier, le 21 juin. LAURENT PHILIPPE/MONTPELLIER DANSE

PLEIN CADRE

Dans la danse, la création rendue plus compliquée

Si le modèle français fait des envieux, le secteur chorégraphique se heurte aux contraintes budgétaires des lieux de spectacle, qui réduisent leur programmation. Les danseurs, eux, peinent à rester dans le système de l'intermittence

Les professionnels de la danse se heurtent tous à des difficultés accrues pour produire un spectacle. « Les lieux n'allouent plus de sommes importantes. Réunir 180 000 euros peut prendre deux ans de travail, il faut cumuler beaucoup plus d'acteurs qui apportent des sommes moindres, allant de 5 000 à 20 000 euros », témoigne Mathilde Monnier. Sa consœur Michèle Murray, qui crée, pour le festival de Montpellier, Dancefloor avec le Ballet de Lorraine, explique la même chose : « Il faut travailler deux fois plus pour obtenir des aides financières. » Josef Nadj le confirme : « Là où trois coproducteurs suffisaient il y a vingt-cinq ans, il en faut une dizaine aujourd'hui. » S'adapter à des budgets moins florissants oblige aussi à simplifier la scénographie ou à recourir à moins de danseurs.

Ces tensions financières se répercutent, en cascade, sur les tournées. « Somnole, une chorégraphie solo, a réussi à faire près

de 75 dates en trois saisons alors qu'il est beaucoup plus difficile d'organiser une longue tournée pour un spectacle beaucoup plus cher, comme 10 000 gestes avec 22 danseurs sur le plateau », témoigne Hélène Joly, directrice déléguée du projet chorégraphique Terrain, dirigé par Boris Charmatz, également directeur du Tanztheater de Wuppertal. Dans ce contexte général de restriction des moyens, même pour les compagnies ayant pignon sur rue, il faut « un temps plus long pour se financer », observe Hélène Joly.

Le producteur et diffuseur de compagnies de danse Damien Vallette part « quasiment de zéro » pour chaque nouvelle création. Pour boucler les 120 000 euros du budget de *How in Salts Desert Is It Possible to Blossom*, le dernier spectacle de Robyn Orlin, chorégraphe sud-africain qui vit à Berlin, il convainc six partenaires français. Les cinq danseurs et les deux musiciens ont travaillé dans un village du nord de l'Afrique du Sud, puis affiné le spectacle en résidence à Toulouse et à Marseille.

Si produire devient un réel casse-tête, diffuser l'est tout autant. Dans un sondage de Lapas publié vendredi 28 juin et effectué auprès de 306 compagnies, ces dernières s'attendent à une baisse de 25 % du nombre de représentations en 2024-2025 par rapport à 2023-2024. « Le nombre de sollicitations est énorme », souligne Frédéric Mazelly, directeur de la programmation culturelle de La Villette. « Pour faire face à la hausse des salaires, aux coûts de l'énergie,

à la régression des subventions, nous sommes obligés de donner un coup de rabot dont on ne sait pas encore trop mesurer l'impact », confie-t-il. La variable de la hausse du prix des places ne peut être que marginale, sauf à perdre du public. Si bien qu'en 2025, 17 ou 18 spectacles seront à l'affiche au lieu des 20 habituels et le montant moyen des coproductions se réduira de 30 000 à 25 000 euros. « Les petites compagnies seront les plus pénalisées », anticipe-t-il.

OUVRIR UN RESTAURANT

A Chaillot-Théâtre national de la danse, Pierre Lungheretti, le directeur délégué qui se félicite du rajeunissement de son public (33 % de moins de 30 ans) et d'un taux de remplissage plus qu'enviable (83 %), reçoit chaque jour une dizaine de propositions de spectacle : « Nous avons un rôle important dans l'écosystème de la danse avec un "pouvoir consécateur" important. Dans la contrainte, nous essayons de préserver la marge artistique. » Mais redoutant aussi une année particulièrement difficile en 2025, il a diversifié ses recettes en créant une fondation et envisage d'ouvrir un restaurant et de commercialiser les espaces.

Mathématiquement, « les coupes budgétaires se traduisent par une réduction du nombre de spectacles proposés », résume Catherine Tsekinis, directrice générale du Centre national de la danse. Beaucoup sont au mieux reportés d'un an. A ses yeux, les théâtres ne peuvent plus absorber l'offre et

« Les périodes de répétition se réduisent, ce qui oblige à travailler très vite »

MATHILDE MONNIER
chorégraphe

la fracture s'aggrave entre les compagnies très en vue et celles moins connues qui tournent peu. Les aides publiques à la danse étaient au même niveau en 2013 et en 2022, affirme Guy Saez, directeur de recherche émérite au CNRS. Or le secteur de la danse, qui s'était battu « de façon titanesque » dans les années 1980 pour imposer sa place dans les théâtres, est aujourd'hui « exsangue », déplore Didier Deschamps, directeur du Festival de danse de Cannes. Si bien que le réseau des 19 centres chorégraphiques nationaux et des 14 centres de développement chorégraphique nationaux « s'épuise », comme les compagnies, « à trouver des moyens » pour continuer à créer.

Selon Guy Saez, la danse est victime de la multiplication d'objectifs non culturels demandés par la tutelle. « Le politique, confirme Didier Deschamps, n'attend pas des artistes qu'ils créent, mais leur demande d'être présents dans le champ de l'animation, du social. » Quitte à oublier l'essence de leur mission, la création. Une critique largement partagée par la choré-

graphe franco-tunisienne Héléna Fattoumi, qui fustige cet « empilement de missions qui génère une inflation administrative et kafkaïenne qui plombe la vie des compagnies ».

DES LOGIQUES OPPORTUNISTES

Dans un dédale de 32 guichets différents, il est possible d'obtenir des subventions pour des actions menées dans les prisons, à l'hôpital, dans les milieux ruraux... Sans compter celles engagées en faveur de l'écologie, l'égalité femmes-hommes, les écoles ou le handicap. Ce qui crée des logiques opportunistes et place les compagnies, toujours plus nombreuses, dans une situation de concurrence de captation des subventions.

Le ministère de la culture, conscient de la gravité des problèmes, assure avoir augmenté de 34 % son soutien aux compagnies entre 2019 et 2023, passant de 9,3 millions d'euros à 12,5 millions d'euros. Une comptabilité qui fait bondir Nicolas Dubourg, le président du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndecac). Il rappelle que les ressources du ministère ont été rabotées dans la loi de finances de 2024 de 96 millions d'euros, ce qui affecte sérieusement les lieux de diffusion comme l'Opéra de Paris, Chaillot ou La Villette. Déjà, en 2023, le Syndecac demandait à l'Etat 100 millions d'euros de refinancement, puisque 60 % des scènes qui programment la danse étaient déficitaires.

La Rue de Valois se félicite d'avoir lancé son plan « Produire mieux pour mieux diffuser », doté de 1,1 million d'euros de crédits pérennisés pour la danse mais conditionné à un partenariat avec les collectivités locales. Là encore, Marion Gauvent en relativise la portée : pour le ministère, dit-elle, cela veut juste dire « produire moins ». L'obligation d'organiser des tournées régionalement pour limiter les frais de transport part d'une idée simple mais souvent inopérante. Ce qui semble bien confirmer l'injonction de la fable faite à la cigale désargentée : « Eh bien ! dansez maintenant. » ■

NICOLE VULSER

SCPI : un marché à deux vitesses

Si certains de ces placements immobiliers subissent un recul, d’autres restent attractifs

Après des années d’euphorie et de records, le marché des sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) traverse depuis déjà un an un nouveau cycle qui malmène plusieurs acteurs « piliers » du secteur. Ce changement d’environnement s’est enclenché suite à l’envolée brutale des taux d’intérêt. Ce mouvement a eu pour effet mécanique de diminuer la valorisation des actifs immobiliers figurant dans le patrimoine des SCPI.

Dans le même temps, les épargnants se sont progressivement détournés de la « pierre papier », préférant d’autres placements moins risqués tout aussi rémunérateurs. *« Plus liquides, les livrets d’épargne et autres comptes à terme sont devenus un temps plus rentables »*, rappelle Jean-François Chaury, directeur général adjoint d’Advenis REIM. Cette année encore, cet effet ciseaux se poursuit. Publiés par l’Association française des sociétés de placements immobiliers (Aspim), les chiffres du premier trimestre 2024 font état d’une capitalisation en repli de 3,4 %, à 88,8 milliards d’euros.

Parallèlement, la collecte nette, c’est-à-dire la différence entre les souscriptions et les rachats des deux cent dix-huit SCPI gérées par quarante-cinq sociétés de gestion, a fondu de 67,8 % pour s’établir à 760 millions d’euros,

contre 2,38 milliards d’euros au premier trimestre 2023. En regardant de plus près, la situation est hétérogène. *« Il n’y a pas un marché, mais plusieurs segments »*, résume Jonathan Dhiver, fondateur de MeilleuresSCPI.com. D’un côté, une poignée de « Néo SCPI » qui servent entre 6 % et plus de 7 % de rendement, parmi lesquelles cinq parviennent à capter 63 % de la collecte trimestrielle nette. De l’autre, une majorité de SCPI historiques sont à la peine, affichant à la fois un rendement peu attractif et une collecte en berne, voire une décollecte.

Le bout du tunnel
Autres éléments en défaveur de ces SCPI « en panne » : leur société de gestion a, ces derniers mois, procédé à des baisses du prix de leur part, avec en prime un embouteillage des épargnants sur le départ et n’arrivant pas à vendre. Selon l’Aspim, quatre-vingt-seize SCPI sont à ce jour confrontées à ce problème de liquidités. *« Or c’est justement la nouvelle collecte qui permet, entre autres, de faire sortir ceux sur le départ. Il y a un vrai blocage »*, souligne un expert.

Alors que la Banque centrale européenne a entamé début juin une baisse des taux directeurs, certains tablent déjà sur une possible fin de cette crise qui secoue l’ensemble du secteur immobilier et estiment que le pire

« CE PLACEMENT DOIT TOUJOURS S’ENVISAGER AVEC UNE DÉTENTION DE PLUS DE DIX ANS »
VINCENT MARTINS
directeur général de Wakerstone

est passé. Cependant, de nouvelles baisses de prix de parts de SCPI devraient encore survenir d’ici à la fin de cette année, même si elles devraient être de moindre ampleur que ces derniers mois, alors que certaines ont perdu plus de 20 %.

Pour Antoine Aubry, directeur général d’Amundi Immobilier, *« des corrections de valeurs sur certains actifs réalisées sur le marché au cours du premier trimestre 2024 sont sans commune mesure avec les ajustements de 2023 »*. Pour mémoire, cette filiale du Crédit agricole banque a abaissé deux fois les parts de ses SCPI. Eric Cosserat, président-directeur de Perial AM, une société de gestion indépendante qui a aussi minoré la valeur de part de ses quatre véhicules, commence à entrevoir le bout du tunnel : *« Le deuxième trimestre tranche avec l’atonie du premier. On constate une reprise de la collecte et des transactions. »*

Pendant que les « vieilles » SCPI, souvent thématiques, sont handicapées par leur stock important d’immeubles anciens à rénover et disposent de peu de cash pour investir, les « Néo-SCPI » diversifiées sont, à l’opposé, très offensives sur le front des acquisitions. Grâce à leur afflux de collecte, elles font leurs emplettes, bénéficiant de décotes de l’ordre de 30 % voire 40 % en dessous des prix pratiqués en 2022. *« Depuis un an, nous profitons de ces soldes »*, résume Nicolas Kert, président et cofondateur de

Remake AM. *« Ces bonnes conditions d’achat préparent les performances de demain »*, avance Frédéric Puzin, président du groupe Corum.

« De belles affaires ont été bouclées fin 2023. Et cette année devrait encore être l’ultime occasion de saisir d’autres opportunités. La situation change progressivement : les candidats acheteurs sont plus nombreux, et la baisse des taux redonne de l’air aux vendeurs moins acculés », commente de son côté Gautier Delabrousse-Mayoux, cofondateur et président d’Iroko. Ce « momentum » encourage d’ailleurs la création de nouvelles SCPI également en phase de constitution de patrimoine. Depuis janvier, trois nouveaux véhicules ont été lancés, d’autres devraient bientôt suivre.

« Etre sélectif »
Dans ce contexte, faut-il bannir la pierre papier de son patrimoine ou, a contrario, se renforcer ? *« Nous sommes au début de la fin de cette crise. Il faudra encore attendre plusieurs mois avant que les goulots d’étranglement des parts en attente de cession se résorbent et que les parts de certaines de SCPI se valorisent à nouveau »*, affirme Jérôme Rusak, président de cabinet de gestion de patrimoine L & A Finance.

C’est souvent dans les périodes de creux qu’il faut investir. *« A condition toutefois d’être sélectif dans les choix des SCPI »*, insiste Jérôme Rusak. De plus, *« ce placement doit toujours s’envisager avec une détention de plus de dix ans. Cette approche s’avère nécessaire pour traverser les cycles immobiliers et absorber les évolutions »*, indique Vincent Martins, directeur général de Wakerstone, société spécialisée dans l’ingénierie patrimoniale. Autant prendre son temps avant d’investir, surtout dans le contexte incertain du moment. ■

LAURENCE BOCCARA



SOS CONSO
CHRONIQUE PAR RAFAËLE RIVAIS

Détournement de fonds et sanction fiscale

Les escrocs qui se livrent à des activités illicites telles que les détournements de fonds risquent, s’ils sont découverts, d’être punis non seulement au pénal (prison, amende), au civil (dommages et intérêts), mais aussi sur le plan fiscal, comme le montre l’affaire suivante. Entre 2007 et 2014, M. X incite des épargnants à débloquent les sommes qu’ils détiennent sur des contrats d’assurance-vie, en leur faisant miroiter des placements plus rémunérateurs. Il les encaisse sur ses comptes bancaires ou sur ceux de sociétés qu’il contrôle.

A la suite de plaintes, il fait l’objet d’une enquête préliminaire puis d’une information judiciaire à Tarascon (Bouches-du-Rhône). Le procureur de la République de cette ville communique, comme il en a le devoir, en vertu de l’article L 101 du Livre des procédures fiscales, les éléments qui lui font présumer l’existence d’une fraude fiscale, au directeur départemental des finances du Gard (où M. X habite).

Du 29 mars 2017 au 21 juin 2017, l’administration gardoise vérifie la comptabilité de M. X, pour la période allant du

LES SOMMES TIRÉES D’UNE ACTIVITÉ ILLICITE SONT ASSIMILÉES À DES BÉNÉFICES NON COMMERCIAUX

1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2015. Elle retrace les rentrées d’argent, dont elle constate qu’elles n’ont pas été déclarées dans les délais légaux et qu’elles résultent d’une activité elle-même non déclarée : deux éléments lui permettant d’établir que l’activité de M. X était « occulte ».

En présence d’une activité « occulte », l’administration dispose d’un délai de prescription long, de dix ans, pour poursuivre le contribuable – elle peut donc remonter ici jusqu’en 2007. Les sommes détournées étant imposables sur le revenu, dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, elle les taxe d’office, y ajoute les intérêts de retard, et une pénalité de 80 %. Elle réclame à M. X quelque 654 000 euros. Celui-ci en demande la décharge auprès de la justice administrative. Il invoque principalement la violation de la présomption d’innocence, du fait qu’il n’a pas encore été condamné pénalement. Le tribunal de Nîmes rejette sa requête, et la cour d’appel de Toulouse, qu’il saisit (bien que l’appel ne soit plus suspensif), fait de même, le 23 mai 2024.

D’une part, en effet, il a reconnu les faits qui lui sont reprochés. D’autre part, le « droit de communication » prévu par l’article L 101 du Livre des procédures fiscales implique que l’administration fasse usage, dans le cadre de la procédure fiscale (pour activité occulte), des informations recueillies par l’autorité judiciaire dans le cadre de la procédure pénale (pour activité illicite), sans se voir opposer la présomption d’innocence. Peu importerait, *« eu égard à l’indépendance des procédures pénale et fiscale »*, que M. X soit, par la suite, relaxé au pénal : la sanction s’impose. ■

28

C’est le nombre de SCPI qui ont abaissé leur prix de la part entre le 1^{er} janvier 2023 et le 1^{er} janvier 2024. Selon les chiffres de Rock-n-Data, une seule a baissé sa part à trois reprises, six l’ont révisée deux fois, le restant n’ayant procédé qu’à un ajustement. Significatif, ce recul est compris entre 6,5 % et 24,8 % et concerne essentiellement des SCPI de bureaux et de commerces. Reste que tout n’est pas noir sur la planète SCPI. Douze autres véhicules ont, au cours de cette même période, majoré leurs valeurs avec des progressions de 0,5 % à 3 %.

ÉPARGNE

Faut-il acheter des parts sociales des banques mutualistes ?

Si vous êtes client d’une banque mutualiste (Banques populaires, Caisse d’épargne, Crédit agricole ou Crédit mutuel), à la recherche d’un placement peu risqué, une solution consiste à acheter des parts sociales. Dans le détail, il s’agit de valeurs mobilières, permettant à son détenteur d’être copropriétaire d’une fraction du capital social d’un établissement financier mutualiste. A ce titre, ce dernier dispose d’un droit de vote lors des assemblées générales, tout en percevant chaque année une rémunération liée aux bénéfices réalisés, avoisinant généralement quelques pour-cent.

Le taux de rendement annuel des parts sociales est fixé, chaque année, après la clôture de l’exercice comptable de l’établissement mutualiste et dépend généralement des résultats financiers dégagés au cours de l’année écoulée. Mais, contrairement aux dividendes versés par une entreprise cotée en Bourse, cette rémunération est calculée au *pro rata temporis* de la période de détention au cours de l’année civile, tout en étant plafonnée par la loi. A ce titre, elle ne peut pas excéder la moyenne, sur les trois dernières années, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMO), augmentée de deux points, sachant que le TMO du second semestre de 2023 (publié au *Journal officiel* du 14 février) s’est élevé à 3,37 %.

Une rémunération faible			
	Caisse d'épargne	BRED	Crédit agricole Ile-de-France
Fiscalité	Soumises à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux		
Rémunération brute attendue au titre de l'année 2023	2,75 %	2,66 %	2,5 %
Plafond de détention	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Valeur de la part	20 €	10,59 €	1,53 €

Infographie Le Monde Source : Le Monde, données au 25 avril

Autre avantage : il s’agit de titres non cotés en Bourse. Contrairement aux actions, *« leur valeur n’est donc pas soumise aux variations des marchés financiers »*, précise Eric Montagne, directeur général adjoint chargé du réseau commercial de la BRED. Le sociétaire est ainsi assuré de ne pas perdre le capital investi, sauf *« dans le cas, très improbable, de la faillite de son établissement mutualiste, sachant que la responsabilité du sociétaire est limitée à ses apports »*, indique Yves Gambart de Lignières, conseiller en gestion de patrimoine.

Cerise sur le gâteau, il est souvent possible de bénéficier de certains avantages commerciaux réservés uniquement aux sociétaires. De plus, ce placement est rela-

tivement accessible pour les épargnants, car le ticket d’entrée ne dépasse pas généralement quelques centaines d’euros, même si des plafonds de souscription sont parfois imposés par certains établissements.

Différentes règles de cession
Néanmoins, le nombre de parts sociales n’est pas illimité, et les modalités de souscription sont différentes d’une banque à une autre. Certaines d’entre elles proposent par exemple d’en souscrire lors de l’ouverture d’un compte bancaire, et d’autres uniquement à l’occasion d’une augmentation de capital. Dans la même logique, les règles de cession sont également différentes selon les établissements mutua-

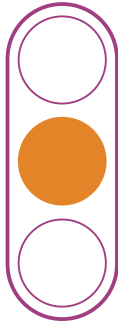
listes, avec parfois des délais et des procédures de vente assez contraignantes, pouvant immobiliser votre épargne pendant plusieurs années, d’autant plus que *« la valeur de la part est fixe, les achats et les cessions se faisant à sa valeur nominale »*, précise Eric Montagne.

En conséquence, la fiscalité sur la plus-value des valeurs mobilières n’a pas lieu de s’appliquer puisque, en cas de vente, les parts sociales sont remboursées aux sociétaires à leur prix d’achat. En revanche, *« l’imposition des dividendes perçus est identique à celle des revenus capitaux mobiliers, c’est-à-dire soumise au prélèvement forfaitaire unique de 30 % ou, sur option, au barème progressif de l’impôt sur le revenu, auxquels s’ajoutent les prélèvements sociaux, à hauteur de 17,2 % »*, précise Yves Gambart de Lignières.

Toutefois, *« les parts sociales peuvent être logées dans un plan d’épargne en actions [PEA] et profiter ainsi d’une exonération d’impôts sur leurs revenus, hors contributions sociales, au-delà de la cinquième année de vie du PEA »*, ajoute-t-il. Quoi qu’il en soit, comme le précise l’Autorité des marchés financiers sur son site Internet, n’investissez que l’argent dont vous n’avez pas besoin dans l’immédiat, car, *« les parts sociales étant un placement peu liquide, vous n’êtes pas sûr de pouvoir récupérer votre argent immédiatement »*. ■

ROMAIN THOMAS

CLIGNOTANT



ASSURANCE-VIE Collecte en demi-teinte
Après deux mois dans le vert, les fonds en euros, supports non risqués de l’assurance-vie, ont renoué avec la décollecte en mai, à – 900 millions d’euros, selon France Assureurs. La collecte globale de l’assurance-vie, 1,5 milliard d’euros, est, quant à elle, restée positive, mais a faibli (elle s’élevait en moyenne à environ 3 milliards par mois depuis début 2024). Les incertitudes politiques pourraient peser sur le secteur, *« les épargnants risqua[nt] d’opter pour l’attentisme et privilégier les placements liquides comme l’épargne réglementée »*, note Philippe Crevel, directeur du Cercle de l’épargne.

QUESTION À UN EXPERT

Quelle durée de mariage faut-il pour toucher une réversion ?

CLARA DARMON, experte chez France Retraite

La pension de réversion est la fraction de retraite versée au veuf ou à la veuve. Certains régimes l’accordent quelle que soit la durée du mariage. Ainsi, si l’assuré décédé était salarié du privé, artisan, commerçant ou salarié agricole, le nombre d’années de mariage est sans incidence sur la retraite de base comme complémentaire. Idem dans les régimes de base des libéraux (hors notaires et avocats) et des exploitants agricoles. En revanche, si le conjoint décédé était fonctionnaire, une durée de mariage de deux ans avant la retraite du défunt ou de quatre ans au total est exigée pour la réversion, aux régimes de base et complémentaire. Ces conditions de durée sont caduques si au moins un enfant est né de l’union, même avant le mariage. Une durée minimale de mariage est requise aussi dans les régimes de base et complémentaires des avocats (cinq ans sauf si un enfant est issu du mariage et qu’il a moins de 21 ans, ou 25 ans s’il est étudiant) et des notaires (deux ans si le mariage a été célébré pendant l’activité professionnelle du notaire, cinq ans s’il a lieu après, mais aucune durée n’est exigée si un enfant est issu du mariage). Dans les régimes complémentaires des autres professions libérales, les règles varient selon les professions mais le plus souvent, une durée de deux ans est nécessaire, sauf en présence d’enfants.

Baro d'evel au chevet d'une humanité en miettes

Au lycée Saint-Joseph d'Avignon, le clown, l'acrobatie, les arts plastiques, la danse, le théâtre, la musique se mêlent en toute liberté dans « Qui som ? », le nouveau spectacle de la compagnie franco-catalane



« Qui som ? », par Baro d'evel, au Festival d'Avignon, le 2 juillet. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE/FESTIVAL D'AVIGNON

THÉÂTRE

AVIGNON - envoyée spéciale

Grand moment de jubilation sauvage et cathartique à Avignon, mercredi 3 juillet, où les festivaliers ont découvert la compagnie franco-catalane Baro d'evel avec sa nouvelle création, *Qui som ?* (*Qui sommes-nous ?*), laquelle a fait vibrer tous les espaces du lycée Saint-Joseph d'une énergie vitale irrésistible face aux apocalypses en cours.

Qui sommes-nous, dans les temps mauvais que nous vivons ? Entre argile originelle et orgie de déchets plastiques, entre musique baroque et techno robotique, entre homme et animal, de quoi sommes-nous faits, pétris, contaminés, souillés ? La cérémonie, avec Baro d'evel, commence avant même le spectacle lui-même. En arrivant dans le lycée, les spectateurs sont conviés, par des officiants tout vêtus de noir, à rejoindre les gradins installés dans la cour, en traversant une exposition de pots en céramique blanche. De beaux objets qui se dressent, droits, simples et purs.

Sur la scène, à cour et à jardin, s'alignent de même deux rangées de poteries. La céramique est le motif filé de tout le spectacle, comme figure d'une humanité qui peut toujours se reformer, se refonder, se répéter à partir du limon originel. La preuve avec une première scène qui met les specta-

teurs dans sa poche avec un numéro de clown aérien et décalé, qui donne le ton d'emblée : l'un des pots s'étant malencontreusement cassé, il va s'agir d'en remouler un en direct. Or, l'objet prend rapidement la forme d'un pénis entre les mains du céramiste un peu paniqué, avant de se briser à son tour dans l'hilarité générale.

Le clown, l'acrobatie, les arts plastiques, la danse, le théâtre, la musique se mêlent en toute liberté dans ce spectacle où se lit la grande histoire du burlesque et, donc, de la fragilité humaine. Il va être question ici de glisser, de tomber, de se relever et de tomber encore. De rester vivant et élégant quoi qu'il arrive, même si chaque chute vous laisse un peu plus maculé, taché, crotté. D'accueillir des mues multiples, quand dans la vie c'est *no way* pour garder la pureté du blanc et du noir, qui irrémédiablement se mélangent.

Il va être question, surtout, de transformations à l'infini, qui affectent aussi bien les corps que

l'espace, au centre duquel trône un étrange monticule en mode yéti endormi. Bientôt, les performeurs se métamorphosent en créatures à la fois archaïques et futuristes, se recouvrant la tête de ces pots en terre encore malléables, y faisant deux trous pour les yeux et un pour la bouche, convoquant nombre de rituels où le masque sert à l'humanité à se refigurer.

Beauté plastique

Réparer les pots cassés d'une humanité en miettes, au visage déformé et brouillé, c'est ce que va décliner ce spectacle au fil de mille idées plastiques, musicales, chorégraphiques et acrobatiques. Un homme qui vit dans un sac de chantier, des duos de clowns métaphysiques, des jeunes femmes à la beauté canonique qui se transforment à vue en grues ou en din-donnes, des Mickey effrayants et grotesques, aux grandes oreilles orange, évoquant Donald Trump, débitant leurs insanités de manière impavide... Autant de tableaux d'une humanité qui cherche, malgré tout, à refaire communauté, à refaire corps, telle qu'elle est montrée dans les passages chorégraphiques de ce *Qui som ?*

La beauté plastique de l'ensemble, le talent des interprètes acteurs-clowns-acrobates-danseurs-chanteurs, la fanfare de cirque grinçante et joyeuse concourent à la réussite de ce spectacle qui est bien la grande découverte de ce début de Festival d'Avignon, pour

un public qui ne connaissait pas Baro d'evel, compagnie d'origine circassienne fondée en 2000 par Camille Decourtye et Blai Mateu Trias. Un spectacle qui se termine – croit-on d'abord – par une scène magnifique de tempête et de naufrage, voyant échouer en une houle incoercible un monceau de déchets plastiques au milieu desquels émergent enfin des humains survivants. Apparaît alors une enfant qui, un par un, d'un geste délicat, commence à trier ces

rebutus constitués d'une matière, le plastique, non miscible avec l'homme, contrairement à l'argile.

Mais puisque rien n'est fini quand on croit que tout est fini, alors que l'on s'apprête à quitter la salle, la bande de Baro d'evel entraîne le public pour un « after » en mode manif festive avec mégaphones et banderoles, dans la cour du lycée Saint-Joseph. Place à la musique, à la convivialité et à la danse. On peut même s'offrir un des grands ou petits pots créés par

le céramiste Sébastien de Groot. Qui som ? « *Comme des glaneurs et des glaneuses, on se fait de ce qu'on ramasse au milieu de l'orage. On n'a pas dit notre dernier mot. On ne va pas se mettre à genoux. Allez, debout !* », clame Camille Decourtye au mégaphone. A Avignon, il y a du monde pour y croire. ■

FABIENNE DARGE

Qui som ?, par Baro d'evel. Avignon jusqu'au 14 juillet. Aux Nuits de Fourvière (Lyon), les 19 et 20 juillet.

Une première scène met les spectateurs dans sa poche avec un numéro de clown aérien et décalé, qui donne le ton

Une veillée funèbre inachevée

La Ribot et Asier Puga présentent à Avignon « Juana Ficción »

DANSE

AVIGNON - envoyée spéciale

Et quand on croit que c'est fini ou presque, que le public commence à se lever, à vaguement applaudir ou huer léger, sans trop savoir où il en est, quelque chose d'incroyable surgit. Autour de la flaque noire gisant dans l'obscurité sur le plateau du cloître des Célestins, un spectateur, puis deux, puis un groupe s'agglutinent lentement, l'observent tout en faisant cliquer leur téléphone. Pendant que le cercle spontané grossit, d'autres personnes discutent dans les gradins.

Ce mouvement de foule aux airs de veillée funèbre entoure le corps d'une femme ripolinée de noir jusqu'au visage et pétrifiée dans la pose où la mort l'a saisie. Elle, c'est la chorégraphe La Ribot. En duo avec Juan Lorient, elle interprète ici Jeanne I^{re} de Castille (1479-1555), longtemps appelée « Juana la

Loca » (« Jeanne la Folle »), reine d'Espagne enfermée durant quarante-six ans, dont l'artiste suisse-espagnole revisite l'aliénation dans *Juana Ficción*. Imaginée en complicité avec le chef d'orchestre Asier Puga, cette création, dont la partition musicale d'Iñaki Estrada se révèle aussi époustouflante que l'incarnation visuelle ne convainc pas, s'offre une conclusion en apothéose féministe.

Décollement narratif

D'emblée, on sait que la danse sera réduite à sa plus stricte expression. Entre les deux magnifiques platanes, des sièges et des pupitres occupent le lieu et attendent les sept instrumentistes ainsi que les quatre chanteurs. Au centre, une petite surface se réduit vite à un tabouret, sur lequel La Ribot se juche en déséquilibre, resserrant tel un confetti l'espace physique et mental de son héroïne. A la mort de son mari Phi-

lippe le Beau, Jeanne I^{re} de Castille fut emprisonnée dans le palais de Tordesillas, avec l'accord de sa famille et de son fils Charles Quint.

De ce récit, La Ribot opère un tel décollement narratif qu'il devient difficile d'y inscrire sa fiction personnelle. Harnaché par un géolier, circulant à bicyclette, évoluant nu dans une vidéo seulement visible sur les téléphones portables, le personnage manque d'épaisseur et de consistance. Heureusement, la musique, touffue, sophistiquée dans ses textures sonores et vocales multiples, ses montées stridentes entre électro et citations médiévales, soulève cette histoire de séquestration terrifiante. Quant au public, il comble le creux de cette performance, célébrant inopinément cette femme éliminée de sa propre vie. ■

ROSITA BOISSEAU

Juana Ficción, de La Ribot et Asier Puga. Avignon, jusqu'au 7 juillet.

CHOREGIES
D'ORANGE
2024

RÉGION
SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

GIACOMO PUCCINI

TOSCA
VERSION CONCERT

LUNDI 22 JUILLET / 21H30

THÉÂTRE ANTIQUE
D'ORANGE

17 > 235 €

04 90 34 24 24

www.choregies.fr

© EMMA FINLEY / © LINA ZACHET / © MITO HANNE / L'ÉTÉ 2024 D'ORANGE ET 2024 D'ORANGE / DESIGN GRAPHIQUE WWW.ATELIERMARENGO.COM

Au Saint-Omer Jaaz Festival, l'intensité de Pierre de Bethmann

Lors de la soirée d'ouverture de la neuvième édition, le pianiste s'est produit en quartette

SAINT-OMER (PAS-DE-CALAIS)
- *envoyé spécial*

Soirée d'ouverture, jeudi 4 juillet, de la 9^e édition du Saint-Omer Jaaz Festival, au théâtre de la ville. Ce nom chantant de « Jaaz », qui prend ses deux « a » de ceux de l'Aa, fleuve canalisé à l'est de la ville. Sur la scène du théâtre, salle dite « à l'italienne », le quartette de Pierre de Bethmann. Retour, pour le pianiste, à une forme explorée au début des années 2010 avec l'album *Go*. Avec lui, compagnon de bien des aventures passées (Medium Ensemble, différentes formations du groupe Ilium, le quartette...), le saxophoniste David El Malek, et une nouvelle rythmique constituée par le contrebassiste Simon Tailleu et le batteur Antoine Paganotti.

Sans que cela soit explicable, il y a, dès les premiers moments du concert, le sentiment que la musique sera à des hauteurs d'intensité qui ne retomberont pas. Tempo moyen, mélodie déliée, lisible, équilibre du son, à peine amplifié pour la salle, qui conserve le naturel des instruments, l'évidente attention de chacun à jouer pour inspirer les autres dans l'instant. Un passage emporte, pendant une partie soliste de Pierre de Bethmann. Il marque le temps à la main gauche, la contrebasse en appui, comme l'est la frappe sur une cymbale, mouvement d'impulsion envoutant. Ce premier thème, explique le pianiste, s'intitule *Vouloir, tout est là*, l'exclamation de Vladimir à Estragon lorsque les deux protagonistes d'*En attendant Godot*, de Samuel Beckett (1906-1989), décident de se lever.

Ce *Vouloir, tout est là*, qui peut aussi servir de mot d'ordre au quartette, est une ancienne composition écrite et enregistrée en 2009 pour l'album *Cubique*, en septette, et arrangée pour le nouveau groupe de Pierre de Bethmann. Les autres thèmes joués, cinq, sont tirés de *Credo*, commercialisé début janvier. Le concert en

développe les structures, les richesses mélodiques et combinaisons rythmiques, avec toujours le balancement du swing, même dans les parties les plus libres.

Moments de bonheur

Dans chacune de ces interprétations des compositions de Pierre de Bethmann, des moments de bonheur, des surgissements. La complicité réactive du pianiste avec le batteur Antoine Paganotti durant leur duo dans *Eternal Détour*. Pendant *Credo ergo sum*, le solo de contrebasse, à la sonorité profonde, aux harmoniques résonnantes, de Simon Tailleu qui va mener à une descente des doigts de Pierre de Bethmann sur le clavier, partant du plus aigu, comme des perles qui s'échapperaient d'un collier cassé. L'assise un peu funky, légère, du déroulé de *PFH*. Les courbes ascendantes et descendantes au saxophone de David El Malek à partir du motif de *Greens*. Le chevauchement de la mélodie de *Choral*, piano et contrebasse d'abord, puis le saxophone, comme dans un jeu de relais.

Pour ses trois prochains jours, le festival s'installera en soirée dans le lieu devenu, depuis 2021, son espace principal, les vestiges de l'abbaye Saint-Bertin. Y sont attendus, en ligne directrice fondatrice du festival de valorisation de la scène française du jazz, le tromboniste Robinson Khoury; le groupe Fat Master (vendredi 5 juillet); les chanteuses Isabel Sörling, avec le groupe du batteur Guilhem Flouzat, et Camille Bertault; le chanteur David Linx (samedi 6); le batteur Christophe Marguet; les saxophonistes Géraldine Laurent et Julien Lourau (dimanche 7). Moment probablement enchanteur, dans l'après-midi de la journée électorale, Andy Emler sera en solo à l'orgue de la cathédrale Notre-Dame de Saint-Omer. ■

SYLVAIN SICLIER

Saint-Omer Jaz Festival
(Pas-de-Calais), jusqu'au 7 juillet.
Entrée libre.

Aux Eurockéennes, une journée d'ouverture aux notes politiques

La 34^e édition a débuté le 4 juillet sur fond de montée de l'extrême droite

FESTIVAL
BELFORT

E mblématique, en France, d'une jeunesse qui aime débiter de décibels en s'ébrouant dans la boue, le festival des Eurockéennes de Belfort, dont la 34^e édition a débuté jeudi 4 juillet, ne s'était jamais tenu avec une extrême droite aussi haute dans le département. Avec 40 % des suffrages exprimés dans la première circonscription du Territoire de Belfort, le Rassemblement national a pratiquement doublé son score, dimanche 30 juin, par rapport aux législatives de 2012, suivi du sortant (Les Républicains) Ian Boucard, à 24 %.

Aussi, la presque île du Malsaucy, qui accueille les festivaliers venus de France et d'ailleurs, est-elle devenue une enclave inquiète dans l'attente des résultats du second tour, dimanche 7 juillet, jour de clôture des Eurockéennes. A 20h30, Bagarre, un groupe parisien fusionnant les énergies du hip-hop, du rock et de la dance, prendra la Grande Scène après l'annonce des résultats. Il s'est notamment fait connaître pour sa relecture de *Salut à toi* (1990), de Bérurier noir, en *Salut à toutes*, adaptation due à François Guillemot, chanteur du fameux groupe punk. Celui-là même qui jurait, en 1988, que « la jeunesse emmerde le Front national ».

Les chanteuses Oumou Sangaré et Chrissie Hynde, de The Pretenders, ont donné de la voix

Signe que la musique a été rattrapée par la politique, un guichet pour faciliter le dépôt de procurations a été installé à l'entrée du camping. Et la contestation attend, dans l'après-midi, les premiers venus avec Lambrini Girls, trio punk de Brighton criant son rejet de tout, dans la tradition insulaire inaugurée par les Sex Pistols : la monarchie et la police, les harceleurs et l'écrivaine J. K. Rowling en raison de ses propos sur la transidentité, enfin les « *fascistes* », une catégorie incluant, selon la chanteuse Phoebe Lunny, le premier ministre britannique, Rishi Sunak, et Emmanuel Macron.

L'énumération a le mérite de présenter plus de variété que la grammaire musicale, généralement réduite à un accord noyé dans la saturation. Mais Phoebe Lunny pratique aussi le théâtre d'intervention, en invitant les spectateurs à s'asseoir – dans la gadoue – ou en grimpaant dans un arbre avant de s'abandonner au slam, acte punk consistant à

se faire porter par la foule en station allongée.

Après cette dose d'agressivité, une rythmique souple et chaloupée est bénéfique. Habitueuse des festivals de musiques dites « du monde », Oumou Sangaré quitte sa zone de confort en se présentant devant un public attendant les hard-rockeurs Royal Blood ou les rappeurs Bigflo et Oli. Mais on n'oubliera pas qu'Aya Nakamura a consacré un titre à la diva du Wassoulou manien dès son premier album en 2017, ni que Beyoncé a samplé *Diaraby Nene*, tube turbo-moussolou (1991). Qu'Oumou Sangaré introduit par un message simple, direct, universel : « *Faisons l'amour tous les jours.* »

Reine mandingue

« La soignée toute sapée/Bambara je suis validée », rime Aya Nakamura. Et c'est bien ainsi qu'apparaît la reine mandingue. Pieds nus, avec tresses, diadème, collier et bracelets. Et sa voix chaude et suave, rassurante et protectrice, aux envolées et youyous imprévisibles. Joué en formation électrique, avec un orgue psychédélique et la traditionnelle kora, le dernier album, *Timbuktu* (2022), trouve naturellement sa place dans l'environnement des Eurockéennes. Comme le vigoureux reggae de *Mogo kele*.

En soirée, The Pretenders, institution londonienne dont la conti-

niité est assurée depuis 1978 par la chanteuse américaine Chrissie Hynde, une des premières femmes à s'être imposée à la tête d'un groupe de rock. Pour sa deuxième et ultime participation à un festival français, cet été, après Cognac Blues Passions, la veille. A 72 ans, la brune filiforme, en cuir et cuissardes, donne toujours son cœur au rock. Elle n'oublie pas les drames qu'a traversés son groupe en dédiant *Kid* (délicieuse mélodie pour évoquer un enfant dévouant que sa mère est une prostituée) aux disparus, le guitariste James Honeyman-Scott et le bassiste Pete Farndon, morts de surdose en 1982 et en 1983.

La voix est toujours vibrante et sensuelle, le style et l'énergie sont intacts. Aux côtés d'un très respectable douzième album, *Relentless*, paru à l'automne 2023, les hits intemporels sont de sortie : *Back on the Chain Gang*, *Don't Get Me Wrong* et son tricot de cordes ; le lumineux slow *I'll Stand by You* ou *Middle of the Road*, avec l'harmonica sorti de la poche de Chrissie Hynde. Les anciens peuplent la fosse et savourent leur bonheur. Comme n'allait plus tarder à le faire le guitariste James Walbourne portant sur son tee-shirt l'inscription : « *Fuck the Tories* ». ■

BRUNO LESPRIT

*Eurockéennes de Belfort,
jusqu'au 7 juillet.*

Thomas Jolly répète la cérémonie de clôture des JO dans un contexte incertain

Le spectacle se tiendra au Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 11 août.

Quand on demande au bouillonnant directeur artistique des Jeux olympiques de Paris 2024, Thomas Jolly, si la nomination

possible d'un premier ministre d'extrême droite changeraient la donne, il réajuste un quart de seconde son sourire. « Ça ne me fait pas plus peur que ça. Je ne travaille pas pour le gouvernement, mais pour le Comité international olympique, répond-il. Je réfère à Anne Hidalgo, à Emmanuel Macron, au gouvernement, mais je ne travaille pas pour eux. Si le Rassemblement national arrive au pouvoir, ça ne changera pas grand-chose, et la cérémonie portera un message qui ne sera pas relié à ce type d'idées. »

Nuages noirs, ciel orageux. Nous sommes à une heure de Paris, dans un lieu tenu secret pour pouvoir répéter à l'écart des regards indiscrets la cérémonie de clôture des Jeux, le 11 août. A contrario de l'ouverture éparpillée le long des rives de la Seine, celle-ci aura lieu au Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), avec un spectacle de quarante minutes soigneusement chorégraphié. « *Avec le stade, je retrouve quelque chose de familier : c'est une scène, un lieu où tous les regards se rejoignent au même endroit* », explique le metteur en scène.

« Une dystopie »

Il faut de l'espace pour pouvoir reproduire une telle scène. Le long de la piste de ce faux Stade de France posé au milieu d'un champ, dont la pelouse a été matérialisée par des bâches en plastique, on observe avec amusement la centaine d'acrobates – rejoints par la brigade de gymnastes des sapeurs-pompiers de Paris – évoluer sur la scène reconstituée. L'air est humide, les corps bousculés. *«Je voulais que célébrer ce moment humain que sont les Jeux, un moment fragile...»*, reprend Tho-

« Nous sommes tous interrogés, en ce moment, sur notre vivre-ensemble et notre futur commun... »

THOMAS JOLLY
directeur artistique
des Jeux olympiques

mas Jolly, dont on sent qu'il n'élude pas le sujet, même si on l'imagine forcément gêné aux entournures, engoncé dans la dialectique entre philosophie universelle de l'événement et prise en compte du hiatus: «*Je voudrais une fête... en conscience. Important qu'on soit en conscience. Nous sommes tous interrogés, en ce moment, sur notre vivre-ensemble et notre futur commun...*»

Frangible? Créés dans l'Antiquité, les Jeux avaient disparu, rappelle-t-il, jusqu'à ce que le baron Pierre de Coubertin ne les réinvente, à la fin du XIX^e siècle. Le scénario du spectacle, écrit bien avant les derniers rebondissements politiques, a, de ce point de vue, la résonance qu'on voudra lui donner. « *C'est une dystopie*, confie Thomas Jolly sans vouloir en dire trop. *Une fresque onirique, où ces Jeux, ayant de nouveau disparu, sont redécouverts par les hommes dans très très longtemps, disons dans mille ans. On a imaginé qu'ils retrouvent les vestiges de... notre cérémonie d'ouverture.* »

Sur scène, les anneaux dessinés autrefois par le baron français, tombés au sol, sont relevés un à un par ce peuple d'ombres bon-

dissantes. « Je veux rendre la chose très émotionnelle pour souligner le côté précieux de tout cela. Le monde entier sera là. L'idée est de célébrer les athlètes. Certains auront gagné, d'autres non, mais l'idée est de montrer combien ces Jeux sont importants. Parce qu'ils posent des questions sur notre avenir commun », répète le metteur en scène.

Face aux inquiets qui s'alarment d'une dissolution de l'Assemblée à la veille d'un événement dont l'aura mondiale, pour la France, pourrait bien se transformer en image négative (*« On devait avoir les Jeux de 1924, on va avoir ceux de 1936 »*), résumait ainsi Jacques Attali, le 21 juin, dans *Libération*, Thierry Reboul, le directeur exécutif des cérémonies des Jeux olympiques, garde son flegme : *« C'est ça, la démocratie, cela donne parfois des trucs bizarres... »* Bien conscient que se retrouver le 26 juillet pour l'ouverture des Jeux avec, côte à côte au Trocadéro, sur la tribune présidentielle, Emmanuel Macron, Anne Hidalgo et Jordan Bardella aurait quelque chose d'ubuesque, il hausse les épaules, débonnaire : *« On fera avec ce qu'on nous donne. De même qu'on prend tels qu'ils sont les 120 chefs d'Etat qui vont faire le déplacement... »* Mais son œil malicieux brille : *« De toute façon, tout ça va prendre un moment. Même si une majorité claire se dessine, le temps que le gouvernement soit nommé, on sera déjà loin dans le calendrier... »*

Au milieu du champ que la nuit enveloppe, le petit peuple des acrobates de ce péplum olympique ressort de l'oubli qui les menaçait, en un rempart symbolique, les cinq anneaux résilients. ■

LAURENT CARPENTIER

Diane von Fürstenberg, créatrice de mode entre succès et noirceur

Retour sur une vie de jet-setteuse qui cache un poignant drame familial

DISNEY+
À LA DEMANDE
DOCUMENTAIRE

Le documentaire consacré par Sharmeen Obaid-Chinoy et Trish Dalton à la créatrice de mode Diane von Fürstenberg (née en 1946) commence un peu comme *Joan Rivers. A Piece of Work* (2010), le portrait de la comique américaine (1933-2014) par Ricki Stern et Anne Sundberg : les deux femmes, qui avaient le même âge au moment des tournages de leurs films respectifs, se montrent d'abord au naturel, avant de se maquiller. Le « plâtrage » est conséquent pour Joan Rivers, en dépit (ou à cause ?) de ses nombreuses opérations de chirurgie esthétique (dont elle fit l'un des ingrédients-clés de sa légendaire autodérision) ; quelques minutes seulement pour « DVF » (son acronyme et son surnom), qui ne veut « rien effacer de sa vie » : « *Les femmes ont des choses plus importantes à faire* », dira un jour celle que l'on associe volontiers, par le biais d'un vêtement iconique, à leur libération.

Car la jeune Belge Diane Halfin, mariée en 1969 au prince Egon von Fürstenberg, un aristocrate allemand de la jet-set internationale, connu pour ses frasques bisexuelles – on le surnommait « First-in-Bed » –, et installée dans la foulée à New York, où elle vit toujours, se constitua vite un nom, une fortune et un statut de femme à poigne grâce à la *wrap dress*, appelée « robe portefeuille » en France, qu'elle conçut d'abord comme un deux-pièces inspiré par le cache-cœur des ballerines.

Une robe simple et pratique

En 1973, alors qu'elle voit à la télévision la fille de Richard Nixon porter l'un de ses modèles, haut et bas coordonnés, elle comprend qu'elle peut en faire une robe. Ce dédic transforme un succès en une réussite colossale : « DVF » fabrique 25 000 robes par semaine, qui se vendent à un prix abordable – 86 dollars de l'époque, quand le *New York Magazine*, qui fit alors le portrait du *power couple* qu'elle



Diane von Fürstenberg, filmée par Sharmeen Obaid-Chinoy et Trish Dalton. DISNEY+

formait avec son mari, coûtait 75 cents. Cette robe portefeuille simple et pratique, que les femmes de toutes conditions voudront porter, deviendra son emblème, comme le cardigan à boutons-pressions, présenté en 1979, sera celui d'Agnès B., quand bien même toutes deux ont produit d'autres vêtements dans leur carrière. Un autre détail les relie : elles ouvriront leurs boutiques dans des quartiers de boucherie, bien avant que ceux-ci ne deviennent des lieux « branchés ».

Comme toute *success story*, celle de Diane von Fürstenberg, dont la vie sentimentale et sexuelle fut trépidante, passe par un revers de fortune : à force d'être surproduite dans des imprimés à la variété infinie, la robe portefeuille finira

Sa mère l'a conçue dix-huit mois après être revenue du camp d'extermination d'Auschwitz

par étouffer sous son succès et par échouer dans les rayons de soldes. « DVF » fait banqueroute et perd le contrôle de sa marque. Mais la créatrice a toujours mis en avant le mantra qu'elle porte sur une chaîne de cou : « *In charge* », c'est-à-dire « responsable ». Elle se reconstruit, récupère le contrôle de ses affaires et se montre sur QVC, une chaîne de téléachat moquée par le milieu chic de la mode. Première émission : elle vend 1,4 million de tenues en deux heures. Sa carrière est relancée.

Le portrait de la créatrice de vêtements est affiné par de nombreux témoignages, dont ceux des riches et célèbres – comme Oprah Winfrey (qui dut économiser à ses débuts pour une *wrap dress*) ou Hillary Clinton. Mais derrière le portrait de cette femme qui connut le succès le plus tonitruant s'en trouve un autre : celui de sa mère, qui conçut sa fille dix-huit mois après être revenue, ne pesant que 20 kilos, du camp d'extermination d'Auschwitz.

L'un des moments les plus émouvants du film est celui où « DVF » raconte la grave crise de panique que vécut sa mère lors-

qu'elle retourna en Allemagne, bien longtemps après sa captivité à Auschwitz. Cette dernière avait pourtant appris à sa fille, encore enfant, que « *la peur est hors de question* » ; mais le traumatisme était évidemment toujours là, faussement dormant.

Diane von Fürstenberg, qui vécut l'expérience d'un cancer et celle de la disparition, des suites du sida, de son ex-mari, Egon von Fürstenberg, avec qui elle était restée en bons termes après leur divorce, dit penser à la mort tous les jours, mais sans la craindre. Et le film se termine dans le parc de la propriété qu'elle partage avec son époux, Barry Diller, ancien patron des studios de la Paramount et de la Fox, dans un espace clos par un muret de pierres qu'elle présente comme son cimetière personnel : « *Vous verrez, vous viendrez me rendre visite !* », lance-t-elle aux réalisatrices avec un sourire ravageur. ■

RENAUD MACHART

Diane von Fürstenberg. Woman in Charge, de Sharmeen Obaid-Chinoy et Trish Dalton (EU, 2024, 97 min).

Thomas Porlon décrypte la radicalisation des supporters de football

Le journaliste a notamment enquêté sur les ultras de l'extrême droite à Lyon

STREETPRESS
À LA DEMANDE
SÉRIE DOCUMENTAIRE

Insultes à caractère raciste, saluts nazis, cris de singe, drapeaux ornés de signes nazis, passages à tabac... Thomas Porlon s'est rendu dans des kops (tribunes) en France, en Pologne, en Hongrie, en Italie et en Grèce, pour montrer, dans la série documentaire *Kop*, diffusée par StreetPress sur sa chaîne YouTube, comment football et politique s'entremêlent partout sur le continent, illustrant la montée de l'extrême droite.

Le premier des cinq épisodes dévoile l'entrisme de groupes d'ultras de droite lyonnais dans les tribunes du Groupama Stadium. Ils sont de plus en plus nombreux depuis quelques années, mais aussi de plus en plus violents. Les Bad Gones, la Mezza Lyon et Lyon 1950, groupes de supporters de l'Olympique lyonnais (OL), se disent « *officiellement apolitiques* ». Mais ils affichent des croix celtiques et des slogans inspirés des SS sur leurs drapeaux.

Le documentaire montre comment ils se sont rapprochés d'associations d'extrême droite : Les Remparts, groupe identitaire qui possède le bar La Traboule et défend l'idée d'une civilisation européenne blanche ; Lyon Populaire, inscrit dans une dynamique fasciste ; l'Action française, un mouvement royaliste. Supporters et militants mènent ensemble des opérations violentes.

Emeutes sans précédent

A Marseille, Toufik, un supporter de l'Olympique de Marseille (OM), raconte que, dans un car, des Lyonnais aux crânes rasés criaient « *Bande de bougnoules !* » aux tenants du club adverse après le report d'un match. Un procès a eu lieu, qui a condamné deux supporters ayant fait des saluts nazis. Une décision de justice rare.

En avril 2023, alors qu'un match entre l'OL et l'OM touche à sa fin, à Lyon, des affrontements sans précédent éclatent entre supporters. Un homme noir est tabassé au sol

Des groupes violents font de l'entrisme dans les tribunes de l'Olympique lyonnais

par des groupes fascistes lyonnais qui crient « *Tes pas chez toi sale nègre !* » « *Je n'avais jamais été victime de racisme concrètement avant ce jour-là* », affirme Kandjoura, qui a évité de justesse un coup de pied au visage qui aurait pu lui être fatal. « *Ça n'allait jamais s'arrêter, je ne savais même pas comment on allait sortir du stade* », dit son ami Mohamed, qui l'accompagnait.

Les dirigeants du Groupama Stadium et de l'OL n'ignorent pas ces dérives, mais ils préfèrent ne pas intervenir, comme s'il était possible de « *garder un équilibre* », déplore Julien, ancien militant de gauche. Interrogé par Thomas Porlon, Xavier Pierrot, directeur général adjoint de l'OL Groupe, responsable du Groupama Stadium, s'agace : « *Cette question me chauffe toujours un petit peu parce que ça donne l'impression qu'on ne fait rien !* »

Quand le journaliste lui demande s'il compte prendre des sanctions contre ceux qui ont passé Kandjoura à tabac, il élude : « *Sinon il faut que je sanctionne tout le monde, ce n'est pas si clair, on attend de voir ce que la justice va faire*. » Les dirigeants des clubs se renvoient souvent la balle pour justifier leur inaction. Pour le match OL-OM annulé le 29 octobre 2023 après le caillassage du bus lyonnais à son arrivée au Stade-Vélodrome et reprogrammé le 6 décembre, les supporters lyonnais ont été interdits de déplacement à Marseille en raison d'un « *risque réel et sérieux d'affrontements* ». ■

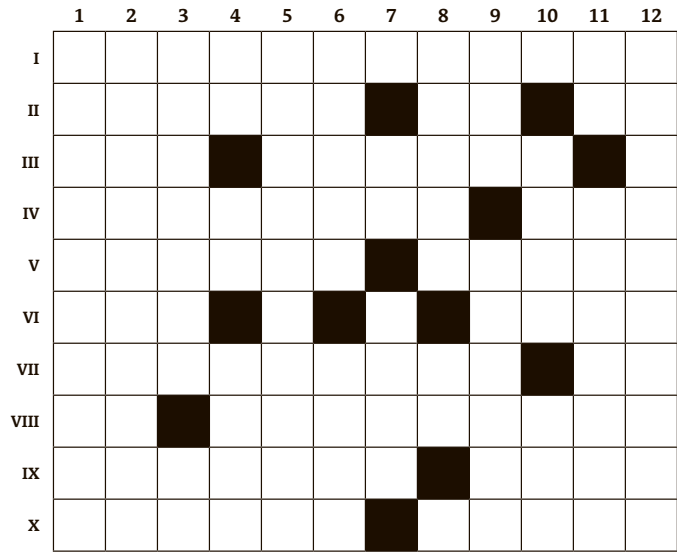
CLARA ROSELLO

On enquête sur les ultras d'extrême droite de Lyon, épisode 1 de « Kop », par Thomas Porlon (Fr., 2024, 5 × 25 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 157
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 156

HORIZONTALEMENT I. Echafaudages. II. Fragile. Loto. III. Feue. Ino. IV. Ratelé. Se. As. V. Ane. Inespéré. VI. Yc. MEA. Ulnas. VII. Aimanté. Oa. VIII. Néantiser. Ni. IX. Trie. Pedum. X. Sentencieuse.

VERTICALEMENT 1. Effrayants. 2. Créancière. 3. Haute. Main. 4. Agée. Manet. 5. Fi. Lient. 6. Aliénation. 7. Uen (une). Es. 8. Ossu. Epi. 9. Al. Explorée. 10. Gon. ENA. Du. 11. Et. Ara. Nus. 12. Sous-estimé.

HORIZONTALEMENT

I. Aura beaucoup de mal à passer à autre chose. II. Sortit du secret. Brecht ou Bardot. Possessif. III. Présente au départ. Capitale des Parisii. IV. Remises à l'heure pour s'accorder. Excellent dans son domaine. V. De L'île-d'Yeu ou de L'île-d'Olonne. Relie la mer au marais. VI. Cran dans la ceinture. Région d'Arabie saoudite. VII. Difficile de lui résister. M. Je-Sais-Tout. VIII. Négation. Calme la douleur et fait perdre l'énergie. IX. Chevauchées. Aimée à la Bastille. X. Prénom du suivant. Passé par le séminaire, il entre à l'Académie.

VERTICALEMENT

1. Comme une vie où tout va beaucoup trop vite. 2. Met en évidence ce que l'on ne voyait pas. 3. Plutôt affable, il peut aussi tout modifier. Dans les reins. 4. Pousse l'aiguille. Romain chez Verdi. Affluent de la Vilaine. 5. Imagées pour faciliter la compréhension. 6. Maison close, en principe. Henri y retrouvait la belle Diane. 7. Renforce le montage. Parfum d'étoiles. 8. Victime de la malbouffe. Confer. 9. Chaînes américaines. Stimulant. 10. Suivit à distance. Son cours se termine dans le Rhône. 11. Conjonction. Se fit entendre comme une cloche. 12. Homme de recherches et d'analyses.

SUDOKU

N°24-157

								7
					1	2		3
	1							
		7	2			6	9	
		8	3		6			
	9	5						
	6			5		4	2	
	8	2		9	4	1		6

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

3	5	6	7	4	2	9	8	1
8	9	2	3	6	1	4	5	7
7	4	1	5	8	9	3	2	6
4	6	8	2	9	7	1	3	5
1	7	3	4	5	8	6	9	2
9	2	5	1	3	6	8	7	4
5	8	9	6	2	4	7	1	3
6	3	7	8	1	5	2	4	9
2	1	4	9	7	3	5	6	8

Très difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Chaque jeudi, le meilleur de la presse étrangère



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abonjournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

Comment les idées d'extrême droite ont gagné les esprits

La propagation continue des idéologies ultraconservatrices et néoréactionnaires dans l'espace public depuis une vingtaine d'années explique pourquoi une partie des intellectuels médiatiques inclinent vers le Rassemblement national et renoncent désormais au front républicain

La période d'extrême tension politique accentue le sentiment de confusion idéologique. Vendredi 28 juin, à deux jours du premier tour des élections législatives, lors desquelles la France peut basculer à l'extrême droite pour la première fois depuis le régime de Vichy (1940-1944), l'essayiste Alain Finkielkraut devait donner une conférence au Cercle de Flore, l'espace de rencontres de l'Action française, à Paris.

« Faut-il être moderne ? », devait se demander l'écrivain *« mécontemporain »* devant un parterre de royalistes. Se représenter l'auteur du *Juif imaginaire* (Seuil, 1980) et de *L'Avenir d'une négation* (Seuil, 1982) discourant devant un mouvement fondé par l'écrivain monarchiste Charles Maurras (1868-1952), antidreyfusard et antisémite notoire, a quelque chose de vertigineux, même si les inclinations antimodernes de l'Académicien sont bien connues.

Celui dont les grands-parents et le père ont été déportés à Auschwitz, et dont la mère est une rescapée de la Shoah, devait donc dialoguer avec les héritiers du pamphlétaire du journal *L'Action française* (1908-1944). Charles Maurras disait du capitaine Dreyfus que *« douze balles lui apprendr[ai]ent enfin l'art de ne plus trahir »*. Le théoricien du *« nationalisme intégral »* qualifiait le socialiste Léon Blum (1872-1950), figure tutélaire du Front populaire, de *« détrit[us] humain »*, parlait de lui comme d'*« un homme à fusiller, mais dans le dos »*, espérant dans les années 1940 qu'*« avec Pétain nous sortions du tunnel de 1789 »*.

Devant le tollé, Alain Finkielkraut a annulé sa participation. *« J'ai répondu à l'invitation d'anciens étudiants, mais aussi parce que des intellectuels très recommandables, comme les philosophes Marcel Gauchet, Pierre Manent et Olivier Rey s'y sont rendus avant moi »*, se défend-il. Et l'Action française *« a rompu avec l'antisémitisme »*, fait observer M. Finkielkraut.

« LEVÉE GÉNÉRALE DES TABOUS »

« Le juif n'est plus un ennemi pour l'extrême droite », confirme l'historien Laurent Joly, spécialiste de la France de Vichy. *L'ennemi qui ronge le pays de l'intérieur pour ce courant, c'est le musulman.* » Mais, précise l'auteur de *Naissance de l'Action française* (Grasset, 2015), le mouvement monarchiste reste profondément *« révisionniste »*, au sens où *« il considère que le maréchal Pétain fut un "bouclier" qui sauva des juifs français, au mépris de la vérité historique »*.

Alain Finkielkraut se défend de tout autre lien avec l'Action française comme de tout ralliement au parti de Marine Le Pen. *« Le Rassemblement national [RN] n'est plus pétainiste, mais, entre l'Ukraine et la Russie, il a constamment choisi la Russie, et j'en tire toutes les conséquences »*, déclare-t-il. Toutefois, le rapprochement, et parfois même le basculement, d'une partie du monde intellectuel français vers les idées d'extrême droite est un long processus, qui s'est accéléré depuis une vingtaine d'années. Dans *Le Rappel à l'ordre* (Seuil, 2002), l'historien des idées Daniel Lindenberg (1940-2018) estimait que cette inflexion provenait de la *« libido réactionnaire »* et de la *« levée générale des tabous »* portées au tournant des années 1990-2000 par des intellectuels souvent venus de la gauche. Dans sa postface de 2016, il écrivait qu'elle s'était transformée en une véritable *« révolution conservatrice »*. Mais, dès 1981, l'écrivain Alain de Benoist, alors rédacteur en chef de *Nouvelle école*, qualifiait la *« guerre culturelle »* occidentaliste qu'il voulait mener de *« gramscisme de droite »*.

Le concept, venu du fondateur du Parti communiste italien, Antonio Gramsci (1891-1937), désigne une hégémonie culturelle à conquérir sur le front non seulement politique mais aussi idéologique. Et celle-ci devait passer de gauche à droite. Issu d'une matrice néopaienne, *« le gramscisme de droite était trop ouvertement différentieliste et percutait trop frontalement la culture politique égalitaire française pour s'impo-*

ser », analyse le philosophe Serge Audier, auteur de *La Pensée anti-68. Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle* (La Découverte, 2008).

Les intellectuels d'extrême droite ont pris le temps de comprendre pourquoi la gauche était culturellement dominante depuis Mai 68 et les mouvements d'émancipation des années 1970. Ils ont veillé à ne plus se cantonner aux officines confidentielles, même si la revue *Éléments*, organe de la *« nouvelle droite »*, recevait sondeurs, éditorialistes et intellectuels mainstream, invités à dénoncer le *« gauchisme culturel »*, la *« cancel culture »* et le *« camp du Bien »*, à la manière des poncifs trumpistes relayés par le conformisme antiprogessiste ambiant. Non sans complicités journalistiques, ils se sont engouffrés dans les émissions de commentaires où s'est répandue leur idéologie réactionnaire. Et les médias du milliardaire défenseur de l'Occident chrétien Vincent Bolloré sont arrivés, accentuant un mouvement qui avait déjà commencé.

« L'extrême droite ne gagne pas la bataille des idées, elle gagne la bataille des "écrans", qu'ils soient télévisuels ou ceux des réseaux sociaux », d'autant que *« le mode algorithmique privilégie la binarisation et la radicalisation »*, précise la philosophe Cynthia Fleury. *« Comment voulez-vous que les gens qui pensent "s'informer" en regardant des chaînes focalisées sur le traitement des faits divers, des crimes, des catastrophes, etc., ne soient pas enclins à croire des partis dont le fonds de commerce consiste à les exploiter pour alimenter des discours sécuritaires qu'ils présentent comme des programmes politiques ? »*, se demande l'historien Gérard Noiriel. Cette *« nouvelle logique communicationnelle »*, poursuit-il, conduit à *« une manipulation des émotions au détriment de la raison et de la place accordée aux explications »*. Pour la mouvance conservatrice, expliquer équivalait à vouloir excuser. Et les analyses venues des sciences sociales sont régulièrement affublées du terme disqualifiant d'*« excusisme »*.

PROPAGANDISTES DU DÉCLIN

L'offensive médiatique a produit des effets. Certains journalistes sont devenus de véritables courroies de transmission, d'autres ont tout simplement rejoint le RN, comme Philippe Ballard, ancien animateur d'émissions de débats sur LCI, réélu député dans l'Oise. Des convergences idéologiques se sont opérées et une *« extrême droite "de gauche" »*, comme le dit le philosophe Jacques Rancière dans *Les Trente Inglorieuses* (La Fabrique, 2022), s'est peu à peu installée. La bataille idéologique de l'extrême droite a en effet consisté à capter des grandes valeurs démocratiques et de gauche en les vidant de leur substance émancipatrice et universaliste.

Ainsi, *« la République est devenue synonyme de l'ordre et de l'autorité; l'Etat social est devenu l'Etat national réservé aux autochtones; la laïcité a été lestée d'un con-*

tenu "civilisationnel" antimusulmans. En somme, l'identitarisme réactionnaire s'est niché au cœur du socle qui fait le "commun" de la République », relève Serge Audier.

« Toute une partie de la gauche a sous-estimé la constance de cette droite contre-révolutionnaire », insiste le politiste Laurent Jeanpierre, qui a notamment dirigé, avec Christophe Charle, *La Vie intellectuelle en France. Tome 2* (Seuil, 2016). Par paresse ou dédain, nombre d'intellectuels progressistes n'ont pas été curieux du ressort idéologique de ces propagandistes du déclin. Des percées, comme celle de l'essayiste Hervé Juvin, devenu député européen du RN en 2019 après avoir publié cinq ouvrages aux éditions Gallimard, aurait pu pourtant avertir du glissement de terrain. L'historien des idées Daniel Lindenberg fut l'un des premiers à en repérer l'émergence, notamment chez des romanciers tel Michel Houellebecq.

Jacques Rancière a montré comment l'ancienne critique du communisme s'est muée en une critique de l'individualisme démocratique (*La Haine de la démocratie*, La Fabrique, 2005); les historiens des idées François Cusset et Serge Audier ont montré les ressorts d'un vaste *« contre-Mai 68 »*; dans *Récidive* (PUF, 2018), le philosophe Michaël Fessel a réfléchi aux échos contemporains de l'année 1938; et, dans *Le Venin dans la plume* (La Découverte, 2019), Gérard Noiriel a établi les correspondances entre le pamphlétaire antisémite et raciste Edouard Drumont (1844-1917) et Eric Zemmour, qui *« légitime une forme de délinquance de la pensée »*. Mais l'alerte ne fut jamais vraiment prise très au sérieux. Et, peu à peu, tous les étages de la fusée se sont agencés : des journalistes, des écrivains, des humoristes, des sportifs ou des cuisiniers ont rejoint les partis de la réaction française.

La droite extrême, par contre, a lu les auteurs de gauche. Président de l'institut de sondage PollingVox, directeur de la formation des cadres au RN et actuellement en campagne dans la première circonscription des Hautes-Alpes, Jérôme Sainte-Marie fut sans doute l'un des artisans les plus actifs de ce retournement. Le croisement des analyses critiques du *« bloc bourgeois »*, notamment portées par les économistes néomarxistes Bruno Amable et Stefano Palombarini, avec celles de la fracture territoriale menées par le géographe Christophe Guilluy sur la *« France périphérique »* ont, selon Serge Audier – qui a consacré un article à ce sujet dans la revue *Cités* (n° 82, 2020) –, *« permis à Jérôme Sainte-Marie et d'autres de disposer d'une grille de lecture "bloc contre bloc" »*.

Prisés par la presse dextriste, les oppositions binaires entre les élites des grandes villes – les *« anywhere »* (qui viennent de partout) – et le peuple périurbain et rural – les *« somewhere »* (qui sont ancrés quelque part) –, comme dit le journaliste britannique David Goodhart, ont *« renforcé cette matrice idéologique »*. D'un côté, un bloc qualifié d'élitaire, libéral, bobo et mondialiste; de

l'autre, un bloc populaire considéré comme périphérique, local et patriote national. Une vision de la France *« d'autant plus puissante que le clivage entre ouverture et repli caractérisait aussi l'idéologie macroniste qui pensait ainsi disposer d'une rente électorale »*, poursuit Serge Audier. C'est ainsi que, sur le plan idéologique, le RN a su trouver sa colonne vertébrale. D'autant que, en ciblant au moins autant Jean-Luc Mélenchon que Marine Le Pen, toute une partie de l'intelligentsia a changé de diable.

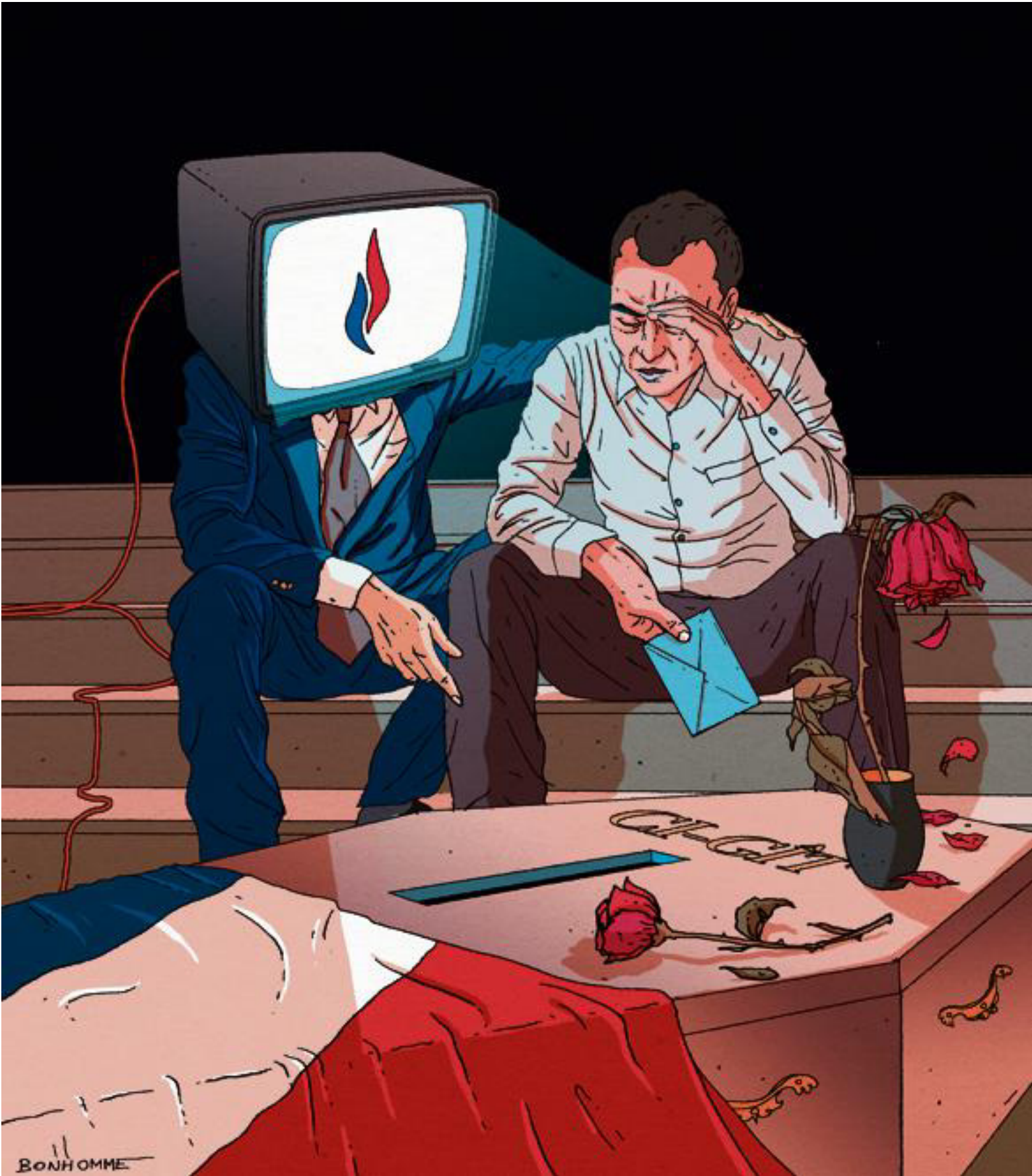
Mais le RN *« ne ressemble plus à la vieille extrême droite »*, rétorque Alain Finkielkraut, intarissable contre cette gauche qui ne peut se passer de son meilleur ennemi et qui semble s'exclamer, affirme-t-il: *« Le fascisme ne dépassera pas ! »* Dans un entretien accordé en janvier 2022 à *La Revue des deux mondes*, l'historien Marcel Gauchet est explicite: *« Tout cela est mort et enterré ou ne subsiste plus qu'à l'état résiduel. »* L'ancien rédacteur en chef de la revue *Le Débat* en est convaincu: *« Est réputé d'extrême droite le discours politique hostile à une immigration hors de contrôle et aux effets du multiculturalisme. »* Et de conclure: *« L'étiquette d'extrême droite fonctionne en réalité comme le moyen de disqualifier un discours qui dérange par rattachement à un passé honni. »*

Le RN est d'extrême droite, réplique Laurent Joly, notamment à cause de *« sa focalisation sur l'identité et les immigrés »*, son aspect clanique qu'il s'attache à gommer – *« il est difficile d'y faire une grande carrière sans être membre ou proche de la famille Le Pen »* –, mais aussi en raison des propos sur les prétendus *« comptes cachés de l'Etat »*. Il l'est également en raison du projet de Jordan Bardella visant à interdire certaines hautes fonctions à des binationaux, *« qui fait écho à la toute première loi adoptée par le régime pétainiste, le 12 juillet 1940 »*. Cela dit, poursuit Gérard Noiriel, dans les années 1930, l'extrême droite antidémocratique *« ne cherchait pas à prendre le pouvoir par les urnes »*. Le caractère inédit de la situation dans laquelle nous sommes, indique l'auteur de *Préférence nationale* (Gallimard, collection « Tracts » n° 55, 64 pages, 3,90 euros), c'est que, *« pour la première fois dans l'histoire de la France, il est possible que l'extrême droite accède au pouvoir d'Etat par la voie électorale »*.

« TRAHISON DES CLERCS »

Certains intellectuels ont longtemps considéré que la majorité présidentielle était une digue politique face au RN. *« Emmanuel Macron n'est pas un rempart au RN, mais une passerelle, déclare au contraire l'historien des idées François Dosse. Il a contribué à banaliser ses idées. »* Le biographe de Cornelius Castoriadis et de Pierre Vidal-Naquet a été le professeur du futur président à Sciences Po. C'est grâce à lui qu'Emmanuel Macron a rencontré le philosophe Paul Ricoeur, dont il fut assistant éditorial. Dans un entretien accordé à *Valeurs actuelles* sur la question migratoire, le 31 octobre 2019, le président de la République désigna les représentants des associations de défense des migrants comme des *« droits-de-l'homnistes la main sur le cœur »*. Emmanuel Macron juge désormais le programme du Nouveau Front populaire *« totalement immigrationniste »*, a-t-il déclaré lors des commémorations du 84^e anniversaire de l'appel du 18 juin. Comme le fait remarquer François Dosse, *« c'est le mot employé par Jean-Marie Le Pen et tous les idéologues de l'extrême droite consacrés par Le Figaro, d'Eric Zemmour à Ivan Rioufol »*.

C'est aussi le terme du sociologue Paul Yonnet dans *Voyage au centre du malaise français*, publié en 1993 aux éditions Gallimard dans la collection « Le Débat », puis réédité en 2022 à L'Artilleur. Immigrationnisme: ce néologisme désigne *« une valorisation de l'immigration justifiant l'opposition à toute mesure de contrôle ou de restriction de ses flux »*, explique Marcel Gauchet dans sa préface. Dans cette perspective, déclare-t-il, *« la vocation »* de la



OLIVIER BONHOMME

France n'est autre, en fin de compte, que de «disparaître en tant que patrie singulière, au nom des droits universels de ceux qui demandent à la rejoindre».

Dans une tribune parue le 21 juin dans *Libération*, l'historien Patrick Boucheron, professeur au Collège de France, estime qu'«Emmanuel Macron est sorti de l'histoire». Ou bien il y rentrera «pour y occuper la place la plus infâme qui soit en République, celle des dirigeants ayant trahi la confiance que le peuple leur a accordée en ouvrant la porte à l'extrême droite, d'abord en parlant comme elle». Une partie de la Macronie n'a, en effet, pas cessé de manier le vocable de la rhétorique ultraconservatrice, à l'image de Frédérique Vidal, alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, annonçant, le 14 février 2021, diligenter une enquête sur l'«islamo-gauchisme à l'université», ou bien du ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer, assurant dans un colloque à la Sorbonne, en janvier 2022, que le «wokisme» était un «virus» auquel il fallait trouver le «vaccin».

Des propos qui ont indigné de nombreux chercheurs, en particulier parce qu'il s'agit de termes utilisés en permanence par l'extrême droite, comme Marine Le Pen, qui déclare aujourd'hui que «le bloc islamo-gauchiste prône la disparition de l'ensemble de nos libertés» (*Le Figaro*, 16 juin), ou Eric Zemmour, expliquant à ses électeurs que «la propagande wokiste endoctrine [leurs] enfants à l'école».

Si le RN parvient au pouvoir, «un certain nombre d'intellectuels de droite, mais aussi de gauche, porteront une grave responsabilité», prévient Serge Audier, notamment en raison de «la guerre culturelle quotidienne pour acculer l'ensemble de la gauche et des écologistes dans un statut de minorité clivante, bobo, islamo-gauchiste, woke, etc.». Le fait que

«certains des intellectuels les plus médiatisés à droite – Alain Finkielkraut, Luc Ferry, Pascal Bruckner, Michel Onfray, etc. – ciblent prioritairement le NFP [Nouveau Front populaire], avec la caisse de résonance de puissants médias, est une nouvelle «trahison des clercs» qui risque de contribuer à l'effondrement démocratique en cours», dit-il.

SENTIMENT DE DÉCLASSEMENT

La gauche n'est pas non plus épargnée dans ses responsabilités. Historien de l'immigration, Gérard Noiriel trouve «symptomatique» que «le cri d'alarme» lancé il y a une vingtaine d'années par le philosophe américain Richard Rorty (1931-2007) ait été «complètement ignoré chez nous». Celui-ci craignait que «le ressentiment qu'éprouvent les Américains peu instruits à l'idée de se voir dicter leurs manières par les diplômés universitaires» aboutisse à l'élection d'un «homme fort qui remettrait en cause les acquis dans la lutte contre les discriminations, le sexisme et le racisme», écrivait-il en 1998. Un texte «prémonitoire», rédigé une vingtaine d'années avant l'élection de Donald Trump. Les législatives n'étant qu'un préalable à l'élection présidentielle de 2027, «voilà ce qui nous guette aujourd'hui en France», prévient Gérard Noiriel.

Une gauche représentée par des partis de diplômés se serait largement déconnectée de certaines réalités et prendrait cette révolte contre les élites de plein fouet. Elle s'est parfois «embourbée dans des débats pour trancher ce qui importait le plus entre la race, le genre ou la classe», analyse Laurent Jeanpierre. Le vote pour le RN témoigne de la rancœur de ceux «d'en bas» contre ceux «d'en haut» et comporte des «bases ressentimentistes», estime Cynthia Fleury. La précarisation et le sentiment de déclassement des classes populaires sont des ferments puis-

«SUBSTITUER
L'ETHNIQUE
AU POLITIQUE
A QUELQUE CHOSE
D'ATTRISTANT.
AUJOURD'HUI, ON
VOTE EN FONCTION
DE SON IDENTITÉ
FAMILIALE, NON D'UN
PROJET COLLECTIF»

RÉGIS DEBRAY
philosophe

sants. «Bien entendu, les déserts médicaux, le manque de services publics jouent un rôle capital dans certains territoires, mais ils ne me paraissent pas suffire à expliquer l'importance cruciale de l'idéologie identitaire et xénophobe», poursuit Serge Audier. En résumé, une partie des Français ne votent pas à l'extrême droite simplement parce qu'ils sont éloignés d'un pôle de santé, mais aussi parce que certains d'entre eux sont animés par un puissant rejet de l'étranger.

L'un des points d'orgue de la confusion précipitée par la dissolution de l'Assemblée, c'est celui d'une partie des intellectuels français juifs prêts à voter pour le RN. Le retournement le plus saisissant est sans doute celui de Serge Klarsfeld. L'avocat et président des Fils et filles de déportés juifs de France a expliqué que, entre le NFP et le RN, il donnerait sa voix au second qui, dit-il, a fait sa «mue», «soutient Israël» et serait devenu «pro-juif». Le couple Klarsfeld a même reçu, dans son appartement, le 19 février 2024, la présidente du RN, fille de Jean-Marie Le Pen, l'ancien leader du Front national qui expliquait en 1987 que les chambres à gaz étaient «un point de détail» de l'histoire de la seconde guerre mondiale.

SIGNIFIANTS CHARGÉS ET PUISSANTS

«Ça fout un coup», remarque l'écrivain Régis Debray. Il faut dire que ce «gaulliste d'extrême gauche», tel qu'il se définit lui-même en riant, connaît bien le célèbre chasseur de nazis. Compagnon de route du Che, Régis Debray a même préparé avec Serge Klarsfeld, depuis le Chili d'Allende, en 1972, l'enlèvement de Klaus Barbie, criminel nazi qui fit torturer Jean Moulin et ordonna la déportation de milliers de juifs, dont 44 enfants d'Izieu (Ain). L'opération a échoué, même si Barbie sera finalement extradé onze ans plus tard. Mais une amitié s'était nouée. De-

puis *L'Exil à domicile* (Gallimard, 2022), Régis Debray se tient le plus souvent à l'écart de la mêlée. Sollicité par *Le Monde* afin d'analyser le chavirement politique historique en cours, l'ancien chargé de mission pour les relations internationales auprès de François Mitterrand, entre 1981 et 1985, ne cache pas son «trouble» devant «le passage de gauche à droite de nombre d'intellectuels juifs».

Justifiant son choix, Serge Klarsfeld dit aujourd'hui que le RN est devenu «philosémité» et que «les musulmans ne manifestent pas leur attachement à la France». Pourtant, remarque Régis Debray, «depuis l'affaire Dreyfus, les juifs sont ancrés à gauche. Et une partie de mes amis, que je considérais comme partisans de l'universel, semblent s'être repliés, face aux attaques, sur leur particularisme». Si la recrudescence de l'antisémitisme est indéniable depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, «elle doit nous alerter mais pas nous faire oublier le massacre en cours à Gaza appuyé par l'extrême droite israélienne», explique Régis Debray.

Alain Finkielkraut considère Benyamin Netanyahu comme «le pire premier ministre de l'histoire d'Israël» et estime qu'«Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, respectivement ministres israéliens de la sécurité nationale et des finances, sont «d'authentiques fascistes». Mais il ajoute : «Je suis un adversaire résolu du RN. Cependant, si je dois choisir entre Raphaël Arnault, candidat de La France insoumise dans le Vaucluse et qui a salué l'«offensive sans précédent» du 7 octobre et la députée sortante du RN [Catherine Jaouen], je voterai la mort dans l'âme pour cette dernière.» Selon l'auteur de *L'identité malheureuse* (Stock, 2013), «appeler à faire barrage au RN sans condition, c'est considérer l'antisémitisme comme un point de détail».

Alain Finkielkraut se souvient que son père disait, avant de prendre sa décision chaque veille d'élection : «Est-ce bon pour les juifs ?» Et déclare : «Moi, je ne me suis jamais posé cette question, mais pour la première fois aujourd'hui je vote aussi en tant que juif.» Alain Finkielkraut souligne qu'il a voté au premier tour pour un candidat Ensemble. Régis Debray considère que «substituer l'ethnique au politique à quelque chose d'attristant. Aujourd'hui, on vote en fonction de son identité familiale, non d'un projet collectif. Ce n'est pas ce qu'on appelait la gauche, non ? Essayons de la sauvegarder». Il signale qu'il a voté de son côté NFP. «Les voix juives sont plurielles, irréductibles aux personnalités médiatiques que l'on présente comme des défenseurs d'Israël ou des juifs, alors qu'elles sont principalement des porte-parole d'une offensive idéologique dont la proximité avec l'extrême droite, tant en France qu'en Israël, ne cesse de se préciser», analyse, quant à lui, le philosophe Ivan Segré, auteur de *Misère de l'antisionisme* (Éditions de l'éclat, 2020).

Rarement une campagne électorale aura mobilisé autant de signifiants aussi chargés et puissants. Et il n'est pas indifférent que la figure du maréchal Pétain soit revenue ces dernières années sur le devant de la scène, notamment par Eric Zemmour, qui a voulu imposer ses mots, ses thèmes et ses haines. Et qui a notamment popularisé la notion complotiste et xénophobe du «grand remplacement». Sans doute ne faut-il pas minorer ce «transcendantal pétainiste de la France», analysé par le philosophe Alain Badiou, qui consiste à imputer une crise morale nationale à un événement émancipateur : 1789 pour les contre-révolutionnaires, le Front populaire pour Pétain, Mai 1968 pour la droite extrême d'aujourd'hui. Sans doute convient-il également de rappeler, avec l'historien israélien Zeev Sternhell (1935-2020), que le parti de la famille Le Pen incarne «le refus des valeurs intellectuelles et morales des Lumières françaises». Contrairement à ce que disait Marx, l'histoire ne se répète pas toujours sous la forme d'une farce. Il est encore temps d'empêcher cette étrange défaite et, afin d'éviter une nouvelle trahison des clercs, toujours possible de sortir d'un «ni-ni» mortifère. ■

NICOLAS TRUONG

Jean-Marc Ayrault et Pierre-Yves Bocquet

Le scénario de la « priorité nationale » peut être enrayé

Les anciens premier ministre et conseiller de François Hollande imaginent la mise en œuvre de la mesure phare du RN s’il arrive au pouvoir, pour mieux l’empêcher. Les garde-fous existent, mais ils sont fragiles

Cent jours. C’est tout ce qu’il faudrait au RN pour transformer la V^e République en régime illibéral d’un type nouveau, fondé sur la xénophobie d’Etat, le nationalisme identitaire, le rejet des traités internationaux et l’abandon des principes fondamentaux issus de la Révolution française et de la Libération.

Ce programme a un nom : la « priorité nationale ». Il a une réalité : une proposition de révision de la Constitution présentée en 2021, actualisée et déposée sur le bureau de l’Assemblée en janvier 2024, qui prévoit d’en modifier dix-huit articles et d’en ajouter sept pour établir une discrimination légale contre les étrangers en situation régulière, les Français binationaux et les mineurs nés de parents étrangers ; pour priver toutes les personnes résidant en France des garanties offertes par le droit international et communautaire ; et, enfin, pour faire du président de la République le protecteur d’une fantasmatique « identité de la France » qu’il sera libre de définir comme bon lui semble.

Pour mettre en œuvre ce programme, les responsables du RN renvoient à la prochaine élection présidentielle, parce que la clé pour l’appliquer sera entre les mains

du président nouvellement élu. Cette clé est le recours à l’article 11 de la Constitution, qui permet au président de soumettre au référendum un texte de loi sans le soumettre au Parlement. Le général de Gaulle en a usé à deux reprises pour modifier la Constitution, en 1962 et en 1969, et, lors de sa campagne de 2022, Marine Le Pen n’a cessé d’invoquer ce précédent pour écarter l’application de l’article 89 de la Constitution, qui définit la voie normale de révision de notre texte fondamental et empêcherait, tant qu’Emmanuel Macron est à l’Elysée, le RN d’imposer son référendum constitutionnel en contournant le Parlement.

Affrontement programmé

Seul un président RN pourra lever cet obstacle, mais au prix d’une grave crise constitutionnelle. En effet, après 1969, l’article 11 n’a plus été utilisé pour modifier la Constitution, et la plupart des juristes, comme le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, considèrent que la Constitution ne peut être révisée par cette voie. Relancée par le journaliste Thomas Legrand sur France Inter, le 12 avril 2022, Marine Le Pen a, au contraire, assumé de s’opposer au Conseil

constitutionnel sur ce point essentiel.

En citant dans son exposé des motifs un extrait de l’allocution du 20 septembre 1962 du général de Gaulle défendant le recours à l’article 11, la proposition de loi constitutionnelle du RN du 25 janvier 2024 montre que le parti n’a pas changé de position et qu’il prépare clairement un affrontement futur, si sa leader est élue présidente. C’est là où le scénario des cent jours devient une perspective crédible, alors qu’il est manifeste que la stratégie d’un RN au gouvernement sera de pousser Emmanuel Macron à la démission.

Comment les choses se passeraient-elles, alors ? Reprenons les délais prescrits par le texte constitutionnel, en faisant l’hypothèse – purement théorique – d’une démission du président, le 15 septembre 2024. L’article 7 de la Constitution imposant l’organisation d’une nouvelle

élection présidentielle dans les trente-cinq jours, le premier tour de l’élection se tiendrait au plus tard le 20 octobre 2024, et le second le 3 novembre.

Si Marine Le Pen est élue, elle prend ses fonctions quelques jours plus tard, le 8 novembre, et nomme son nouveau gouvernement. Si l’on reprend la procédure du dernier référendum organisé en application de l’article 11, en 1969, le gouvernement saisira le Conseil d’Etat d’un projet de loi constitutionnelle dont le texte sera celui de la proposition déjà consultable sur le site de l’Assemblée nationale, et d’un décret de convocation du référendum. En reprenant les délais du décret de 1969, si le projet est présenté au conseil des ministres du 27 novembre, le référendum se tiendra le 22 décembre 2024, quatre-vingt-dix-huit jours après la démission du président.

Le Parlement mis hors-jeu

L’affrontement constitutionnel majeur aurait lieu entre le 8 novembre et le 27 novembre, entre la présidente élue et son gouvernement, d’une part, et le Conseil constitutionnel, le Conseil d’Etat, l’opposition à l’Assemblée nationale et, sans doute, une très large majorité des sénateurs, d’autre part. Si le souffle de l’élection remportée parvient à balayer ces garde-fous, tout reposera ensuite sur le peuple français. Peut-être la violence de cet affrontement fera-t-il réfléchir les électeurs face à la gravité du choix auquel ils seront confrontés. Mais s’ils valident ce coup de force plébiscitaire, alors la révolution portée par le RN aura été complète. Une révolution pour imposer la « priorité nationale ». Une « révolu-

tion nationale », inscrite pour longtemps dans notre Constitution.

Car, dans sa réforme constitutionnelle, le RN impose le référendum pour modifier la Constitution. Même s’il devait quitter rapidement le pouvoir, la voie du Congrès serait donc définitivement fermée pour rétablir notre texte fondamental. Et si le RN engageait d’autres réformes constitutionnelles par la voie de l’article 11 devenue légitime, la supériorité de la Constitution sur les traités internationaux et le droit communautaire ayant été consacrée par le premier référendum, le piège d’une Constitution devenant illibérale se refermera sur tous les Français.

Ce scénario n’a rien d’inéluctable : à plusieurs niveaux, il peut être enrayé, voire bloqué. Par le peuple français, par les juges, par les fonctionnaires et les élus locaux qui refuseraient d’obéir à des ordres manifestement illégaux, notamment autour de l’organisation d’un référendum de l’article 11 qui aurait été condamnée par le Conseil constitutionnel. Mais ces barrières sont fragiles. Raison de plus pour empêcher le Rassemblement national d’accéder aux responsabilités. Notre bulletin de vote nous en donne le pouvoir. ■

Jean-Marc Ayrault est ancien premier ministre (2012-2014) ; Pierre-Yves Bocquet est un ancien conseiller de François Hollande à la présidence de la République (2014-2017)

Laurent Joly « La proposition du RN visant à interdire certaines hautes fonctions à des doubles nationaux rappelle Vichy »

Le chercheur revient sur l’histoire des extrêmes dans la vie politique française. Il rappelle aussi que l’extrême gauche a déjà pu participer dans le passé à de larges coalitions

ENTRETIEN

Directeur de recherche au CNRS, Laurent Joly a notamment publié *La Falsification de l’histoire*. Eric Zemmour, l’extrême droite, Vichy et les juifs (Grasset, 2022) et dirigé *La France et la Shoah. Vichy, l’occupant, les victimes, l’opinion* (Calmann-Lévy, 2023).

Pourquoi, selon vous, cette période de l’entre-deux-tours des législatives traduit-elle un effondrement républicain ?

Parce que l’extrême droite lepéniste est en mesure de prendre le pouvoir et qu’une partie de ceux qui pourraient empêcher cela tergiversent. L’effondrement auquel nous assistons n’a pas de précédent dans l’histoire. Jamais les nationalistes, en France, n’avaient été en mesure de remporter des élections générales. La seule fois où les idées et des hommes d’extrême droite ont été au pouvoir c’est sous Vichy. Le piège dans lequel nous a mis le président Macron n’est d’ailleurs pas sans rappeler juillet 1940. C’est alors un piège tendu par Pierre Laval avec le renfort de l’extrême droite. La gauche, rongée par ses divisions, par ses haines intestines, est incapable de s’unir pour voir clair et s’opposer au projet visant à instaurer un régime autoritaire. La

droite pactise. Le centre droit s’effondre complètement. Finalement, seuls 80 parlementaires votent contre les pleins pouvoirs à Pétain. Presque tous sont de gauche, socialistes ou radicaux-socialistes. On a tendance à l’oublier : dans cet effondrement généralisé, ils ont sauvé l’honneur de la République et pris date pour l’avenir. On a la triste impression, en entendant les rares hommes politiques à la hauteur de la situation, qu’ils sont les Léon Blum ou les André Philip de juillet 2024.

Comment expliquez-vous que le discours qui renvoie les « extrêmes » dos-à-dos puisse à ce point fonctionner ?

C’est l’un des éléments du piège, le plus pernecieux, dans lequel est tombée notre vie politique. En France, la défense républicaine s’est toujours faite contre l’extrême droite. Après les émeutes antiparlementaires du 6 février 1934, le gouvernement d’union nationale de Gaston Doumergue [1863-1937] allait du centre gauche à la droite. En 1936, le Front populaire s’étendait de l’extrême gauche au centre. D’août 1944 à mai 1947, les communistes ont fait partie de gouvernements rassemblant des gaullistes, des socialistes, des démocrates-chrétiens. Dans notre

histoire politique, on le voit, des coalitions engageant l’extrême gauche ont pu fonctionner et ont d’ailleurs constitué, en 1936 et après la guerre, de formidables périodes de progrès social.

Aujourd’hui, il ne s’agit pas de cela. Juste de constituer une coalition de front républicain. Raphaël Glucksmann l’a proposé peu après le premier tour en avançant le nom de Laurent Berger. Cela reste l’option la plus raisonnable : une personnalité consensuelle répondant aux attentes minimales de l’opinion, revenant par

L’EXTRÊME DROITE LEPÉNISTE EST EN MESURE DE PRENDRE LE POUVOIR ET UNE GRANDE PARTIE DE CEUX QUI POURRAIENT EMPÊCHER CELA TERGIVERSENT

exemple sur la loi sur la réforme des retraites, et gérant l’invraisemblable situation d’une cohabitation avec un président ayant perdu tout crédit jusqu’aux élections de 2027. A défaut de ce scénario, ce sera l’aventure de l’extrême droite au pouvoir. Une autre version de ce dernier scénario serait une coalition, à l’italienne, entre le RN n’ayant qu’une majorité relative et LR. Ce serait tout autant un bouleversement qui signerait la fin de quarante années de « cordon sanitaire ».

Pourquoi la question de l’antisémitisme – en particulier celui de gauche – est-elle si prégnante dans la campagne ?

La République française a un rapport particulier avec les juifs. Elle s’est construite à la fin du XIX^e siècle en s’appuyant sur des minorités, juives, protestantes, attachées à l’universel. L’affaire Dreyfus, Léon Blum (un juif socialiste, porté à la tête du pays en 1936 alors que nos principaux voisins sont des dictatures nationalistes), etc., tout cela a marqué notre histoire. Mais, depuis, la France a connu deux grands traumatismes : la politique criminelle de Vichy qui a livré aux nazis des dizaines de milliers de juifs et, depuis 2012 et l’horreur de Toulouse, plusieurs attentats islamistes et assassinats antisémites. Je

ne suis pas sûr qu’on ait encore pris toute la mesure de ce que signifie, en France, en 2012, tuer à bout portant des enfants parce qu’ils sont juifs. C’est un traumatisme qui renforce, dans notre pays, le caractère absolument intolérable de l’antisémitisme.

A cet égard, en ne trouvant pas d’emblée les mots, même simplement empathiques, pour dénoncer l’attaque terroriste barbare du 7 octobre 2023, LFI a commis une faute morale et politique, qu’elle paye aujourd’hui. Reste que l’accusation d’antisémitisme portée contre l’ensemble du mouvement LFI relève d’une sorte de délire collectif, qui peut s’expliquer par les traumatismes dont je parlais et par l’aporie vertigineuse de la politique israélienne, mais aussi par l’exploitation partisane orchestrée par les médias d’extrême droite.

Quels sont les éléments qui caractérisent le Rassemblement national comme un parti d’extrême droite ?

Né à la fin du XIX^e siècle, le nationalisme s’est défini comme un patriotisme tourné vers les « ennemis de l’intérieur », d’origine étrangère. Des disciples de Maurice Barrès, de Charles Maurras parlent très tôt de « nationalisme ethnique ». C’est l’ADN de l’extrême droite française et c’est à

cela qu’on la reconnaît encore aujourd’hui. Il y a d’autres marqueurs, mais celui-là est le plus important. Il faut donc n’avoir aucun doute sur le sens de la proposition du RN visant à interdire certaines hautes fonctions à des doubles nationaux. Elle rappelle directement Vichy. En effet, la toute première loi adoptée par le gouvernement Pétain le 12 juillet 1940 s’annonçait, elle aussi, comme n’ayant qu’une portée limitée. Il s’agissait d’interdire l’accès aux « cabinets ministériels » à tout fonctionnaire né de parents nés à l’étranger. D’autres discriminations, bien pires, ont suivi. C’est toujours comme cela que cela se passe. Il suffit d’écouter les propos effarants du député RN Roger Chu-deau qui, en s’en prenant comme il l’a fait à Najat Vallaud-Belkacem [il a déclaré que sa nomination au ministère de l’éducation était une « erreur » car elle était binationale] sur un ton rappelant la manière dont Vichy parlait de Jean Zay [1904-1944], ministre de l’éducation nationale du Front populaire, a dit tout haut ce que son parti pense tout bas. On comprend que le RN, ce sera non seulement le racisme institutionnalisé, mais aussi la vindicte politique et la bêtise au pouvoir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
NICOLAS TRUONG

M
ÉDITORIAL
MAINTENIR LE FIL
DE NOTRE HISTOIRE

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

C'est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour nous préserver du pire. La décision irresponsable du président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale, au soir de sa défaite aux élections européennes, doit se dénouer dans les isolements des bureaux de vote des 501 circonscriptions encore en balance : c'est maintenant aux électrices et aux électeurs de s'y prononcer en conscience. Se déplacer pour voter en choisissant le bulletin du candidat concurrent de celui du RN ou de ses suppléants, quelle que soit sa couleur politique, sera le seul moyen de s'opposer à l'extrême droite. Il faut souhaiter que nos concitoyens seront assez nombreux à se mobiliser pour non seulement refuser la majorité absolue au RN et à ses alliés, mais aussi pour repousser le nombre de députés d'extrême droite le plus loin possible du seuil des 289 sièges. Et donc le plus loin possible de la tentation d'une coalition avec les députés de ce qui reste de la droite, notamment ceux des Républicains (LR), qui ont encore écrit un nouveau chapitre de la longue histoire de leur déchéance morale en refusant la réciprocité aux candidats de gauche qui se sont désistés en leur faveur. Il faut espérer que ces électeurs ne se seront pas laissés distraire par les baroques échafaudages de coalitions alternatives, aussitôt évoquées, aussitôt démenties notamment par un pouvoir aux abois depuis sa déconvenue, prévisible, du premier tour, et désormais taillé par la peur du vide. Ces questions ne se traiteront sérieusement que lorsque le danger principal aura été conjuré. Il faut escompter qu'ils ne se seront pas non plus laissés démobiliser par les projections des sondages en sièges, dont tout le monde connaît les limites. Les reports de voix sont une mécanique bien trop fragile pour être anticipée avec précision, dans un tel nombre de circonscriptions qui sont autant de situations particulières, surtout après une campagne de premier tour si brève qu'elle fut réduite à sa plus triviale expression : postures, anathèmes et caricatures. L'évolution de la participation, après sa forte hausse du premier tour, peut aussi brouiller les estimations. Mais, surtout, il ne faudra pas se laisser impressionner par la rhétorique

qui présente ces désistements et ces reports citoyens comme des dénis de démocratie, des « choix contre nature au seul nom de logiques d'appareil », selon les mots prononcés par Marine Le Pen en début de semaine. Ne lui en déplaise, ces choix sont conformes à la nature républicaine des partis qui les ont effectués. Quelle que soit la distance entre les options politiques, ils correspondent à une conception commune de notre démocratie, de son identité, de son histoire, et de ce qui lui est incompatible. De même, il ne faut pas se laisser abuser par les excès de langage qui laisseraient penser que c'est « le peuple français » dans son ensemble, ou « la grande majorité de ses citoyens », pour reprendre les termes utilisés par le ministère des affaires étrangères russe dans son communiqué de soutien au RN, publié mercredi sur X, qui s'est exprimé dimanche 30 juin en faveur de l'extrême droite. Si massifs et inédits soient-ils, les 9,6 millions de suffrages qui se sont portés sur le parti de Marine Le Pen ne représentent qu'une part d'un corps électoral auquel il faut, en outre, retrancher près de 35 % d'absentéistes. Le résultat du Nouveau Front populaire (NFP), qui rassemble les partis de gauche, ne lui est inférieur que de 1 million de voix.

Risque de basculer dans l'illibéralisme
« Le populisme est avant tout une stratégie qui consiste, pour un parti politique, à prétendre représenter le "vrai peuple" », expliquait récemment Jan-Werner Müller, philosophe allemand et spécialiste de ces mouvements, dans un entretien au Monde (le 29 juin). L'un de ses volets est « l'exclusion du peuple de tous les individus ne correspondant pas à la définition symbolique du "vrai peuple", comme les étrangers, les minorités ou les opposants ». La condamnation du front républicain, considéré comme une manifestation d'un « système » par nature hostile à l'expression de la volonté populaire, est une des premières manœuvres d'intimidation qui participent à la mise en place de cette exclusion. Elle est aussi ancienne que les premiers succès du parti du clan Le Pen, dans les années 1980. Dimanche soir, la partie de la population qui apportera sa voix au barrage républicain sera tout aussi légitime que celle qui choisira de confirmer son vote en faveur du RN. Pour décrire les effets sur notre démocratie de cette stratégie populiste de l'extrême droite française, si elle venait à s'emparer du pouvoir, les commentateurs utilisent souvent la comparaison avec la Hongrie du premier ministre Viktor Orban, l'un des inspirateurs de Marine Le Pen. De fait, l'érosion de la liberté de la presse, l'affaiblissement des institutions, les attaques contre les minorités, l'abaissement de l'Etat de droit seraient à redouter. Mais, comme nous l'écrivions avant la présidentielle de 2022, ce parallèle avec un pays de

10 millions d'habitants est bien trop court pour décrire la déflagration mondiale que représenterait le basculement de notre pays du côté de l'illibéralisme. Puissance nucléaire dotée d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, pilier de la construction européenne, la France n'est pas la Hongrie. C'est le risque d'un tel basculement, dont la perspective saisis d'effroi la plupart des capitales occidentales, qu'il convient de mesurer avant le vote du 7 juillet. Sans surestimer la capacité d'Emmanuel Macron à défendre ses prérogatives dans le domaine des relations internationales. Avant même le premier tour, Marine Le Pen s'est engagée dans un rapport de force avec le président sur le sujet, qui laisse entendre que l'extrême droite compte fermement infléchir notre politique extérieure. Cela constituerait un choc aussi violent que le détricotage de nos institutions et la mise en place de politiques discriminatoires sur le plan intérieur. La France pourrait manquer non seulement à son rôle historique dans le concert des nations, mais également à ses alliances et à ses devoirs de solidarité, alors que la guerre fait de nouveau rage en Europe depuis l'agression de l'Ukraine par la Russie. Sur notre continent, au moins deux chefs d'Etat guettent ce bouleversement. Viktor Orban, bien sûr, qui aimerait compter sur un appui de taille pour renverser le jeu au sein de l'Union européenne, dans une alliance d'intérêts qui finirait par s'effondrer sous le poids des égoïsmes nationaux. Et surtout Vladimir Poutine, auquel Marine Le Pen s'est liée par de multiples déclarations d'admiration et par un emprunt bancaire. Celui-ci vient de faire transmettre par son ministère des affaires étrangères un message de soutien qui renforce les soupçons de collusion. La cheffe de file du RN s'efforce de les dissiper en mettant en avant sa toute récente conversion à la solidarité avec l'Ukraine, toutefois limitée par des lignes rouges qui entraveraient notre capacité de réagir si la Russie venait à prendre le dessus militairement. Ce signe de Moscou, auquel le parcours et les déclarations racistes de tant de candidats RN, est un révélateur du danger pour notre pays de perdre le fil de son histoire. Tout autant que de son avenir, car il est une autre bataille dans laquelle la France fera à coup sûr défection si l'extrême droite est en position d'en décider : celle du climat. Dans ce domaine, le parti campe sur des positions qui sont en tout point à l'opposé de la coopération, de la solidarité au-delà des frontières, de l'universalisme, indispensables pour faire face à la catastrophe en cours. Jamais, nulle part, l'extrême droite n'a pu constituer une solution aux difficultés de ses contemporains. Partout, toujours, elle a fini par accroître les malheurs du monde. ■

JÉRÔME FENOGLIO
(DIRECTEUR DU « MONDE »)

LE LIVRE

L'ÉCOLOGIE COMME ÉMANCIPATION DES CLASSES POPULAIRES

En ces temps de campagne, voici un texte que les candidats portés par l'écologie et le progrès social seraient inspirés de lire. Car ils sont bien rares, les textes qui, sur cette question brûlante, déploient une vision articulant lecture historique, analyse stratégique et réflexion prospective en posant frontalement le problème auquel ce camp est confronté : « Pourquoi l'écologie, présente sur toutes les lèvres, ne parvient-elle pas à devenir la vérité absolue de toutes les pensées et la boussole de chaque instant ? »

A mi-chemin des sciences sociales et du politique, c'est-à-dire des idées et du concret, *L'écologie peut-elle être populaire ?* (Le Bord de l'eau, 216 pages, 22 euros) propose une réponse en revenant à la base d'un débat dont il articule les principaux termes (travail, écologie, classes populaires, territoires) tout en s'appuyant sur un credo : « Le territoire est le chaînon manquant entre social et environnement. » L'hybridité de cet essai tient à l'identité de son auteur. Erwan Rutu est un homme à l'intersection de l'action (il a piloté la commission banlieues d'Europe Écologie-Les Verts), de l'observation, jadis engagé dans plusieurs médias ancrés dans les quartiers (*Pote à pote*, *Respect Mag*), et de la réflexion. Il avait signé une captivante *Histoire des banlieues françaises* (Les Pérégrines) en 2020, qui se prolonge quatre ans plus tard par cet essai dense, où le talent de la synthèse s'allie avec la verve de l'écriture – non sans une tendance au lyrisme.

« On n'a plus de pétrole, ni d'idées » ; « Il ne faut pas désespérer Billancourt, mais Billancourt n'existe plus » ; « réunifier le peuple des TER et celui des RER »... Cet ouvrage fourmille de formules qui condensent une perspective historique de deux siècles pour penser celui qui vient, et qu'Erwan Rutu croque en deux idéal-types : le « régime libéral » d'aujourd'hui contre la « société écologique » de demain.

Nouvelle aristocratie de la main

Paysannerie, artisanat, petit commerce et classe ouvrière ont constitué les assises sociales des républiques depuis 1789. Mais le « régime libéral », en marginalisant les classes populaires – des banlieues au périurbain – et en éloignant le travail productif – externalisé à l'autre bout du monde –, produit une dynamique destructrice depuis les années 1980 en soumettant ces populations à une violence qui a fécondé les grandes crises sociales, des révoltes dans les banlieues aux « gilets jaunes ». A cette casse s'est ajouté un schisme, soit l'abandon par « une partie de la jeunesse post-68 » du monde du travail au profit d'un « esprit libéral-libertaire » centré sur les questions de société.

Là est tout le programme de la transition que préconise Erwan Rutu. Il entend créer une alliance entre « bourgeoisie précaire et créative » et classes populaires en vue de « réparer les banlieues des grands ensembles et régénérer les banlieues pavillonnaires » en les remettant au centre d'une « société écologique » dont la décroissance serait l'horizon.

Comment s'y prendre ? Plutôt qu'un programme clé en main, Erwan Rutu esquisse des directions. Celles-ci puisent dans l'héritage de l'économie sociale, née au début du XIX^e siècle chez des socialistes qui, face à la misère créée par la révolution industrielle, ont imaginé des utopies concrètes, applicables ici et maintenant. « La société nous demande d'aimer le travail, encore faudrait-il qu'elle le rende aimable », clamait alors Charles Fourier.

« Cette économie reterritorialisée est aussi une économie fondée sur le travail », prolonge Erwan Rutu deux siècles plus tard, misant sur une revivification grâce à une palette d'outils : régies municipales, coopératives, Bourses du travail, sécurité sociale généralisée, multiplication des centrales d'achat.

Faisant de la relocalisation le cœur de cette réappropriation du travail, Erwan Rutu reprend la formule « *Small is beautiful* » de l'économiste allemand Ernst Friedrich Schumacher comme le mantra de cette société écologique. Ce nouveau rapport au travail doit s'inventer dans les zones dites « périphériques », où il imagine l'incubation d'une nouvelle « aristocratie de la main », en même temps que d'un nouveau lien social. Ainsi, affirme-t-il, « le travail commun socialise, la vie commune créolise ».

Jeunes, inventives, expertes dans le système D, les populations des banlieues sont aussi, à ses yeux, les mieux placées pour piloter une économie de la débrouille qui permettra de faire face aux pénuries du XXI^e siècle.

Car il faudra réparer, et donc former grâce à des « écoles de la transition » qui apprendront les « métiers de la main », puisque c'est un bouleversement d'ordre macroéconomique qu'appelle l'impératif écologique : passer de « l'emploi productif » à « l'emploi "réparatif", le recyclage et la "seconde main" ». Autrement dit, à une « économie populaire de la maintenance », qui aura rompu avec l'obsession de produire pour celle de reproduire. ■

YOUNESS BOUSSENA

L'ombre de la Russie | PAR SERGUEI



Le Monde en vente actuellement

❑ En kiosque

Le Monde
HORS-SÉRIE
40 CARTES
POUR COMPRENDRE LE CONFLIT
ISRAËL
PALESTINE

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
L'EAU DANS LA VILLE
L'histoire méconnue des fontaines, toilettes, égouts

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
L'HISTOIRE DU SPORT
DE LA CAVALE AUX JOUEURS

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
300 QUESTIONS
DE CULTURE GÉNÉRALE

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
Franz Kafka
L'Incompréhensible
Une vie, une œuvre

Hors-série

Le Monde
HORS-SÉRIE
LES ANNÉES Cabu
LE GRAND DUDUCHE

Hors-série

Le Monde
100 GRILLES
MOTS CROISÉS
PAR PHILIPPE BOURG - 9 € 20

Magazine

Nos services

Lecteurs

❑ Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

❑ Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS
WWW.SOUPRACROQUIS.FR

Le Monde
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes**

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

**L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.**

✉ **carnet@mpublicite.fr**
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

*« Une vie au service du 7^e art,
de ses serviteurs et de ses étoiles. »*

Jean-Marie Arrigoni,
son neveu,
Anne-Marie Tridant Bel,
sa cousine,
Jean-Philippe Tridant Bel,
son petit-cousin,
Les membres de sa famille de cœur
du théâtre et du cinéma,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de leur très regrettée

Josette ARRIGONI,

qui s'est éteinte paisiblement, à l'âge
de quatre-vingt-quatorze ans.

Sa famille vous invite à les
rejoindre par la présence et la pensée
pour un dernier hommage qui se
tiendra au crématorium de Clamart,
le mardi 9 juillet 2024, à 16 heures.

Elle sera ensuite inhumée à
Marseille, en présence de sa famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Micheline Baumont,
sa mère,
M^{me} Corinne Schnyder,
sa sœur,
Ses neveux et nièces
et leurs enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer le
décès de

M. Hervé BAUMONT,

survenu le 2 juillet 2024.

L'inhumation a lieu ce vendredi
5 juillet, à 14 h 30, au cimetière du
Montparnasse, 3, boulevard Edgar-
Quinet, Paris 14^e, entrée principale.

Paris.

Jacques Béranger,
son époux,
Emmanuel, François, Véronique,
Vinciane,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa sœur, sa belle-sœur, son frère,
Les familles de Préval, Gudin du
Pavillon et Béranger,
Ses proches et amis,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Nelcy BÉRANGER,
née de PRÉVAL,

le 28 juin 2024, à Paris, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans.

Une messe sera célébrée le mardi
9 juillet, à 11 heures, en l'église Notre-
Dame-de-Lorette, Paris 9^e.

L'inhumation aura lieu le même
jour au cimetière du Montparnasse,
Paris 14^e.

« Nelcy ou la joie de vivre »

Emmanuel Kasarhérou,
président du musée du quai Branly-
Jacques Chirac
Ainsi que l'ensemble du personnel
du musée,

ont appris avec une profonde émotion
et une grande tristesse la disparition
de

Roger BOULAY,
ethnologue,
commissaire de nombreuses
expositions présentées au musée

et s'associent au deuil de la famille.

Troyes.

Marie-Claude Daubigny,
son épouse,
Cécile et Jérôme, Pierre et Emilie,
Jean-Baptiste et Sandra, Benjamin et
Aurélié,
ses enfants et leurs conjoints,
Paul, Alix, Clémence, Roman,
Ludmila, Zélie, June, Sixtine, Judikaël,
Livia, Soren,
ses petits-enfants,
Mireille,
sa filleule,

ont l'immense douleur de faire part
de la disparition de

M. Jean DAUBIGNY,
commandeur
de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
ancien préfet de région,
ENA 1974 promotion « Guernica »,
survenue le mardi 2 juillet 2024,
à l'âge de soixante-seize ans.

Ses obsèques seront célébrées le
mardi 9 juillet, à 11 h 30, en la basilique
Saint-Urbain de Troyes.

Ni fleurs ni couronnes.

Pompes funèbres générales,
45, avenue du Major Général
Georges-Vanier,
10000 Troyes.

La présidente de l'université de Lorraine,
Le professeur Marc Braun,
doyen de la Faculté de médecine de Nancy,
Le club des professeurs honoraires,
La communauté universitaire et hospitalière,
Le personnel BIATSS,
Les étudiants,

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

**M. le professeur
Pierre GAUCHER,**
professeur des Universités,
praticien hospitalier
en hépatologie gastro-entérologie,

survenu le 1^{er} juillet 2024.

Les obsèques sont célébrées ce vendredi 5 juillet, à 14 h 30, à la basilique Saint-Epvre, à Nancy.

Nos pensées vont à son épouse,
ses enfants, ses petits-enfants et toute
sa famille.

Françoise,
son épouse,
Marc, Nicolas, Alain et Anne,
ses enfants
ainsi que leurs conjointes,
Sophie, Lise, Pauline, Louis, Arthur,
Edgar, Margaux, Benjamin et Juliette,
ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de faire part
du décès de

**François de GAUDEMONT
de la MONTFORIERE,**

survenu le 20 juin 2024, à Bures-sur-
Yvette (Essonne), dans sa quatre-vingt-
cinquième année.

Une cérémonie religieuse a eu lieu
à Arèches-la-Frasse (Haute-Savoie), le
28 juin, en l'église Saint-Michel, et a
été suivie de l'inhumation dans le
cimetière du village.

francoise.degaudemont@gmail.com

Jean Fremont
Et la Galerie Lelong & Co.,
ont le regret d'annoncer le décès de

Jacqueline de JONG,
survenu à Amsterdam, le 29 juin 2024.

L'exposition de ses estampes reste
visible jusqu'au 13 juillet.

Galerie Lelong & Co.,
13, rue de Téhéran,
75008 Paris.

Thomas, Pauline et Nicolas,
ses enfants et son gendre,
Alice, Juliette, Aurèle et Salomon,
ses petits-enfants,
Thierry et Naty,
son frère et sa belle-sœur,
ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Alain LECOURIEUX,
survenu le 24 juin 2024.

Ses obsèques auront lieu au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e, le lundi 8 juillet, à
10 h 30.

Pauline et Nicolas Tremblay,
61, rue des Martyrs,
75009 Paris.

M^{me} Josselyne Santer Michalowicz,
son épouse,
Olivier et Claire,
ses enfants,
Marion, Vincent et Véronique,
ses beaux-enfants,
Lélio, Luka, Thomas et Loïs,
ses petits-enfants,
Sylvie, Gabrielle et Janine,
ses sœurs
Et toute sa famille,
font part du décès de

M. Alain MICHALOWICZ,
survenu le samedi 29 juin 2024,
à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques seront célébrées le
mercredi 10 juillet, à 10 heures, au
crématorium du cimetière du Père-
Lachaise, Paris 20^e.

Vous pouvez envoyer ou déposer
des fleurs et, en particulier, des roses
rouges au funérarium de la maison
médicale Jeanne-Garnier, 106, avenue
Emile-Zola, Paris 15^e, au plus tard le
mercredi 10 juillet, à 8 heures.

Vous pouvez également faire des
dons à la fondation Jeanne-Garnier,
<https://dons.jeanne-garnier.org>
ou à une association pour le
développement des soins palliatifs
ou pour la lutte contre le cancer.

Pas de couronnes.

Pierre-Arthur,
son fils
et sa compagne,
Ses neveux,
Ses belles-sœurs,
Ses filleules et filleuls,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

M^{me} Michèle MOREAU,
née **GUILLEAUME,**
épouse de
Jean-François MOREAU,

survenu le 28 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le 8 juillet, à 10 h 30,
en l'église Notre-Dame-des-Champs,
Paris 6^e, suivie de l'inhumation
au cimetière du Montparnasse,
Paris 14^e, à 12 h 15.

Le Monde

Abonnement
Quotidien
+ numérique

~~100,58 €~~ (prix de vente
au numéro)

19 €/mois
pendant 3 mois

- ✓ Le journal et ses suppléments
- ✓ Tous les contenus numériques



Abonnez-vous en li

Eric et Isabelle,
son frère et sa sœur,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Philippe MORISSEAU,

survenu le 23 juin 2024, à Rochefort
(Charente-Maritime).

Paris.

Anouk, Hadrien et Gabriel
Pélissier,
ses enfants,

ont la douleur de faire part de la
disparition de

M. Gérard PÉLISSIER,

survenue le 1^{er} juillet 2024,
à Manneville-la-Pipard (Calvados),
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une cérémonie aura lieu le lundi
8 juillet, à 16 h 30, au cimetière
du Montparnasse, Paris 14^e, entrée
principale.

Ribaute-les-Tavernes (Gard).

Nous faisons part du décès de

M^{me} Colette RAIBAUD,
née LILLE,

survenu le 1^{er} juillet 2024,
à l'âge de cent ans.

Le Plessis-Robinson.

Yvette Trelluyer,
sa femme,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
et leurs conjoints,

ont la tristesse d'annoncer le décès
de


Michel TRELLUYER,

surgvenu le 30 juin 2024,
à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie civile aura lieu
le lundi 8 juillet, à 16 heures, au
cimetière du Val-de-Bièvre, à
Arcueil.

Ni fleurs ni couronnes, merci de
les remplacer par un don au profit de
la Maison médicale Jeanne Garnier
ou de la recherche contre le cancer.

Concerts



**JEUNES
TALENTS**
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

24^e Festival européen
Jeunes Talents.

Du 29 juin au 20 juillet 2024,
venez découvrir les jeunes musiciens
« classiques »
les plus talentueux
de leur génération parfois
accompagnés de leurs aînés :
François Dumont, Benjamin Alard.
Et, tant d'autres à découvrir...
Venez partager la musique
de chambre dans sa diversité.

Tous les concerts à billetterie auront
lieu au temple du Foyer de l'Âme,
rue du Pasteur Wagner, Paris 11^e.
Accès à 5 minutes du métro Bastille
qui est ouvert sans restrictions
liées aux JO.

Sept concerts gratuits à Paris
et en Île-de-France, concert de soutien
à l'Ukraine, le samedi 6 juillet.

Concerts en soirée
du mardi au samedi
à 20 heures, de 10 € à 20 €.
Et aussi les samedis,
à 16 h 30 (*entrée libre*).

Informations et réservations sur
jeunes-talents.org
Tél. : 01 40 20 09 20.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directeur, directeur de la publication
 Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la
publication, membre du directeur Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction
 Grégoire Allix, Maryline Baumann, Philippe Broussard,
 Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevalleraud, Alexis
 Delcambe, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
 Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services
 abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs
 Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel
 Davidenkov (Événements), Jérôme Gautheret, Michel
 Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux
 (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe
 Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum,
 présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde

Abonnement

Quotidien + numérique

100,53 € (prix de vente au numéro)

19 € / mois

pendant 3 mois

- ✓ Le journal et ses suppléments livrés chez vous
- ✓ Tous les contenus numériques sur le site et les applications

Abonnez-vous en ligne sur : abo.lemonde.fr/quotidien3M

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

OUI, je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du Monde pendant 3 mois pour seulement **19€** par mois puis 24,90 €/mois

> 6 quotidiens + « M le magazine du Monde » + tous les contenus numériques sur le site et les applications + les archives du Monde depuis 1944 + l'application La Matinale + plus de 2000 grilles de jeux en ligne.

Je complète le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous

E-mail : _____ @ _____ Tél. : _____

Important : merci de préciser votre adresse e-mail afin de recevoir la confirmation de votre abonnement

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Société éditrice du Monde à envoyer des instructions à votre banque pour débitier votre compte, et votre banque à débitier votre compte conformément aux instructions de la Société éditrice du Monde. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement automatique.

Référence unique du mandat : _____

Sera rempli par la Société éditrice du Monde

NOM DU TITULAIRE DU COMPTE ☐ M. ☐ Mme

Nom : _____

Prenom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

IDENTIFICATION DU COMPTE BANCAIRE

IBAN — Numéro international d'identification du compte bancaire

BIC — Code international d'identification de votre banque

N'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire (RIB)

Signature obligatoire :

TYPE DE PAIEMENT PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à : _____

Date : _____

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vous reconnaissez le prélèvement sous expliqué dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de vos droits de disposition, d'opposition et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 67018, AVENUE PIERRE-MÉNÈS-FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 124 610 348,70€. Offres réservées aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2024. Au-delà des 3 premiers mois, à défaut de résiliation, reconduction tacite de l'abonnement à 24,90 €/mois, sans engagement de durée. Les COV applicables à l'abonnement s'inscrivent sous consultables et téléchargeables au lien suivant : <https://moncompte.lemonde.fr/cov>. Si vous êtes mineur, la souscription du contrat et la communication de vos données personnelles doivent être faites avec l'accord de votre représentant légal. En retournant ce formulaire, vous acceptez que la Société éditrice du Monde, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et, en fonction de vos choix, d'actions marketing pour ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations par voie postale, cochez cette case ☐ Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour la prospection postale, cochez cette case ☐ Conformément à la loi Informatique et Libertés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27/04/2016, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements, que vous pouvez exercer auprès de la Délégue à la protection des données du Monde en écrivant à l'adresse suivante : 67018, avenue Pierre-Ménès-France - 75707 Paris Cedex 13 ou via le lien suivant : <https://dpo.lemonde.fr/contact>. Pour plus d'informations, consultez notre Politique de confidentialité sur le site www.lemonde.fr ou sur le site de la CNIL www.cnil.fr.

231EMQAPA



CULTURE | CHRONIQUE
PAR MICHEL GUERRIN

L'entre-soi à l'heure où la France vote

Sur scène ou en coulisse, des artistes et responsables culturels profitent du Festival d'Avignon pour se poser trois questions existentielles. Ils se tournent vers le passé pour jauger leur responsabilité dans la montée de l'extrême droite, se demandent comment agir avant le scrutin législatif du dimanche 7 juillet et imaginent à quelle sauce ils seront mangés demain. Prenons la réunion privée, sans public ni journalistes, qui a eu lieu dans la chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon (Gard), les 1^{er} et 2 juillet. Une quinzaine de responsables de directions régionales des affaires culturelles (DRAC) étaient autour de la table. Ces hauts fonctionnaires sont les relais précieux du ministère de la culture dans les villes et villages, font le lien avec l'Etat, attribuent des subventions à des sites patrimoniaux comme à des artistes.

Ces cadres sont tenus au devoir de réserve. Leurs mots sont mesurés. Mais on les sent fébriles. Ils ont su, dans le passé, composer avec des ministres de gauche ou de droite, comme ils le font au jour le jour avec des maires de tous bords. Mais, cette fois, ils craignent l'inconnu et une rupture. Que faire si une directive du ministère heurte leurs convictions? Rester ou démissionner? Résister, mais comment? «*Chacun agira en son âme et conscience.*» La question est d'autant plus cruciale que, début juillet, chaque DRAC doit remonter au ministère de la culture les propositions de subventions pour le budget de 2025.

La tendance est à garder la tête froide au nom d'un constat: «*Le gouvernement n'est pas l'Etat.*» Entendez: la gestion culturelle en France, portée par des tempéraments forts et des mécanismes complexes où l'argent de l'Etat se mêle à celui des collectivités locales, dépend autant de l'administration que de ministres souvent remplacés au moment où ils comprennent comment ça marche.

Citadelle assiégée

A la tête du Festival d'Avignon, Tiago Rodrigues est loin de ces combinaisons. De tous les responsables d'importantes institutions culturelles, il est le plus offensif contre le Rassemblement national (RN). Aussi, dans la nuit du 4 au 5 juillet, la cour du Palais des papes a été le théâtre d'une «*Nuit d'Avignon*», visant à fédérer des paroles contre l'extrême droite. Son combat est clair: «*Nous nous battons pour qu'au soir du 7 juillet, Avignon entre en célébration plutôt qu'en résistance.*» Il qualifie de «*trahison*» le fait de «*collaborer avec l'extrême droite*».

Résistance n'est pas un mot à dire la légère. Si le RN gagne le pouvoir, Tiago Rodrigues ne pense pas démissionner d'Avignon, brandissant le statut associatif d'une manifestation aux financements multiples, dans un entretien au *Monde* mi-juin. Il sait pourtant que ce festival est un symbole et un joyau de l'Etat. Et si le conseil d'administration le suit, il devra trouver ailleurs les 4,6 millions d'euros que l'Etat lui donne, soit 26 % du budget! La fougue de Tiago Rodrigues est sincère mais, en poussant loin l'image de cita-

CE N'EST PAS EN ÉTRILLANT LE RN QUE L'ON CHANGE LE PAYSAGE ÉLECTORAL

delle assiégée, il cherche surtout, voire seulement, à faire du bien à la communauté des artistes – sans doute en ont-ils besoin. Ce n'est pas en étrillant l'ennemi dans un temple de la culture légitime, la nuit, que l'on change le paysage électoral, mais en allant vers les électeurs indécis, à la périphérie d'Avignon, dans les villages, ou sur les réseaux sociaux, dont Tiktok.

Cette soirée avignonnaise est aussi un énième avatar d'une politique culturelle de l'entre-soi depuis des décennies. Ahmed Madani travaille avec les publics éloignés du théâtre. Présent à Avignon avec un spectacle dans le off, il fait ce constat amer, sur France Inter, le 2 juillet: «*Les artistes et les institutions font les étonnés aujourd'hui, mais ils avaient la possibilité d'agir fortement pendant toutes ces années, et les actions n'ont pas été aussi importantes qu'elles auraient dû l'être.*»

La culture a déserté la France des bourgs et du périurbain comme la gauche a déserté ces territoires. Elle a déserté le peuple comme la gauche l'a déserté. Ça se voit jusque dans les photos d'Ito Josué dans *Le Théâtre de ceux qui voient* (éd. Michel Guinle, 1994), qui, dans les années 1950, a documenté les pièces que Jean Dasté, figure du théâtre populaire, donnait à Saint-Etienne, sur les places, dans les usines, les villages autour. Josué pointe souvent son objectif sur la salle, constituée en grande partie d'ouvriers, d'employés, de commerçants ou de paysans – un public qui a quasi disparu des théâtres.

La fracture culturelle n'est qu'un ressort parmi d'autres du vote pour le RN. Des actions ont été menées partout hors les grandes villes. La quarantaine de médiathèques incendiées durant les émeutes de juin et de juillet 2023 en sont la preuve. Mais on n'imaginerait pas les budgets en faveur de la culture de proximité qui ont été sabrés pendant des années, notamment pour les maisons des jeunes et de la culture (MJC), lieux de vie et de pratique culturelle. Et puis, plutôt que d'aller sur le terrain du peuple, la France culturelle a cherché à attirer ce dernier sur son propre terrain, dans ses théâtres ou musées, avec ses règles, explique le sociologue Emmanuel Négrier. Une telle action à sens unique fonctionne rarement.

Rarissimes furent les expériences de partage du pouvoir, seules à même de démocratiser les publics. L'artiste François Hers l'a fait avec son programme «*Nouveaux commanditaires*», sous l'égide de la Fondation de France: des d'œuvres d'art ou d'architectures dans l'espace public réalisées par des artistes de renom mais choisies par celles et ceux qui vivent à proximité, en dialogue avec un médiateur.

A propos de dialogue, évoquons une polémique qui a émaillé le spectacle *Dämon. El funeral de Bergman*, dans la Cour d'honneur d'Avignon, le 29 juin. Son autrice, Angélica Liddell, a insulté des journalistes ayant écrit sur son travail avec des mots et gestes violents ou obscènes. Libre à l'artiste de faire ce qu'elle veut. Et aux journalistes de porter l'affaire en justice. Ce qu'on retient, c'est la façon dont la violence des mots sur scène rejoint celle de la vraie vie. Un monde épuré, sans dialogue possible ni contradicteurs, comment peut-on le nommer? ■

ROYAUME-UNI : DES RESPONSABILITÉS POUR LA GAUCHE

ÉDITORIAL M

Clair et net, le retour de balancier politique vers la gauche au Royaume-Uni a beau avoir été largement anticipé par les sondages d'opinion, il est saisissant, surtout vu de France, où l'extrême droite a le vent en poupe à la veille du second tour des élections législatives. Réitérant un score record équivalent à celui de Tony Blair en 1997 (418 sièges), les travaillistes de Keir Starmer ont obtenu au moins 411 des 650 sièges du Parlement de Westminster lors des élections du jeudi 4 juillet.

L'effet déformant du système électoral britannique à un seul tour, où le candidat arrivé en tête dans chaque circonscription obtient le siège – avec 34 % des voix, le Labour remporte plus de 60 % des sièges – n'explique que très partiellement cette victoire massive et historique.

En choisissant résolument l'alternance après quatorze années au pouvoir des conservateurs, les électeurs ont d'abord sanctionné un bilan désastreux marqué par l'austérité budgétaire et le Brexit. Pays fracturé, isolé et affaibli, infrastructures et services publics en berne, croissance des salaires et des investissements ralentie... Les maux dont souffre le pays résultent largement de choix politiques hasardeux.

La sortie de l'Union européenne (UE), acte majeur des tories, résultat d'un coup de bluff raté du premier ministre David Cameron et considérée aujourd'hui comme un échec par 60 % des Britanniques, restera comme un terrible exemple de décision autodestructrice prise par référendum populaire. Ni le pays ni les tories, divisés, ne s'en sont remis.

Quant aux clowneries de Boris Johnson, elles n'ont masqué qu'un temps l'inconsistance de la coalition nationaliste et anti-européenne réunie sur son nom, entre des électeurs fortunés du sud du pays, anti-Etat et anti-impôts, et les déshérités du Nord, demandeurs d'aides et de services publics. Le scandale des fêtes de Downing Street pendant le confinement et les calamiteuses décisions budgétaires de l'éphémère Liz Truss ont achevé de démolir la réputation de responsabilité et de sérieux des conservateurs.

Porté par une vague de «*dégagisme*» visant les tories, davantage que par un engouement populaire pour son programme

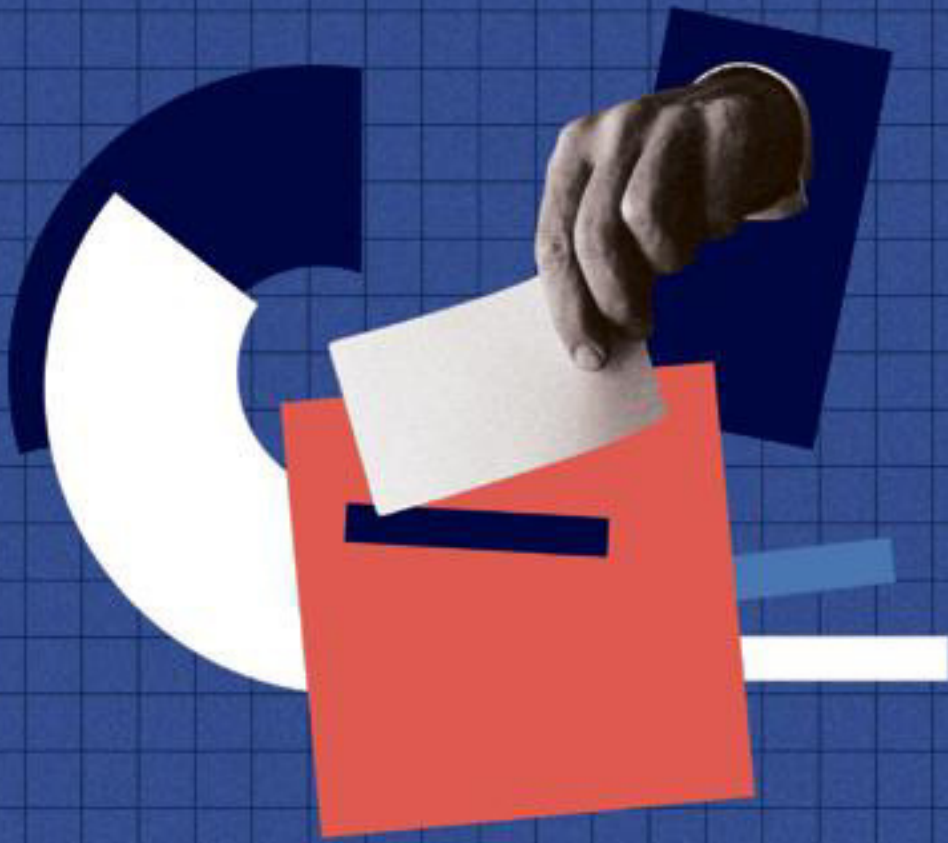
et sa personne, l'austère Keir Starmer, artisan d'un recentrage spectaculaire du Labour, est sans doute le «*premier ministre normal*» voulu par le pays après ces longues années de politique spectacle et d'errements. Se posant en partisan de l'orthodoxie budgétaire et de la «*création de richesse*», M. Starmer a les faveurs des milieux d'affaires, tout en portant les espoirs des Britanniques touchés par l'austérité, la précarité et la déliquescence du Service national de santé (NHS).

La modestie qu'il affiche semble a priori de bon augure face à la somme de défis qu'il va devoir relever, sans marge de manœuvre budgétaire, et aux réorientations à opérer, dont celles concernant les relations avec l'UE. Il reste pourtant à transformer cette victoire du pragmatisme en progrès perceptibles par les classes populaires, largement revenues au Labour, mais que courtise, au Royaume-Uni aussi, l'extrême droite. Son succès éclatant donne à Keir Starmer d'immenses responsabilités, notamment face à l'entrée à Westminster du parti xénophobe Reform UK de Nigel Farage (14 % des voix).

Bonne nouvelle, le retour au pouvoir d'un parti qui se réclame de la justice sociale dans l'un des principaux pays du continent européen sera examiné de près par tous ceux qui cherchent à contrer les vents réactionnaires à l'œuvre dans le monde développé. ■

Le Monde

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES TOUS LES RÉSULTATS



Chiffres, commentaires, enquêtes, analyses et cartographies
avec un cahier spécial résultats de 18 pages.

DÈS LUNDI 8 JUILLET CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR **LEMONDE.FR** POUR SUIVRE TOUTE LA CAMPAGNE DÈS MAINTENANT

LA CULTURE
A DÉSSERTÉ LA
FRANCE DES BOURGS
ET DU PÉRIURBAIN
COMME LA GAUCHE
A DÉSSERTÉ CES
MÊMES TERRITOIRES

SEIKO

SINCE 1881



Keep Going Forward

 **PROSPEX**

Continuez à aller de l'avant

www.seikoboutique.eu #SPB453